

**Direction des Statistiques d'Entreprises**

**E 2012/03**

**Les services marchands en 2011  
Rapport sur les comptes**

**Document de travail**



**Institut National de la Statistique et des Études Économiques**

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail  
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

**E 2012/03**

**Les services marchands**

**en 2011**

**Rapport sur les comptes**

*Ce rapport est présenté à la Commission des comptes des services du 3 juillet 2012.*

*Il a été réalisé par la division « Services » sous la direction de Jérôme Accardo,  
rapporteur général de la Commission.*

*Juin 2012*

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.  
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

# **Les services marchands en 2011**

## **Rapport sur les comptes**

### **Résumé**

#### **Les services marchands en 2011 : croissance maintenue**

En 2011, la valeur ajoutée des services marchands croît de 2,2 % en volume, quasiment au même rythme qu'en 2010. L'emploi augmente de 2,3 %, soit 156 000 postes supplémentaires en équivalents temps plein. La demande des entreprises et des administrations, en hausse de 3,2 %, contribue principalement à cette croissance. Les activités administratives et de soutien, les services juridiques, comptables, d'ingénierie et de recherche sont les plus dynamiques, en termes de valeur ajoutée comme de production. En revanche, la demande des ménages décélère à + 1,1 % sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat ; les activités culturelles en sont le plus affectées. Le solde du commerce extérieur de services marchands se redresse nettement, mais reste déficitaire (- 1,8 milliard d'euros).

## **Market services in 2011**

### **Report on the accounts**

### **Abstract**

#### **Market services in 2011: growth remains steady**

In 2011, the volume of market services value added increased by 2.2%, almost as in 2010. Employment grew by 2.3%, that makes +156.000 jobs in full-time equivalent. Demand from businesses and administrations, up by 3.2%, is the main factor contributing to this growth. Administrative and support service activities, legal and accounting activities, architectural and engineering activities are the more dynamics, in terms of value added as of production. On the other hand, households demand slows down to +1.1% with the decrease of purchasing power; cultural activities are the most affected. The trade balance of market services clearly recovers, but is still in deficit (€1.8 billion).

## AVERTISSEMENT

*La Comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise les concepts de secteur et de branche d'activité.*

*L'approche en termes de secteur d'activité regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale) cette approche peut se révéler instable puisqu'une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.*

*Le concept de branche d'activité regroupe des entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branche est relativement stable dans le temps.*

*Le rapport réalisé pour la commission de juin est centré sur **l'approche branche**, pour laquelle le concept de production est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix. Par cette approche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations) .*

*La demande de consommation finale est définie ici comme la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.*

*Les statistiques de production et de demande des activités de services sont présentées et commentées au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale. 62 branches d'activités dans les services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes de NAF 732 de 2008 (NAF rév2), sont détaillées (cf. tableau sur les nomenclatures page 5). Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.*

*Les données de branche sont calculées à partir des équilibres ressources-emplois élaborés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux (62 branches dans les services marchands) puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches (niveau A38 de la NAF rév2) sont très légèrement différentes de celles calculées directement par voie économétrique à un niveau agrégé et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux sur 2011.*

*Les données présentées dans ce rapport concernent la partie marchande des services. **Pour l'année 2011, les résultats sont extraits du compte provisoire.** Ceux portant sur l'année 2010 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2009 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs (voir annexe).*

La rédaction de ce volume a été coordonnée par Thierry Méot (Insee).

Ce rapport a été établi à l'Insee sous la direction de Jérôme Accardo, rapporteur général de la Commission, par Sandrine Chaumeron, Hélène Genuit, Katell Landru, Sonia Ngaha, Jeanne Pagès et Philippe Varrambier, de la Division « Services » de l'Insee.

# LES SERVICES MARCHANDS EN 2011

## SOMMAIRE

Nomenclatures.....	5
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b>	
<b>Synthèse : l'année 2011</b> .....	<b>7</b>
« Les services marchands en 2011 : croissance maintenue » .....	9
<b>DEUXIÈME PARTIE :</b>	
<b>L'activité et les prix par branche détaillée : l'année 2011</b> .....	<b>19</b>
Hébergement et restauration (section I) :	
« 2011, un bon cru pour les hôtels et les restaurants » .....	21
Edition, audiovisuel et diffusion (section JA) :	
« Le cinéma anime l'année 2011 » .....	29
Télécommunications (section JB) :	
« Le téléphone fait moins recette » .....	39
Activités informatiques et services d'information (section JC) :	
« L'informatique est soutenue par la demande des entreprises » .....	45
Activités immobilières (section L) :	
« Ralentissement de la reprise dans l'immobilier en 2011 » .....	53
Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques <sup>(*)</sup> (section MA) :	
« Année dynamique pour le conseil de gestion et l'ingénierie » .....	61
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (section MC) :	
« La publicité est encore en forme » .....	71
Activités de services administratifs et de soutien (section N) :	
« Reprise confirmée pour les services administratifs et de soutien » .....	79
Arts, spectacles et activités récréatives (section R) :	
« Les activités culturelles et de loisir pâtissent du ralentissement du pouvoir d'achat ».....	93
Autres activités de services (section S) :	
« Quasi-stagnation dans les Autres activités de services ».....	101
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique (section T)	109
<b>ANNEXE : Les principales révisions des comptes 2009 et 2010 des services.</b>	<b>111</b>

<sup>(\*)</sup> Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire.



**NOMENCLATURES POUR LES SERVICES MARCHANDS  
NAF rév2**

Nomenclature européenne		Nomenclature propre à la comptabilité nationale				Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138 Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2		
I HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	IZ	55	I55Z Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs I55Z3 Hébergements divers	55.1, 55.2 55.3 55.9	
		56	I56Z Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration I56Z3 Services des débits de boissons	56.1 56.2 56.3	
J INFORMATION ET COMMUNICATION	JA Edition, audiovisuel et diffusion	58	J58Z Édition	J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.1, 58.21 58.29	
		59	J59Z Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z2 Distrib. de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.11, 59.12 59.13, 59.14 59.2	
		60	J60Z Programmation et diffusion	J60Z1 Radiodiffusion J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	60.1 60.2	
	JB Activités informatiques et services d'information	61	J61Z Télécommunications	J61Z0 Télécommunications	61	
		62	J62Z Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0 Programmation, conseil & autres activités informatiques	62	
		63	J63Z Services d'information	J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet J63Z2 Autres services d'information	63.1 63.9	
L ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	LZ	68	L68A Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers L68A2 Agences immobilières L68A3 Administration de biens immobiliers	68.1 68.31 68.32	
			L68R Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1 Location de logements (loyers réels) L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20A 68.20B	
			L68I Loyers imputés (des logements occupés par leur propriétaire)	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		
		69	M69Z Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques M69Z2 Activités comptables	69.1 69.2	
M ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	MA Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	70	M70Z Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux M70Z2 Conseil de gestion	70.1 70.2	
		71	M71Z Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.1 71.2	
		72	M72M (2) Recherche-développement scientifique marchande	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72	
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z Publicité et études de marché	M73Z1 Activités des agences de publicité M73Z2 Régie publicitaire de médias M73Z3 Études de marché et sondages	73.11 73.12 73.2	
		74	M74Z Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1 Activités spécialisées de design M74Z2 Activités photographiques M74Z3 Traduction et interprétation M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.1 74.2 74.3 74.9	
		75	M75Z Activités vétérinaires	M75Z0 Activités vétérinaires	75	
	N ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	NZ	77	N77Z Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques N77Z3 Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.1 77.2 77.3 77.4
			78	N78Z Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78
79			N79Z Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.1 79.9	
80			N80Z Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80	
81			N81Z Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	
82			N82Z Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1 Activités administratives N82Z2 Activités de centres d'appels N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès N82Z4 Activités de soutien aux entreprises	82.1 82.2 82.3 82.9	
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES			RZ	90	R90M (2) Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes
	91	R91M (2) Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles march.		R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91	
	92	R92Z Organisation de jeux de hasard et d'argent		R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92	
	93	R93M (2) Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes		R93M1 Activités liées au sport marchandes R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.1 93.2	
S AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	SZ	94	S94M Activités des organisations associatives (marchande)	S94M0 Activités des organisations associatives (marchandes)	94	
		95	S95Z Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	
		96	S96Z Autres services personnels	S96Z1 Blanchisserie-teinturerie	96.01	
				S96Z2 Coiffure	96.02A	
S96Z3 Soins de beauté	96.02B					
	S96Z4 Services funéraires	96.03				
	S96Z5 Services personnels divers	96.04, 96.09				
T ACTIVITÉS DES MÉNAGES		97	T97Z Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	
		98	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98	

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre

(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission. Les données concernant les activités des ménages en tant qu'employeurs (T97Z) sont néanmoins présentées dans le rapport.



## PREMIÈRE PARTIE

---

# **SYNTHESE : l'année 2011**



## Les services marchands en 2011 : croissance maintenue

Thierry Méot, division Services, Insee

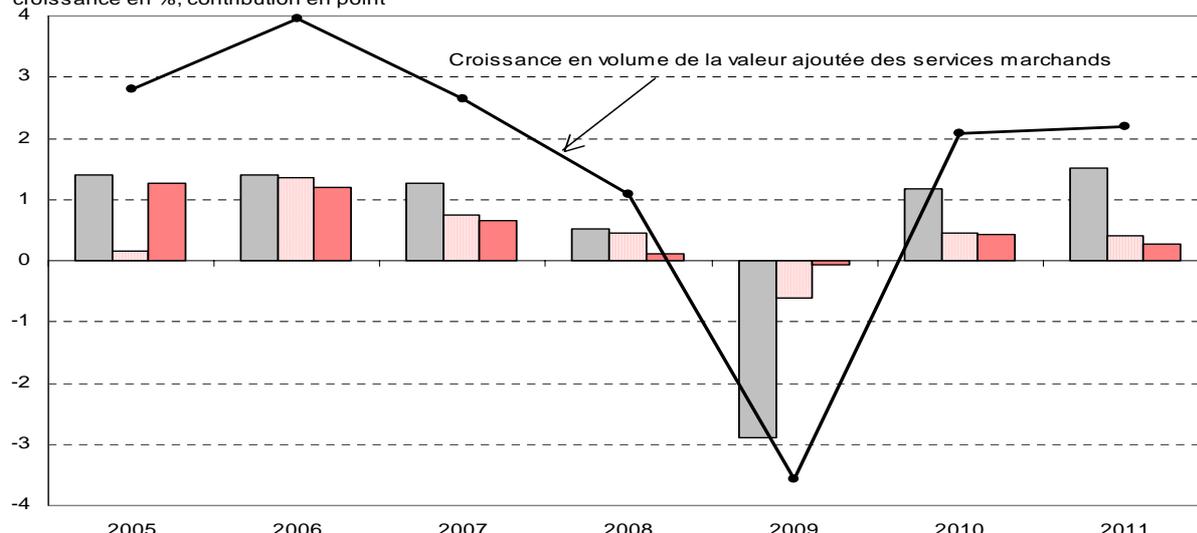
En 2011, la valeur ajoutée des services marchands croît de 2,2 % en volume, quasiment au même rythme qu'en 2010. L'emploi augmente de 2,3 %, soit 156 000 postes supplémentaires en équivalents temps plein. La demande des entreprises et des administrations, en hausse de 3,2 %, contribue principalement à cette croissance. Les activités administratives et de soutien, les services juridiques, comptables, d'ingénierie et de recherche sont les plus dynamiques, en termes de valeur ajoutée comme de production. En revanche, la demande des ménages décélère à + 1,1 % sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat ; les activités culturelles en sont le plus affectées. Le solde du commerce extérieur de services marchands se redresse nettement, mais reste déficitaire (- 1,8 milliards d'euros).

**Les services marchands tournés vers les entreprises restent les plus dynamiques (intertitre web)**

En 2011, selon les résultats des comptes provisoires, la valeur ajoutée des services marchands croît de 2,2 % en volume, après + 2,1 % en 2010 (*sources ; graphique 1*). Elle retrouve ainsi le niveau de 2008. Les services marchands maintiennent leur contribution à la croissance de l'économie (+ 0,7 point, comme en 2010), alors que celle de l'industrie se replie (+ 0,1 point, après + 0,4 point en 2010). Les services administratifs et de soutien sont les premiers contributeurs à la croissance des services marchands (+ 0,9 point) : leur valeur ajoutée progresse de 4,9 %, à un rythme accéléré après la reprise de 2010 (+ 3,8 %) (*tableau 1*). Les activités spécialisées, scientifiques et techniques sont les deuxièmes contributeurs : leur valeur ajoutée accélère légèrement à + 3,5 %, après + 3,2 % en 2010. La valeur ajoutée des services d'information et de communication progresse un peu moins vite en 2011 (+ 2,5 %, après + 3,1 % en 2010), de même que celle des activités immobilières (+ 1,0 %, après + 1,3 % en 2010). La valeur ajoutée des activités d'hébergement et de restauration reste stable (- 0,1 %), celles des activités artistiques et récréatives marchandes et des autres activités de services (réparation de biens et autres services personnels) baissent (respectivement - 0,4 % et - 0,6 %). Ces évolutions reflètent les principales caractéristiques de la croissance de l'économie française en 2011 : la demande des entreprises accélère, alors que la consommation des ménages croît faiblement, sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat.

### Graphique 1 : En 2011, les services aux entreprises sont les premiers contributeurs à la croissance des services marchands

croissance en %, contribution en point



- Services principalement orientés vers les entreprises (administratifs, de gestion, d'ingénierie, de recherche, de location)
- Information et communication
- Services principalement orientés vers les ménages (hôtels et restaurants, immobilier, culture)

Lecture : en 2011, la valeur ajoutée des services marchands croît de 2,2 % ; les services aux entreprises contribuent pour 1,5 point à cette croissance, soit plus des deux tiers.

Source : Insee, *comptes des services*, base 2005.

**Tableau 1 : La valeur ajoutée des services principalement orientés vers les ménages est à la peine**

Branches	évolution en volume en %				
	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>Ensemble des services marchands</b>	<b>2,7</b>	<b>1,1</b>	<b>-3,6</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>
Hébergement et restauration	3,0	0,1	-2,1	-0,1	-0,1
Information et communication	5,0	3,1	-4,3	3,1	2,5
Activités immobilières	0,8	-0,1	0,9	1,3	1,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (marchandes)	3,4	2,2	-4,5	3,2	3,5
Activités de services administratifs et de soutien	3,9	0,7	-12,2	3,8	4,9
Arts, spectacles et activités récréatives (marchandes)	1,4	7,0	-5,5	0,2	-0,4
Autres activités de services (marchandes)	3,0	1,7	-6,2	-1,9	-0,6

\* Données provisoires.

Lecture : en 2011, la valeur ajoutée de l'hébergement et de la restauration baisse de 0,1 % en volume.  
Source : Insee, comptes des services, base 2005.

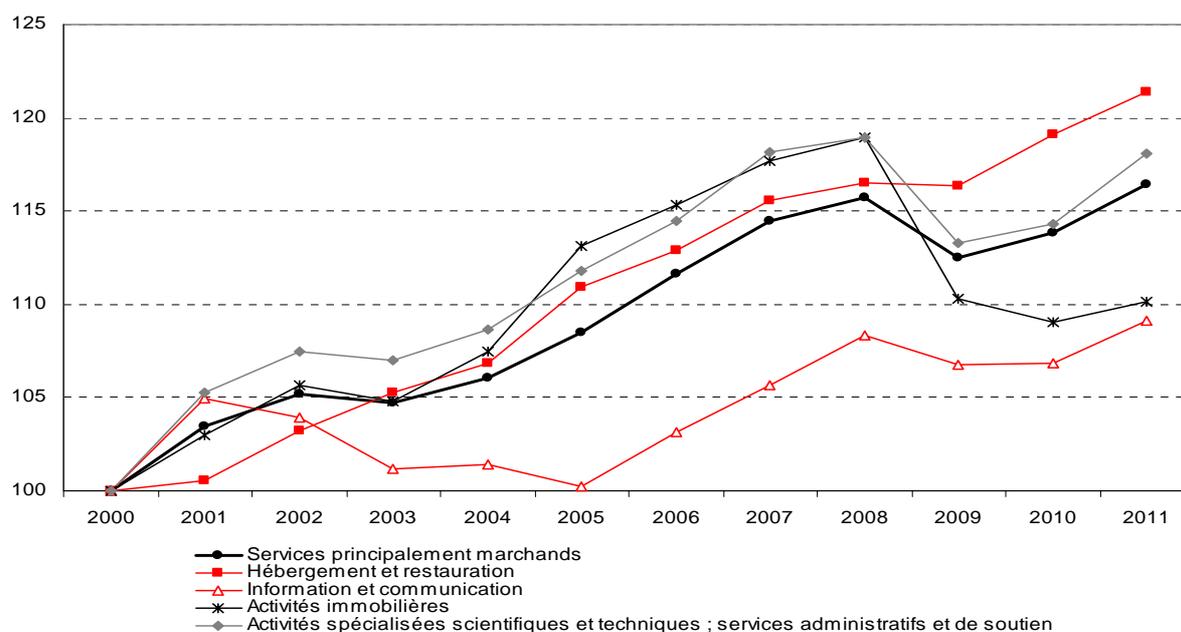
### L'emploi retrouve son plus haut niveau

Mesuré en équivalents temps plein (ETP), l'emploi total de l'ensemble des branches des services principalement marchands (*sources*) augmente de 2,3 % en 2011, soit 156 000 emplois supplémentaires. Après une croissance de 1,2 % en 2010, cette accélération permet aux services principalement marchands de dépasser leur niveau d'emploi de 2008. Cette situation est assez exceptionnelle : en 2011, l'emploi total ne progresse que de 121 000 personnes en ETP, car plusieurs branches de l'économie (agriculture, industrie, construction, services principalement non marchands) perdent des effectifs.

Au sein des services marchands, toutes les activités ne sont cependant pas logées à la même enseigne (*graphique 2*). Dynamisé par les contreparties liées à la baisse de la TVA en 2009, l'emploi dans les hôtels et restaurants croît de 1,9 % en 2011, après + 2,4 % en 2010. Les effectifs des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien augmentent de 3,3 %, retrouvant quasiment leur niveau de 2008. Après avoir été pénalisés par la chute de l'intérim en 2009, ils sont portés depuis par son rebond : le nombre d'intérimaires augmente de 5,6 % en moyenne annuelle en 2011. Dans les activités d'information et de communication, l'emploi redémarre (+ 2,2 %), après un palier entre 2009 et 2010. Dans les activités immobilières, très durement affectées par la crise, il avait continué de baisser en 2010 et ne remonte que faiblement en 2011 (+ 1,0 %).

**Graphique 2 : Net regain de l'emploi dans les services principalement marchands**

base 100 en 2000



Lecture : l'emploi intérieur total en nombre d'équivalents temps plein a progressé de 21,4 % dans la branche hébergement et restauration depuis 2000.

Source : Insee, comptes des services, base 2005.

## La demande des entreprises soutient la croissance

En 2011, la demande intérieure en services marchands progresse de 2,4 % en volume (*tableau 2*), soit à peine moins vite qu'en 2010 (+ 2,7 %). La demande des entreprises et des administrations, qui en représente les trois cinquièmes, augmente de 3,2 % (+ 3,3 % en 2010) et contribue pour 1,9 point à la croissance ; celle des ménages, soit les deux cinquièmes restants, croît de 1,1 % (+ 2,1 % en 2010) et participe pour 0,5 point à la croissance d'ensemble. Les consommations intermédiaires des entreprises et des administrations, principal débouché des services marchands, augmentent en volume de 3,1 % en 2011. La croissance de l'investissement des sociétés non financières - essentiellement en informatique, architecture et ingénierie - se maintient à un rythme élevé (+ 5,6 % en volume), en ligne avec celle de leur investissement global (+ 5,1 %). Hors loyers et dépenses de services immobiliers, la consommation finale des ménages en services marchands ralentit fortement : + 0,5 %, après + 1,3 %, sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat (+ 0,5 %, après + 0,9 % en 2010). Les activités culturelles (édition de livre ou de musique, activités artistiques et de spectacle, ...) sont celles qui pâtissent le plus de ce ralentissement.

**Tableau 2 : L'offre et la demande de services marchands**

Valeur en millions d'euros - Volume : taux de croissance en volume (en %) - Prix : taux de croissance du prix (en %)

	2007			2008			2009			2010*			2011*		
	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur		
Production de services	965 685	1,5	2,1	1 000 259	-4,0	1,3	972 111	2,5	0,8	1 005 083	2,5	1,1	1 040 620		
Importations	33 145	2,4	1,9	34 591	-1,7	0,8	34 300	3,8	0,0	35 590	2,0	0,8	36 600		
Demande intérieure	984 136	1,3	2,1	1 017 304	-4,1	1,2	987 609	2,7	0,9	1 023 546	2,4	1,1	1 059 543		
dont															
Consommations intermédiaires	551 449	1,8	1,9	572 212	-5,1	0,8	547 492	2,9	0,4	565 531	3,1	1,0	588 723		
Consommation finale	357 364	0,5	2,1	366 652	-0,6	2,2	372 387	1,2	1,5	382 477	0,9	1,0	389 621		
Investissement	79 534	1,5	2,8	82 973	-12,8	-0,8	71 775	11,0	1,2	80 649	4,4	2,3	86 135		
Exportations	31 233	3,2	1,9	32 830	-5,3	0,7	31 289	3,2	0,4	32 416	6,4	0,8	34 773		

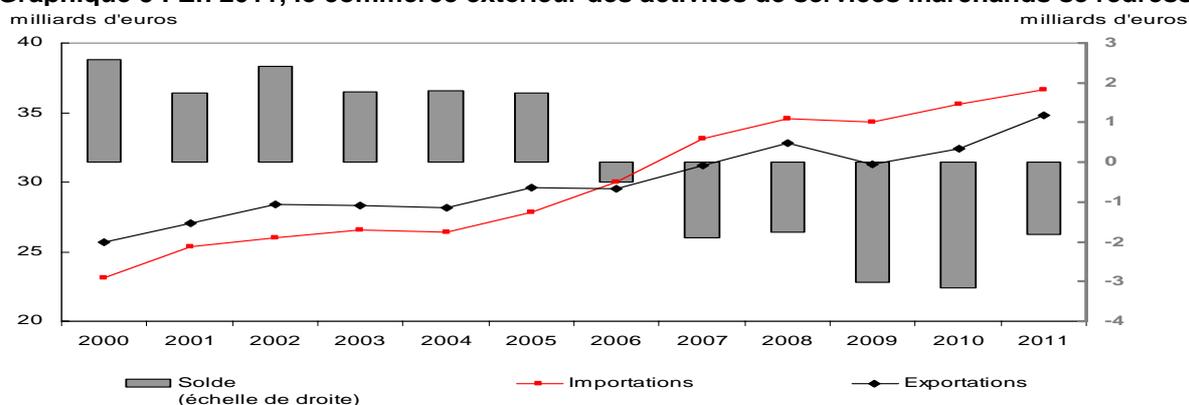
\* Données provisoires.

Source : Insee, *comptes des services*, base 2005.

## Le commerce extérieur se redresse

En 2011, le commerce extérieur des services marchands se redresse nettement (*graphique 3*). La croissance en valeur des exportations est multipliée par deux : + 7,3 %, après + 3,6 % en 2010. À l'inverse, celle des importations ralentit à + 2,8 %, après + 3,8 % en 2010. Le déficit des échanges se trouve ainsi réduit de près de moitié et s'établit à - 1,8 milliards d'euros, après - 3,2 milliards d'euros en 2010. Ce sont essentiellement les activités de location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires (redevances de brevets, de marques, de franchise) qui contribuent à cette amélioration du solde. Y participent également, dans une moindre mesure, les services de télécommunications, les activités des agences de publicité ainsi que les activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes. En revanche, les soldes des activités informatiques, d'ingénierie et de recherche marchande continuent de se détériorer.

**Graphique 3 : En 2011, le commerce extérieur des activités de services marchands se redresse**



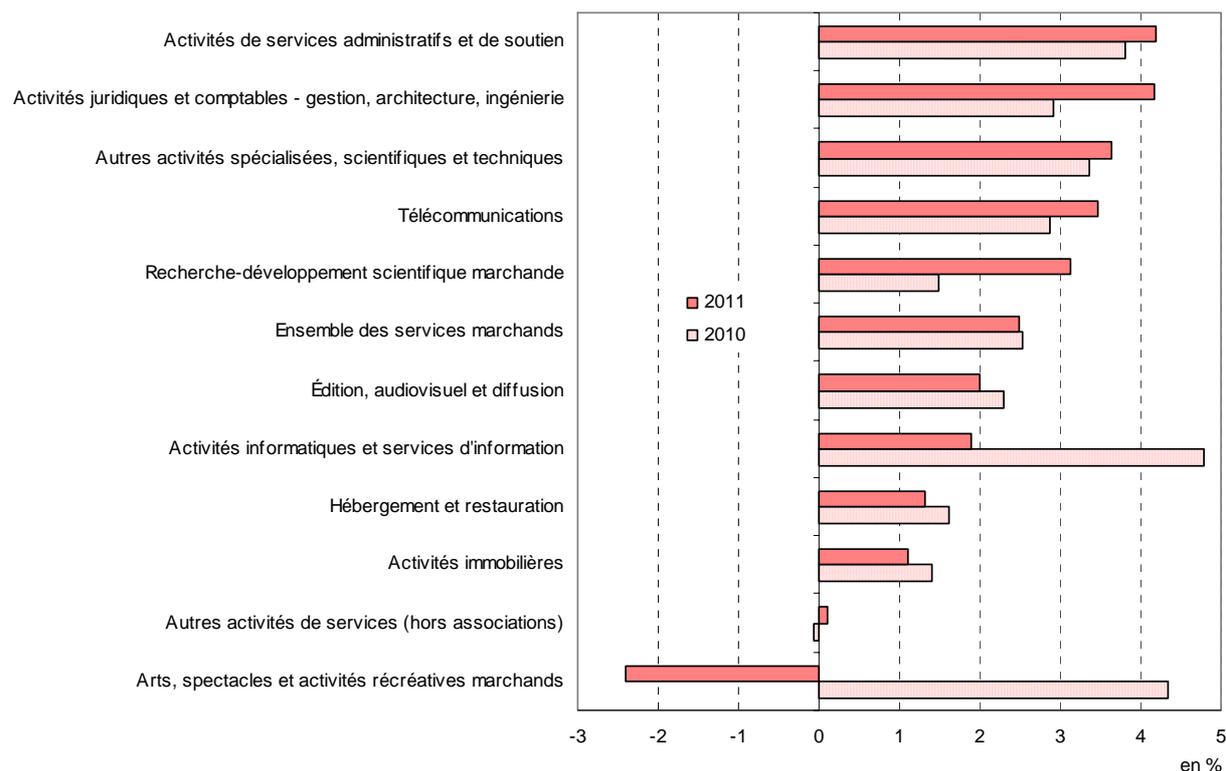
Lecture : en 2011, les exportations de services s'élèvent à 34,8 milliards d'euros et le solde se réduit à - 1,8 milliards d'euros.

Source : Insee, *comptes des services*, base 2005.

### Les branches de services aux entreprises sont les plus dynamiques

La production (*définitions*) des services marchands progresse de 2,5 % en volume en 2011, au même rythme qu'en 2010. Les branches les plus dynamiques sont celles qui s'adressent en premier lieu aux entreprises : les productions des activités administratives et de soutien d'une part, et celles des activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture et d'ingénierie d'autre part, augmentent chacune de 4,2 % (*graphique 4*). Ensemble, elles contribuent pour deux tiers à la croissance des services marchands. Les services de location de machines et d'équipement et ceux liés aux redevances sur les brevets et aux franchises sont particulièrement bien orientés : ils tirent l'ensemble des activités administratives et de soutien. Le second ensemble, lui, est entraîné par les services d'ingénierie, dont la production croît de 6,5 % avec la reprise de l'investissement des entreprises.

**Graphique 4 : Les services aux entreprises accroissent leur production en 2011**



Lecture : les branches d'activité sont classées par taux d'évolution de la production décroissant en 2011 ; les branches principalement tournées vers les entreprises ont les taux les plus élevés.

Source : Insee, *comptes des services*, base 2005.

### Les services informatiques ralentissent

Parmi les services principalement orientés vers les entreprises, seule la production des services informatiques ralentit (+ 1,9 %, après + 4,8 % en 2010). En effet, l'investissement des entreprises et des administrations, qui constitue la moitié des débouchés de la branche, croît plus modérément après le rebond important de 2010 (+ 3,2 % en 2011, après + 8,6 % en 2010).

La production de services de télécommunications, tournée à la fois vers les entreprises et les ménages, progresse quant à elle de 3,5 % (après + 2,9 % en 2010). La hausse est entièrement imputable à la demande des entreprises, en hausse de 5,4 %, alors que la consommation des ménages adressée à la branche baisse de 1,0 %.

### Les services aux ménages restent à la traîne

Le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages en 2011 freine la reprise des services qui leur sont principalement destinés. La croissance de la production des hôtels et restaurants fléchit légèrement (+ 1,3 %, après + 1,6 % en 2010) alors que l'activité des terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs continue d'accélérer. Les activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers progressent encore en 2011 (+ 1,5 % en volume), mais

leur redressement en 2010 (+ 10 %) était loin d'avoir effacé la forte chute de 2009 (- 20 %). La production des agences de voyage, voyagistes et services de réservation reste quasiment stable en volume en 2011 (+ 0,3 %). Les agences de voyage bénéficient de la reprise dans le tourisme, mais les autres services de réservation sont à la peine. La production en volume des autres activités de services (réparation d'ordinateurs et de biens personnels, coiffure, blanchisserie-teinturerie, ...) est en quasi-stagnation depuis deux ans : elle augmente de 0,1 % en 2011, après - 0,1 % en 2010.

### Sources

Les données sont extraites des **comptes des services en base 2005**. Pour les années 2011 et 2010, les résultats sont provisoires. Les chiffres présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2011, qui sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques.

Par ailleurs, les résultats présentés ici correspondent au **champ** défini en NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les associations et les services non marchands de la recherche-développement, et des arts, spectacles et activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. L'arborescence de la nomenclature figure en page 5 du rapport sur les comptes des services marchands en 2011 (*bibliographie*).

**Les données relatives à l'emploi** se rapportent aux services principalement marchands, qui incluent la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives et les activités des organisations associatives.

### Définitions

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre, mais exclut les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité de service. **Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production est estimée en **volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

### Bibliographie

« Les services marchands en 2011 », Rapport sur les comptes, *Document de travail* E 2012/03 consultable sur insee.fr (rubriques Comptes nationaux annuels - Comptes spécialisés - Services).  
Bessone A.-J., Passeron V., Poissonnier A., « Les comptes de la Nation en 2011 - La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », *Insee Première* n° 1401, mai 2012

## La production

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		2,3	1,5	-4,2	2,5	2,5
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	1,7	-2,1	-3,2	1,6	1,3
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	3,4	4,8	-2,0	3,4	2,5
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,0	0,5	-0,9	1,4	1,1
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	3,1	2,2	-5,7	2,8	4,0
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	3,1	0,8	-10,1	3,8	4,2
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	0,5	-0,9	1,3	4,3	-2,4
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	0,0	0,2	-6,0	-0,1	0,1

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		947 942	981 811	952 685	984 924	1 019 907
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	78 980	79 708	80 033	83 523	86 324
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	166 555	175 358	173 037	179 169	181 250
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	266 045	273 691	275 212	282 886	289 379
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	221 229	231 665	219 275	224 400	236 627
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	174 021	179 795	164 200	172 720	183 172
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	16 835	17 024	17 428	18 387	18 807
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	24 277	24 570	23 500	23 839	24 348

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS		2,5	2,1	1,3	0,8	1,0
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	3,0	3,1	3,7	2,7	2,0
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	58 à 63	0,6	0,5	0,7	0,1	-1,3
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	3,6	2,3	1,5	1,4	1,2
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	69 à 75	2,6	2,5	0,4	-0,4	1,4
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	2,3	2,5	1,5	1,3	1,8
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	2,5	2,1	1,1	1,1	4,8
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	2,1	1,0	1,7	1,5	2,0

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

SERVICES MARCHANDS								
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
			2,4	1,8	-5,1	2,9	3,1	
			1,8	0,5	-0,6	1,2	0,9	
			7,2	1,5	-12,8	11,0	4,4	
			8,9	4,7	-12,4	9,4	5,6	
			5,4	-8,6	-17,9	23,7	5,3	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		55, 56					
			1,1	-4,0	-2,1	2,4	3,2	
			2,1	-1,7	-3,3	1,5	1,1	
J	INFORMATION ET COMMUNICATION		58 à 63					
			3,1	4,8	1,2	3,2	3,4	
			2,8	1,8	-2,4	0,2	-1,3	
			6,1	9,0	-8,4	8,3	3,3	
			6,9	8,9	-9,2	10,5	4,7	
			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		68					
			0,7	-0,3	-3,2	1,0	1,1	
			1,2	1,2	1,1	1,1	1,2	
			0,9	-12,7	-33,5	20,4	0,1	
			1,0	-14,7	-53,1	40,8	0,2	
			0,8	-12,3	-30,2	19,7	0,8	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES		69 à 75					
			2,6	2,7	-5,3	2,6	3,4	
			4,6	-1,1	-5,9	2,5	2,3	
			10,6	-2,7	-13,2	14,0	6,8	
			14,3	0,6	-14,8	8,1	8,2	
			7,5	-7,0	-12,7	25,1	6,8	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN		77 à 82					
			2,8	0,6	-9,5	3,8	3,5	
			6,4	2,6	-3,1	1,9	2,8	
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands		90 à 93					
			-1,8	-6,3	-4,0	9,5	-3,8	
			2,3	-1,9	1,4	3,2	0,9	
			-0,8	-2,3	1,5	-1,7	-0,7	
			2,3	0,0	-2,1	7,5	2,0	
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations		95, 96					
			-1,2	3,0	-7,1	-0,8	1,8	
			0,9	-1,0	-2,7	0,7	-0,3	
			0,6	1,1	-11,6	-4,1	-1,8	
			0,6	0,8	-12,3	-2,2	-1,2	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS						
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	551 449	572 212	547 492	565 531	588 723
		Demande de consommation finale	357 364	366 652	372 387	382 477	389 621
		Demande pour investissement	79 534	82 973	71 775	80 649	86 135
		<i>Dont : entreprises</i>	51 267	54 584	47 934	52 693	56 598
		<i>ménages</i>	20 042	19 611	15 344	19 712	21 557
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		55, 56				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	12 522	12 412	12 630	13 292	13 931
		Demande de consommation finale	67 248	68 084	68 248	71 119	73 400
		Demande pour investissement					
		<i>Dont : entreprises</i>					
		<i>ménages</i>					
J	INFORMATION ET COMMUNICATION		58 à 63				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	96 965	102 268	104 170	107 423	109 344
		Demande de consommation finale	42 787	43 861	43 483	43 798	42 243
		Demande pour investissement	34 010	37 151	34 055	37 117	38 987
		<i>Dont : entreprises</i>	28 382	30 993	28 180	31 382	33 400
		<i>ménages</i>	5	5	5	5	5
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		68				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	63 753	65 181	63 662	65 054	67 048
		Demande de consommation finale	198 611	205 197	211 184	216 345	220 955
		Demande pour investissement	7 852	7 381	4 688	5 962	6 126
		<i>Dont : entreprises</i>	1 527	1 386	613	908	938
		<i>ménages</i>	6 189	5 868	3 918	4 955	5 124
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES		69 à 75				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	196 326	205 448	194 939	198 952	208 366
		Demande de consommation finale	10 382	10 560	10 418	10 823	11 313
		Demande pour investissement	34 497	35 263	30 217	34 835	38 245
		<i>Dont : entreprises</i>	18 640	19 492	16 767	18 045	19 853
		<i>ménages</i>	13 848	13 738	11 421	14 752	16 428
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN		77 à 82				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	168 670	173 760	159 507	167 617	176 604
		Demande de consommation finale	8 401	8 897	8 827	9 126	9 557
		Demande pour investissement					
		<i>Dont : entreprises</i>					
		<i>ménages</i>					
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands		90 à 93				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	5 569	5 351	5 258	5 836	5 790
		Demande de consommation finale	15 905	15 801	16 017	16 720	17 394
		Demande pour investissement	133	134	139	135	140
		<i>Dont : entreprises</i>	47	48	48	51	54
		<i>ménages</i>					
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations		95, 96				
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	7 644	7 792	7 326	7 357	7 640
		Demande de consommation finale	14 030	14 252	14 210	14 546	14 759
		Demande pour investissement	3 042	3 044	2 676	2 600	2 637
		<i>Dont : entreprises</i>	2 671	2 665	2 326	2 307	2 353
		<i>ménages</i>					

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS								en %
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
			2,2	1,9	0,9	0,4	1,0	
			2,6	2,1	2,2	1,5	1,0	
			2,6	2,8	-0,8	1,2	2,3	
			2,0	1,7	0,3	0,5	1,7	
			4,7	7,1	-4,7	3,8	3,9	
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		55, 56					
			3,0	3,3	4,0	2,8	1,6	
			2,9	3,0	3,7	2,7	2,1	
J	INFORMATION ET COMMUNICATION		58 à 63					
			0,6	0,7	0,7	0,0	-1,5	
			0,0	0,7	1,6	0,5	-2,3	
			1,0	0,2	0,1	0,7	1,7	
			1,0	0,3	0,1	0,8	1,6	
			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		68					
			3,5	2,6	0,9	1,2	2,0	
			3,2	2,0	1,8	1,3	0,9	
			6,9	7,7	-4,5	5,6	2,6	
			3,9	6,5	-5,7	5,2	3,1	
			7,7	8,2	-4,4	5,7	2,5	
M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES		69 à 75					
			2,6	1,9	0,2	-0,5	1,3	
			0,3	2,9	4,8	1,3	2,2	
			3,4	5,0	-1,3	1,1	2,8	
			3,4	4,0	1,0	-0,4	1,7	
			3,4	6,6	-4,8	3,2	4,3	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN		77 à 82					
			2,2	2,4	1,5	1,3	1,8	
			1,2	3,2	2,4	1,4	1,9	
R marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands		90 à 93					
			1,3	2,6	2,3	1,4	3,2	
			2,3	1,2	-0,1	1,1	3,1	
			3,1	3,1	2,2	-1,2	4,5	
			4,4	2,1	2,1	-1,2	3,8	
S hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations		95, 96					
			1,7	-1,0	1,2	1,3	2,1	
			2,3	2,6	2,5	1,6	1,8	
			2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2	
			2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



## DEUXIÈME PARTIE

---

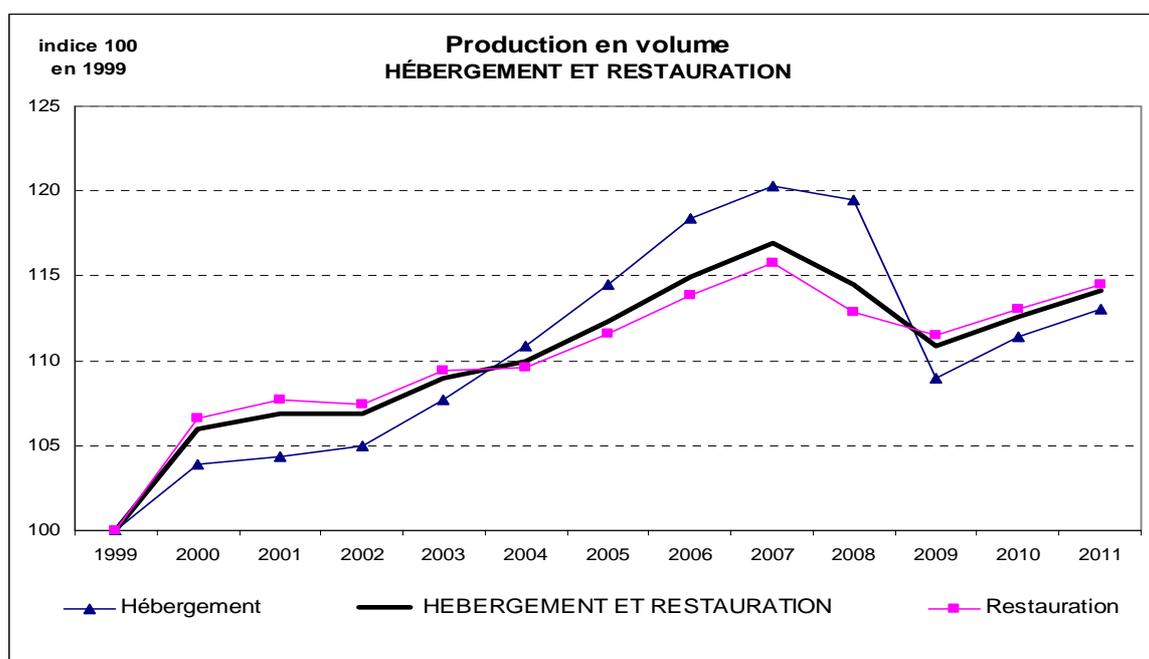
# **L'ACTIVITÉ ET LES PRIX PAR BRANCHE DÉTAILLÉE : l'année 2011**



## Section I - Hébergement et restauration

### 2011, un bon cru pour les hôtels et restaurants

Les activités d'hébergement et de restauration se portent bien en 2011 : avec une hausse de la production en volume de 1,3 %, elles poursuivent le redressement engagé en 2010.



Source : Comptes des Services, INSEE.

Déjà amorcée en 2010, la reprise dans le tourisme se confirme en 2011 : la production des activités d'**hébergement** augmente de 1,5 % en volume, et de 4,4 % en valeur. La fréquentation des hôtels et des campings avoisine les meilleurs niveaux connus depuis 2000..Ce sont les hôtels qui, à proprement parler, bénéficient d'une reprise, après le recul subi lors de la crise en 2009 (où leur production en volume avait chuté de 7 %). Pour les campings, que la crise avait peu affectés, les résultats 2011 sont en ligne avec la hausse continue de la fréquentation depuis 2007.

L'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* est en hausse de 1,1 % en volume en 2011. Les prix augmentent de 3,1 %, permettant au chiffre d'affaire de la branche de s'établir à 18 milliards (+ 4,2 % par rapport à 2010).

La fréquentation hôtelière est en hausse de 3,2 % en France métropolitaine. Cela s'explique par l'augmentation du nombre de séjours, la durée moyenne des séjours restant stable. Les trois régions les plus développées en matière

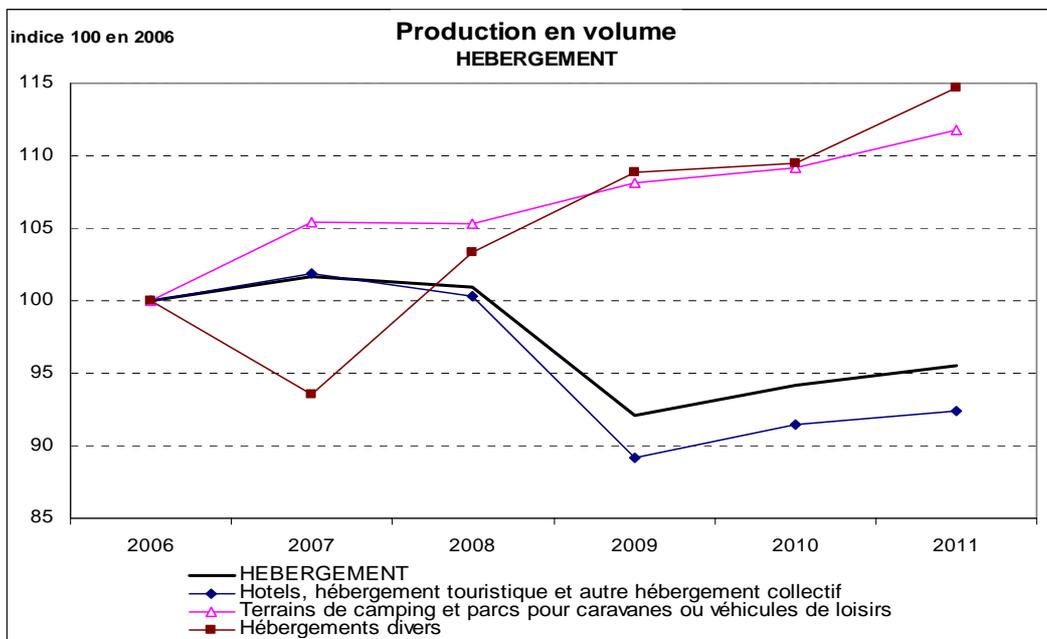
d'hôtellerie (Ile-de-France, Rhône-Alpes, et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui concentraient la moitié de l'activité en 2010) contribuent aux deux tiers de cette croissance.

La hausse des nuitées est soutenue par la clientèle française : + 3,5 %. La fréquentation de la clientèle étrangère est également en augmentation (+ 2,4 %), mais n'a pas retrouvé les niveaux d'avant la crise économique de 2009. La provenance des touristes étrangers continue de se modifier : la clientèle européenne stagne, au profit des touristes venus d'Asie et d'Amérique.

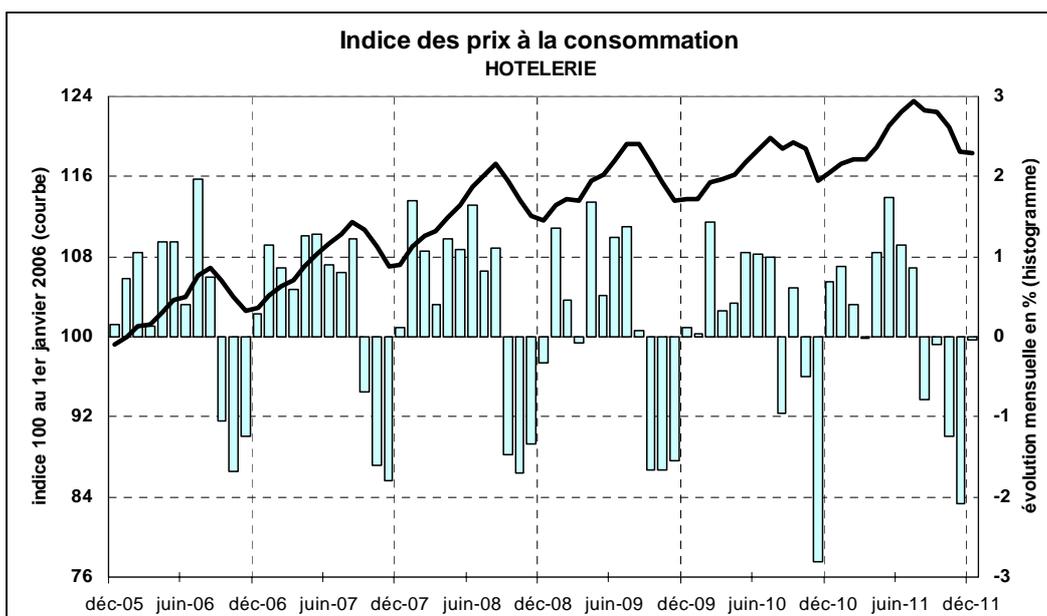
Malgré la météo capricieuse du mois de juillet, les *terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs* enregistrent une activité croissante sur l'année : + 2,4 % en volume. Les prix sont en hausse de 2,8 %, ce qui permet au chiffre d'affaires de la branche d'augmenter de 5,2 %. Comme pour les hôtels, ce sont surtout les Français qui ont poussé cette croissance : + 4,1 % de fréquentation, contre + 0,4 % pour les étrangers.

Les emplacements nus continuent de perdre du terrain (-2,2% en nuitées), au profit des emplacements équipés de chalets ou de mobile-homes (+10%). Ces derniers représentent désormais un tiers des séjours, et 43% des nuitées

La production des hébergements divers, (résidences d'étudiants, foyers, internats) continue sa croissance en 2011 : +4,7% en 2011. Les prix sont relativement stables (-0,2%). La consommation des administrations publiques, qui représente les aides accordées aux ménages pour accéder à ces hébergements, est en hausse de 10%



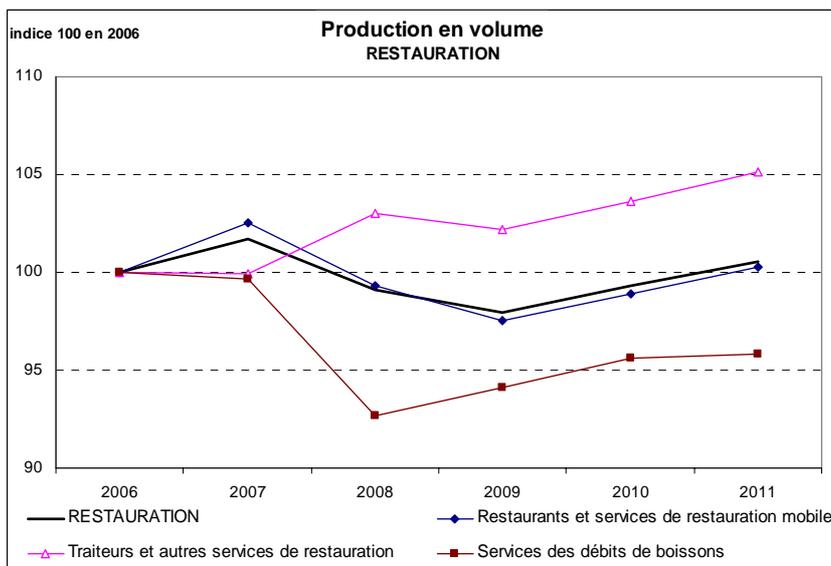
Source : Comptes des Services, Insee.



Source : Indice des prix à la consommation, Insee.

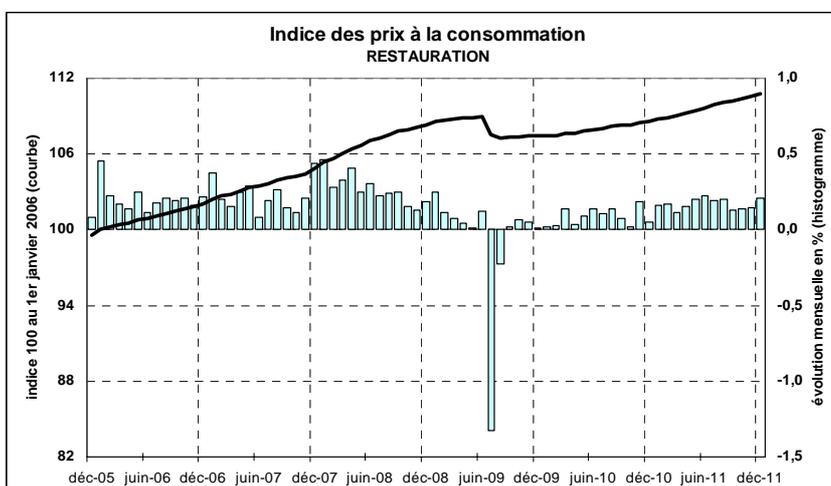
Les activités de **restauration** progressent en 2011 : +1,3 % en volume, et + 3 % en valeur. Les prix hors taxes, en hausse de 1,7 %, augmentent moins vite que les deux années précédentes

Les restaurants et services de restauration mobile, qui représentent les deux tiers du chiffre d'affaires de la restauration, augmentent leur activité en volume de 1,4 % en 2011. Après les deux années de crise durant lesquelles la restauration traditionnelle avait particulièrement souffert et cédé des parts à la restauration de type rapide, il semble que cette année marque le retour à la croissance de tous les types de restaurants.



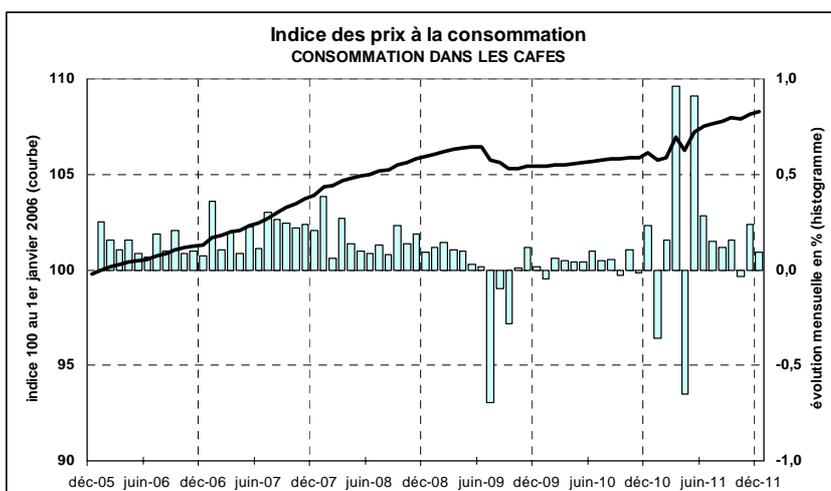
Source : Comptes des Services, Insee.

La production en volume des traiteurs et autres services de restauration augmente de 1,5 % en 2011. C'est une croissance comparable à celle de l'année précédente. Les traiteurs, qui avaient vu leur activité diminuer durant la crise sont à l'origine de cette reprise. La restauration collective sous contrat, moins soumise à la conjoncture, atténue les évolutions de la période. Les prix augmentent de 2 % en 2011.



Source : Indice des prix à la consommation, Insee

L'activité en volume des débits de boisson stagne en 2011 : + 0,21 % en volume. L'activité des cafés avait fortement diminué avant la crise, au moment de l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Ils ont retrouvé une dynamique légèrement positive à partir de 2009, mais sans rattraper les niveaux de production de 2006. Les prix, qui avaient baissé en 2010, sont en hausse de 1,6 %



Source : Indice des prix à la consommation, Insee

## La production

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	1,7	-2,1	-3,2	1,6	1,3
GI55Z	Hébergement	55	1,6	-0,7	-8,8	2,3	1,5
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	1,9	-1,6	-11,1	2,6	1,1
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	5,4	-0,1	2,6	1,0	2,4
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	-6,4	10,5	5,3	0,6	4,7
GI56Z	Restauration	56	1,7	-2,5	-1,2	1,4	1,3
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	2,5	-3,1	-1,8	1,4	1,4
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	-0,1	3,1	-0,8	1,4	1,5
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	-0,4	-7,0	1,5	1,7	0,2

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	78 980	79 708	80 033	83 523	86 324
GI55Z	Hébergement	55	20 441	21 000	19 856	20 764	21 671
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	17 382	17 740	16 382	17 189	17 920
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	1 815	1 857	1 964	2 036	2 143
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	1 244	1 403	1 510	1 539	1 608
GI56Z	Restauration	56	58 539	58 708	60 177	62 759	64 653
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	40 592	40 629	41 746	43 754	45 116
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	10 356	10 854	11 042	11 508	11 904
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	7 591	7 225	7 389	7 497	7 633

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
IZ	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	55, 56	3,0	3,1	3,7	2,7	2,0
GI55Z	Hébergement	55	4,1	3,5	3,7	2,3	2,8
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2	4,3	3,7	3,9	2,3	3,1
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3	3,0	2,4	3,0	2,7	2,8
HI55Z3	Hébergements divers	55.9	3,1	2,1	2,2	1,3	-0,2
GI56Z	Restauration	56	2,6	2,9	3,7	2,8	1,7
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1	2,8	3,3	4,6	3,4	1,7
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2	2,0	1,7	2,6	2,8	1,9
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3	2,0	2,3	0,7	-0,2	1,6

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	55, 56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	-4,0	-2,1	2,4	3,2	
	Demande de consommation finale		2,1	-1,7	-3,3	1,5	1,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GI55Z	<b>Hébergement</b>	55						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,3	-3,5	-6,6	3,2	2,7	
	Demande de consommation finale		3,7	-0,1	-9,3	2,0	1,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-4,3	-10,2	4,0	3,5	
	Demande de consommation finale		3,3	-0,8	-11,1	2,2	0,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,6	-11,4	30,5	1,0	2,2	
	Demande de consommation finale		4,8	3,1	-3,8	1,0	2,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI55Z3	Hébergements divers	55.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-63,2	100	1,5	-11,5	-19,7	
	Demande de consommation finale		6,3	4,3	6,0	1,7	8,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GI56Z	<b>Restauration</b>	56						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	-4,3	0,3	1,9	3,4	
	Demande de consommation finale		1,6	-2,2	-1,4	1,3	1,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,7	-4,9	-1,1	1,5	2,8	
	Demande de consommation finale		1,7	-2,8	-1,9	1,3	1,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-13,8	0,6	-6,1	4,6	6,8	
	Demande de consommation finale		3,5	3,3	-0,2	1,1	1,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,7	-7,1	26,5	1,7	3,6	
	Demande de consommation finale		-1,0	-6,8	-0,7	1,6	-0,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12 522	12 412	12 630	13 292	13 931
	Demande de consommation finale		67 248	68 084	68 248	71 119	73 400
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	<b>Hébergement</b>	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 424	4 423	4 284	4 523	4 705
	Demande de consommation finale		16 183	16 729	15 740	16 421	17 175
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 968	3 930	3 664	3 897	4 079
	Demande de consommation finale		13 610	14 012	12 937	13 524	14 091
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		394	357	481	499	524
	Demande de consommation finale		1 464	1 545	1 532	1 588	1 672
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		62	136	139	127	102
	Demande de consommation finale		1 109	1 172	1 271	1 309	1 412
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	<b>Restauration</b>	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 098	7 989	8 346	8 769	9 226
	Demande de consommation finale		51 065	51 355	52 508	54 698	56 225
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 300	6 191	6 406	6 722	7 027
	Demande de consommation finale		34 378	34 523	35 433	37 129	38 189
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 140	1 172	1 134	1 220	1 327
	Demande de consommation finale		9 497	9 977	10 215	10 610	10 974
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		658	626	806	827	872
	Demande de consommation finale		7 190	6 855	6 860	6 959	7 062
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
IZ	<b>HÉBERGEMENT ET RESTAURATION</b>	55, 56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,3	4,0	2,8	1,6
	Demande de consommation finale		2,9	3,0	3,7	2,7	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI55Z	<b>Hébergement</b>	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	3,6	3,7	2,4	1,2
	Demande de consommation finale		4,2	3,5	3,7	2,2	3,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z1	Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	55.1, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	3,5	3,9	2,3	1,1
	Demande de consommation finale		4,4	3,8	3,9	2,3	3,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z2	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,3	3,2	2,7	2,7
	Demande de consommation finale		3,0	2,4	3,1	2,7	2,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI55Z3	Hébergements divers	55.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,6	9,7	0,7	3,3	0,0
	Demande de consommation finale		3,4	1,3	2,3	1,2	-0,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GI56Z	<b>Restauration</b>	56					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	3,1	4,1	3,1	1,7
	Demande de consommation finale		2,5	2,9	3,7	2,8	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z1	Restaurants et services de restauration mobile	56.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,3	4,6	3,4	1,7
	Demande de consommation finale		2,8	3,3	4,6	3,4	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z2	Traiteurs et autres services de restauration	56.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	2,2	3,1	2,9	1,8
	Demande de consommation finale		2,0	1,7	2,6	2,8	1,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HI56Z3	Services des débits de boissons	56.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	2,5	1,8	0,9	1,8
	Demande de consommation finale		2,0	2,3	0,7	-0,2	1,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

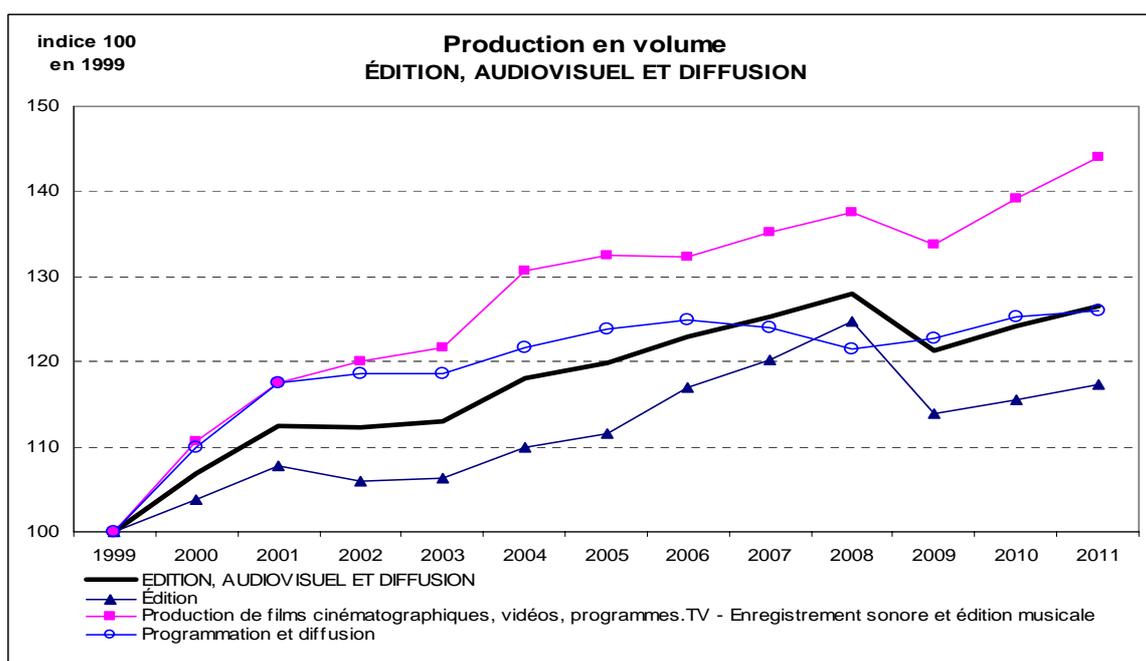
\* : données provisoires



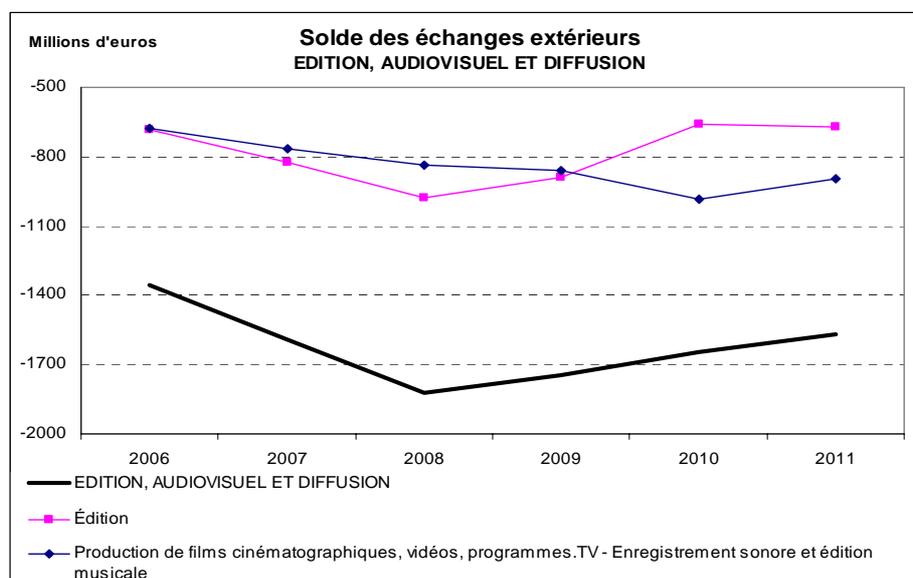
## Section JA - Edition, audiovisuel et diffusion

### Le cinéma anime l'année 2011

En 2011, les activités d'édition, audiovisuel et diffusion poursuivent le redressement engagé en 2010. Leur production augmente de 2,0 % en volume. L'activité de production de films cinématographiques, vidéos et programmes TV - enregistrement sonore et édition musicale est la plus dynamique (+ 3,5 % en volume). Les activités d'édition maintiennent également un bon rythme : + 1,6 %. Les activités de programmation et diffusion stagnent (+ 0,6 %).



En 2011, le solde des échanges extérieurs reste largement négatif : - 1 569 millions d'euros après - 1 643 millions d'euros en 2010.

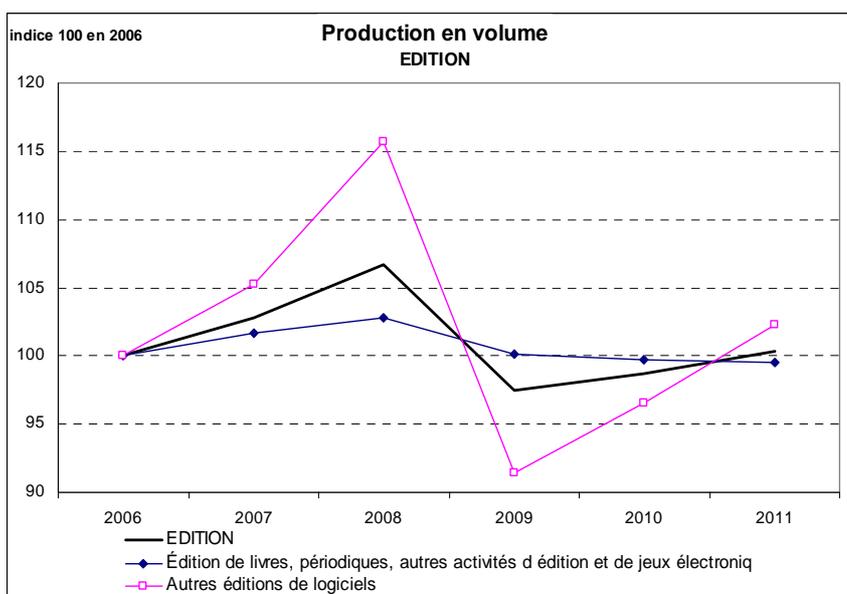


En 2011, les activités d'édition progressent en valeur (+ 2,7 %). Les prix croissent également : + 1,1 %. En conséquence, la production en volume augmente mais de façon moins marquée (+ 1,6 %).

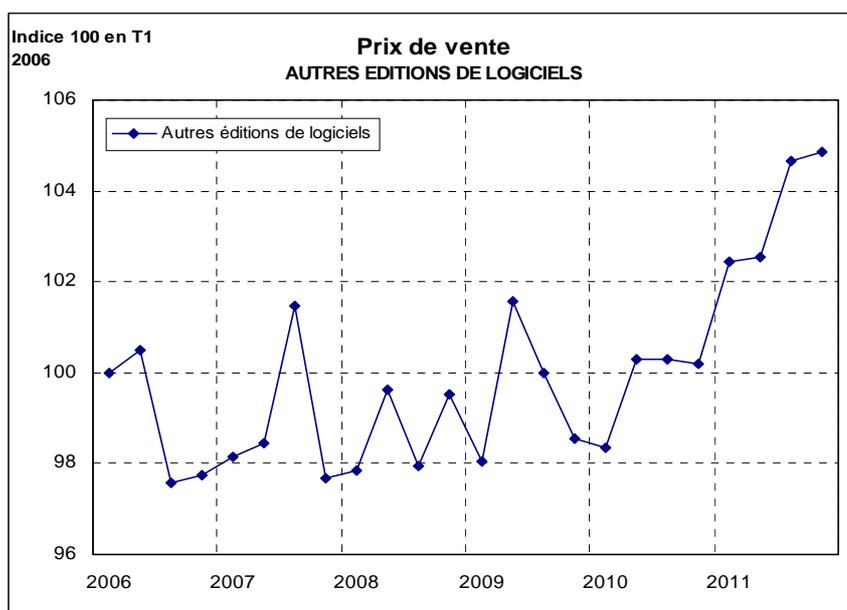
La demande provient d'abord de la consommation des entreprises (36,2 %), puis de la consommation des ménages (33,6 %) et enfin de l'investissement. En volume, les investissements des entreprises de l'édition augmentent de 4,2 % en 2011, et leur consommation intermédiaire de 3,6 %. Les ménages ne sont pas attirés par les produits d'édition : leur consommation baisse de 1,6 % en volume.

Les activités d'édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques stagnent en 2011. Les prix restent stables, la production baisse de la même façon en valeur et en volume (- 0,2 %). La contraction des dépenses des ménages (- 1,8 % en volume) explique l'essentiel de la baisse de production dans ces activités. La hausse significative de la consommation intermédiaire des entreprises (+ 3,6 % en volume) ne parvient pas à relancer la demande intérieure.

L'activité d'autres éditions de logiciels intensifie encore la reprise amorcée en 2010. La production progresse de 9,8 % en valeur. Les prix en forte hausse (+ 3,7 %) atténuent cependant l'augmentation de la production en volume (+ 5,9 %). D'après le Syntec Numérique<sup>1</sup>, le chiffre d'affaires lié au métier d'« Édition de logiciels », dont le champ est plus large que celui de la branche, progresse de + 3,8 % en 2011. Les produits les plus attractifs sont les logiciels embarqués, suivis des logiciels applicatifs, puis des logiciels infrastructure/outils.



Source : Comptes des Services, Insee

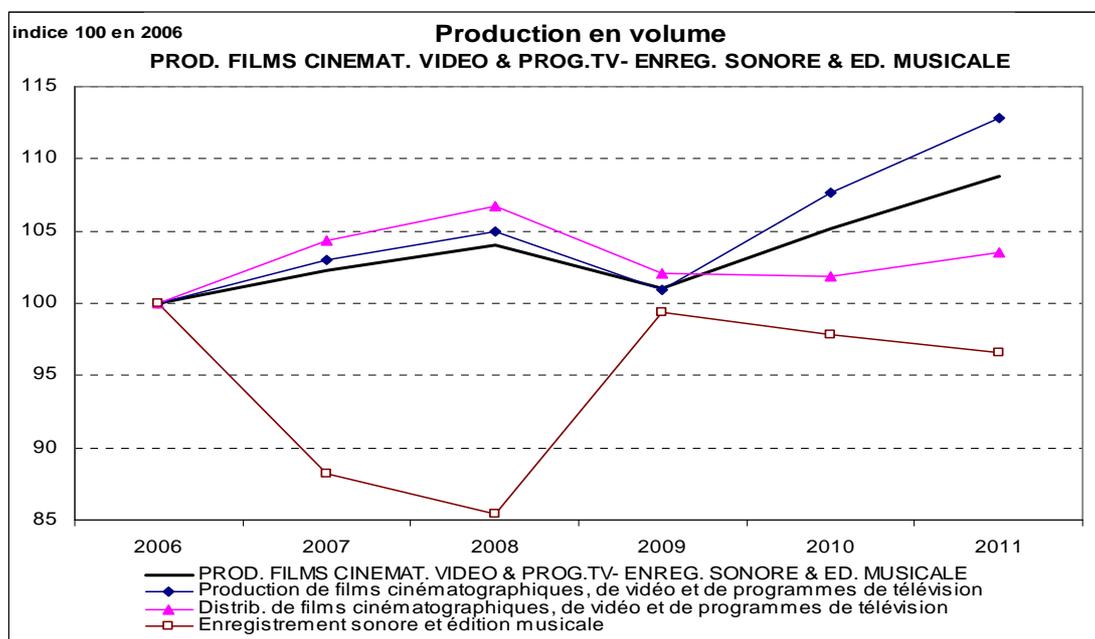


Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

<sup>1</sup> Point de conjoncture économique - Logiciels, Conseil et Services informatiques - Perspectives 2010 et 2011 - Syntec Numérique

En 2011, les activités de **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale** confirment leur dynamisme après le redressement de 2010. Leur

production progresse en valeur (+ 4,1 %) et en volume (+ 3,5 %). La branche bénéficie d'une demande dynamique. La consommation intermédiaire des entreprises, qui en représente 70 %, progresse de 3,4 %.



Source : Comptes des Services, INSEE.

L'activité de production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision poursuit sa croissance après la reprise amorcée depuis 2010 : sa production augmente de 4,8 % en volume et de 5,6 % en valeur. Les prix croissent modérément : + 0,8 %.

En 2011, l'activité de production de films cinématographiques atteint un record historique selon le CNC<sup>2</sup>. 272 films ont été agréés<sup>3</sup>, soit 11 films de plus qu'en 2010 (+ 4,2 %).

Ceci s'explique en particulier par la hausse du nombre de documentaires (+ 9 films).

Le nombre de films d'initiative française progresse de 4 titres, plus modérément que le nombre de films à majorité étrangère (+ 7 films).

En 2011, les investissements dans les films agréés sont en recul de 3,5 % et atteignent 1,39 milliards d'euros. Les investissements dans les films d'initiative française progressent de 1,4 % pour atteindre 1,13 milliard d'euros pour un nombre de films en progression de 2,0 %

<sup>2</sup> Centre National du Cinéma et de l'image animée

<sup>3</sup> Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément des investissements ou, en l'absence de celui-ci, l'agrément de production. Ces films sont soit des films 100 % français, soit des coproductions avec un ou plusieurs pays étrangers dans lesquelles l'apport français est majoritaire ou minoritaire.

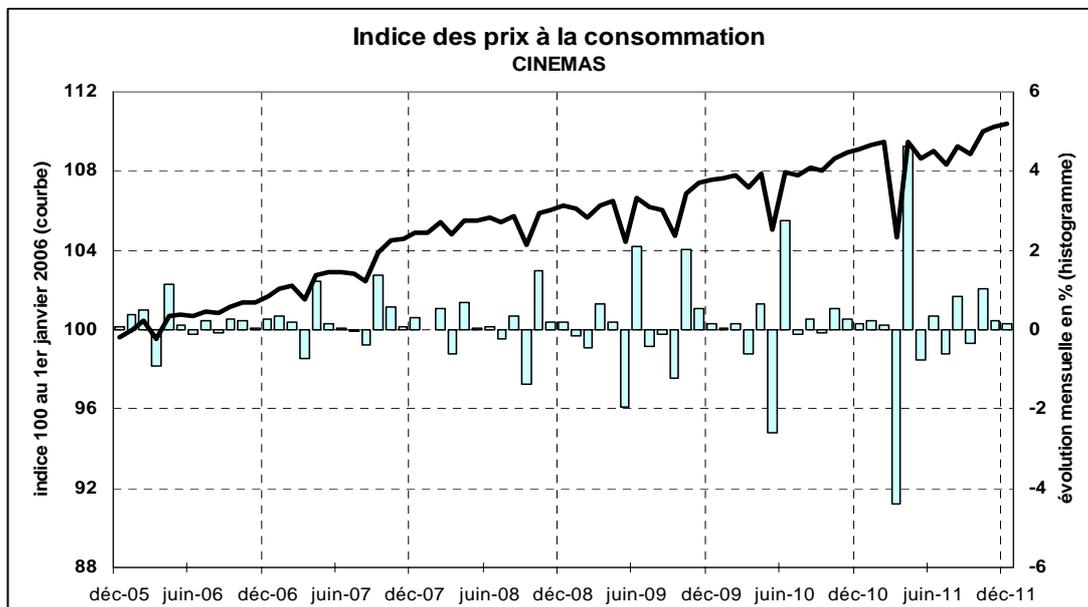
En 2011, la distribution de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision renoue avec la croissance suite à deux années consécutives de baisse. La production augmente en valeur (+ 2,5 %) et en volume (+ 1,6 %). La hausse des prix s'atténue : + 0,8 % en 2011 après + 1,6 %.

Selon le CNC, dont les données ne reflètent que partiellement la réalité de la branche, le nombre de supports vidéos commercialisés diminue : 132 millions d'unités ont été vendues en 2011 contre 145 millions en 2010, soit - 8,2 %. Le Blu-Ray, qui génère 16,6 % du marché en 2011, reste le support le plus prometteur : 12,8 millions d'unités ont été vendues, soit une progression de 20,2 % du chiffre d'affaires.

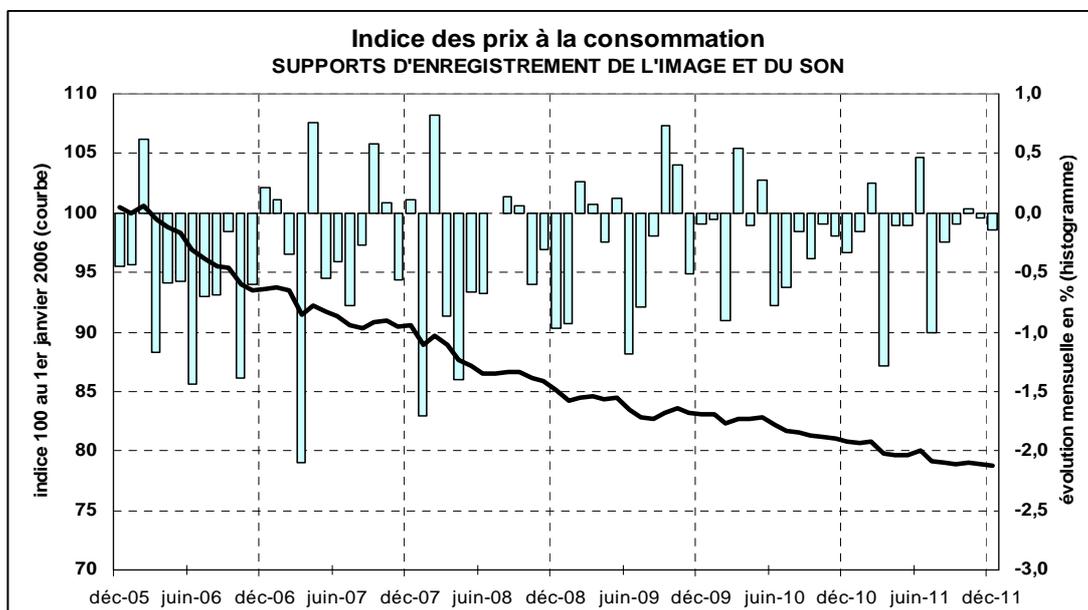
Selon la Fédération Nationale des Cinémas Français, en 2011, la fréquentation des salles de cinéma atteint un niveau inégalé depuis 1966. Elles ont accueilli 216 millions de spectateurs, soit une hausse de 4,2 % par rapport à 2010. Avec respectivement 16,5 et 8,1 millions d'entrées, les films français « Intouchables » et « Rien à déclarer » arrivent en tête des films les plus vus en 2011..

L'activité d'enregistrement sonore et édition musicale reste en repli en 2011. Après la forte remontée de 2009 (+ 16,3 %), la production se contracte en volume (- 1,3 %). Accentuée par le recul des prix (- 3,0 %), la baisse des recettes est encore plus marquée (- 4,2 %). Malgré une

demande des entreprises en croissance (+ 1,7 %), la branche subit la désaffection des ménages pour l'édition musicale. La consommation des ménages diminue : - 5,8 % en volume.



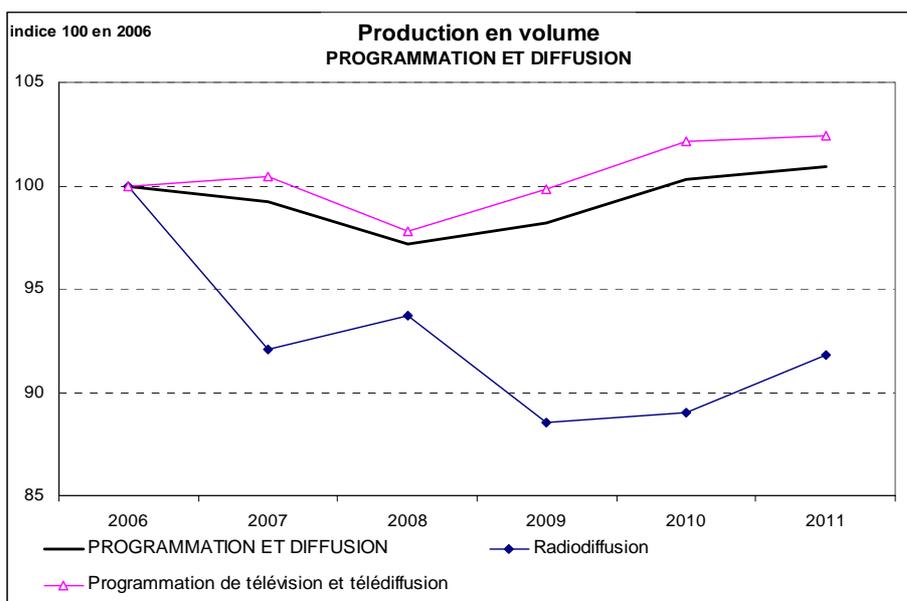
Source : Indice des prix à la consommation, Insee.



Source : Indice des prix à la consommation, Insee.

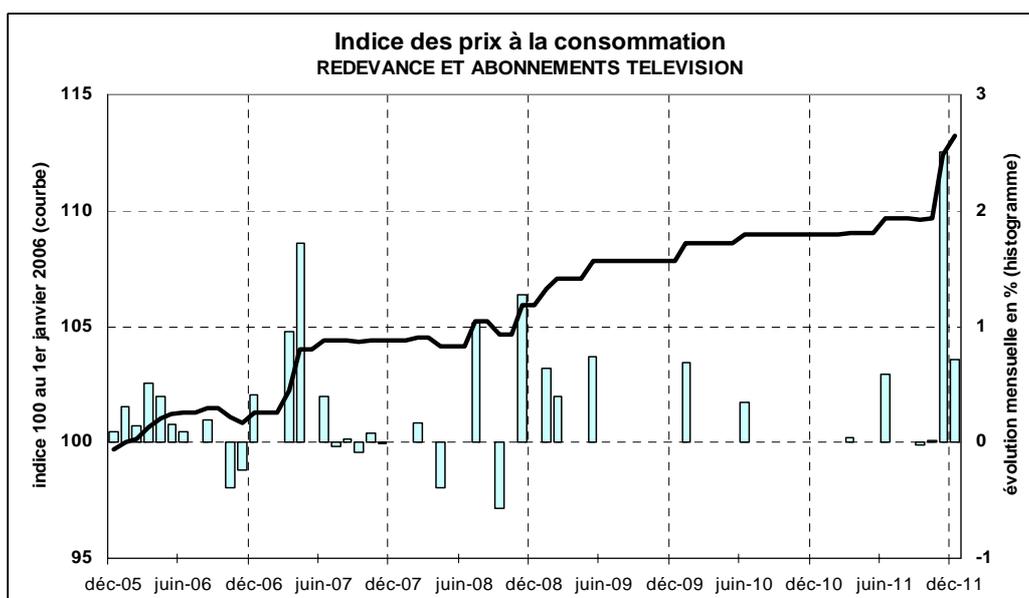
L'année 2011 marque un ralentissement du rythme de croissance des activités de **programmation et diffusion**. Leur production en volume progresse de + 0,6 %, après + 2,1 % en 2010. Pour la première fois depuis 1999, les recettes diminuent (- 0,5 %), impactées par la décroissance des prix (- 1,1 %).

En 2011, les activités de radiodiffusion accélèrent leur remontée amorcée en 2010. La production augmente en valeur (+ 2,3 %) et en volume (+ 3,2 %). L'intérêt des ménages pour la radio ne se dément pas. Selon l'institut Médiamétrie, chaque jour de la semaine en 2011, la radio a attiré plus de 80 % des individus âgés de 13 ans et plus, pendant 2 h 52 par jour. L'écoute de la radio via Internet ou téléphonie mobile continue son développement en 2011. Une étude récente des recettes publicitaires des radios (à partir du relevé, pour un échantillon de stations, de leur temps d'annonces, et d'une estimation du prix par seconde selon la tranche horaire, hors rabais commerciaux éventuels) les évalue en 2011 à 3,6 milliards d'euros courants, en nette progression en valeur sur 2010. Le nombre de messages publicitaires diffusés serait également en hausse de + 1,7 % avec 1 270 000 spots diffusés (source: cabinet d'études sur les médias Yacast).



Source : Comptes des Services, INSEE.

Le rythme de croissance des activités de programmation de télévision et télédiffusion s'essouffle en 2011. La production en volume n'augmente plus que de 0,3 %, après 2,3 % en 2010. Le chiffre d'affaires décroît (- 0,8 %), sous l'effet de prix en baisse (- 1,1 %). La demande intérieure est toutefois en légère hausse, répartie entre consommation des entreprises (+ 0,5 %) et consommation des ménages (+ 0,1 %). Pourtant, selon Médiamétrie, le poste de télévision classique ne se serait jamais aussi bien porté qu'en 2011 : il est regardé 3h47 par personne et par jour.



Source : Indice des prix à la consommation, Insee.

## La production

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	2,0	2,1	-5,1	2,3	2,0
GJ58Z	Édition	58	2,8	3,8	-8,7	1,3	1,6
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	1,7	1,1	-2,6	-0,4	-0,2
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	5,3	9,9	-21,0	5,6	5,9
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	2,3	1,7	-2,9	4,1	3,5
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	3,0	2,0	-3,9	6,7	4,8
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	4,4	2,3	-4,4	-0,2	1,6
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	-11,8	-3,1	16,3	-1,6	-1,3
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	-0,8	-2,0	1,0	2,1	0,6
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	-7,9	1,8	-5,5	0,5	3,2
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	0,4	-2,6	2,1	2,3	0,3

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	48 212	50 129	48 603	50 315	51 595
GJ58Z	Édition	58	24 393	25 712	24 232	24 900	25 570
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	16 757	17 247	17 489	17 760	17 728
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	7 636	8 465	6 743	7 140	7 842
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	14 892	15 417	15 036	15 858	16 511
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	9 417	9 823	9 507	10 303	10 885
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	4 490	4 688	4 518	4 582	4 695
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	985	906	1 011	973	932
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	8 927	9 000	9 335	9 557	9 514
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	1 192	1 226	1 178	1 199	1 227
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	7 735	7 774	8 157	8 358	8 287

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60	1,2	1,8	2,2	1,2	0,5
GJ58Z	Édition	58	1,1	1,5	3,2	1,4	1,1
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21	1,1	1,8	4,1	1,9	0,0
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29	0,9	0,9	0,8	0,2	3,7
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59	0,4	1,8	0,4	1,4	0,6
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12	1,7	2,3	0,7	1,6	0,8
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14	-1,9	2,1	0,8	1,6	0,8
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2	-1,3	-5,0	-4,1	-2,2	-3,0
GJ60Z	Programmation et diffusion	60	3,1	2,9	2,7	0,3	-1,1
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1	3,2	1,1	1,7	1,3	-0,8
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2	3,1	3,2	2,8	0,1	-1,1

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	2,9	1,0	3,3	3,0
	Demande de consommation finale		-0,2	-0,8	-4,4	-1,5	-1,5
	Demande pour investissement		7,9	7,8	-18,5	7,4	3,4
	<i>Dont : entreprises</i>		8,6	8,4	-20,3	8,6	5,2
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	5,6	2,5	3,0	3,6
	Demande de consommation finale		1,6	-1,7	-6,7	-3,6	-1,6
	Demande pour investissement		6,8	10,1	-20,6	6,8	2,1
	<i>Dont : entreprises</i>		7,5	11,3	-23,2	8,3	4,2
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	5,6	2,5	3,0	3,6
	Demande de consommation finale		1,4	-1,9	-6,8	-3,8	-1,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		14,9	11,7	-0,6	9,9	8,8
	Demande pour investissement		6,8	10,1	-20,6	6,8	2,1
	<i>Dont : entreprises</i>		7,5	11,3	-23,2	8,3	4,2
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,3	4,3	-2,6	4,2	3,4
	Demande de consommation finale		-8,5	-1,9	3,4	1,4	-3,1
	Demande pour investissement		13,0	-2,2	-8,4	9,8	8,3
	<i>Dont : entreprises</i>		13,0	-2,2	-8,4	9,8	8,3
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	3,5	-1,4	6,0	2,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		13,0	-2,2	-8,4	9,8	8,3
	<i>Dont : entreprises</i>		13,0	-2,2	-8,4	9,8	8,3
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19,4	4,4	-14,7	-5,0	6,8
	Demande de consommation finale		-5,8	0,5	5,8	4,1	-2,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,2	15,5	23,6	8,5	1,7
	Demande de consommation finale		-15,4	-9,2	-4,5	-8,5	-5,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,0	-5,7	6,2	2,0	0,9
	Demande de consommation finale		2,2	2,7	-3,7	2,3	-0,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-15,5	0,3	-10,3	0,0	4,3
	Demande de consommation finale		2,3	3,8	0,5	1,0	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	-6,6	8,8	2,2	0,5
	Demande de consommation finale		2,2	2,5	-4,4	2,5	-0,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 052	27 528	28 511	29 767	30 789
	Demande de consommation finale		19 792	19 788	19 392	19 386	19 190
	Demande pour investissement		10 113	11 023	9 058	9 934	10 608
	<i>Dont : entreprises</i>		8 762	9 613	7 731	8 598	9 317
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 006	10 810	11 562	12 073	12 442
	Demande de consommation finale		12 239	12 196	11 812	11 639	11 538
	Demande pour investissement		8 226	9 136	7 316	7 843	8 331
	<i>Dont : entreprises</i>		6 875	7 726	5 989	6 507	7 040
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 006	10 810	11 562	12 073	12 442
	Demande de consommation finale		12 076	12 019	11 641	11 458	11 351
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		163	177	171	181	187
	Demande pour investissement		8 226	9 136	7 316	7 843	8 331
	<i>Dont : entreprises</i>		6 875	7 726	5 989	6 507	7 040
	<i>ménages</i>		5	5	5	5	5
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11 011	11 754	11 544	12 109	12 649
	Demande de consommation finale		3 271	3 156	3 203	3 209	3 072
	Demande pour investissement		1 887	1 887	1 742	2 091	2 277
	<i>Dont : entreprises</i>		1 887	1 887	1 742	2 091	2 277
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 306	8 784	8 719	9 237	9 574
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		1 887	1 887	1 742	2 091	2 277
	<i>Dont : entreprises</i>		1 887	1 887	1 742	2 091	2 277
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 105	2 326	2 059	2 068	2 275
	Demande de consommation finale		2 441	2 421	2 523	2 588	2 496
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		600	644	766	804	800
	Demande de consommation finale		830	735	680	621	576
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 035	4 964	5 405	5 585	5 698
	Demande de consommation finale		4 282	4 436	4 377	4 538	4 580
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		664	679	619	634	671
	Demande de consommation finale		580	602	615	636	655
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 371	4 285	4 786	4 951	5 027
	Demande de consommation finale		3 702	3 834	3 762	3 902	3 925
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JA	ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION	58 à 60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	2,7	2,6	1,1	0,4
	Demande de consommation finale		0,6	0,8	2,5	1,5	0,5
	Demande pour investissement		1,1	1,1	0,9	2,1	3,2
	<i>Dont : entreprises</i>		1,2	1,2	0,9	2,4	3,0
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GJ58Z	Édition	58					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,3	4,4	1,3	-0,5
	Demande de consommation finale		1,1	1,4	3,8	2,2	0,8
	Demande pour investissement		0,9	0,9	0,9	0,3	4,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,9	1,0	0,9	0,4	3,8
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
HJ58Z1	Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques	58.1, 58.21					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,3	4,4	1,3	-0,5
	Demande de consommation finale		1,2	1,4	3,9	2,3	0,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ58Z2	Autres éditions de logiciels	58.29					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		-4,1	-2,7	-2,8	-3,7	-5,1
	Demande pour investissement		0,9	0,9	0,9	0,3	4,0
	<i>Dont : entreprises</i>		0,9	1,0	0,9	0,4	3,8
	<i>ménages</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GJ59Z	Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV- enrg. sonore & éd. musicale	59					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	2,3	0,9	0,6	1,0
	Demande de consommation finale		-2,9	-1,6	-1,9	-1,2	-1,2
	Demande pour investissement		2,2	2,3	0,8	9,4	0,5
	<i>Dont : entreprises</i>		2,2	2,3	0,8	9,4	0,5
	<i>ménages</i>						
HJ59Z1	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.11, 59.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	2,2	0,6	-0,1	0,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		2,2	2,3	0,8	9,4	0,5
	<i>Dont : entreprises</i>		2,2	2,3	0,8	9,4	0,5
	<i>ménages</i>						
HJ59Z2	Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes TV	59.13, 59.14					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,3	5,8	3,7	5,7	3,0
	Demande de consommation finale		-2,4	-1,3	-1,5	-1,4	-1,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ59Z3	Enregistrement sonore et édition musicale	59.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	-7,1	-3,7	-3,2	-2,2
	Demande de consommation finale		-4,3	-2,5	-3,1	-0,2	-1,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GJ60Z	Programmation et diffusion	60					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	4,5	2,6	1,3	1,1
	Demande de consommation finale		2,1	0,9	2,5	1,4	1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z1	Radiodiffusion	60.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,7	2,0	1,6	2,4	1,5
	Demande de consommation finale		0,2	0,0	1,7	2,4	1,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ60Z2	Programmation de télévision et télédiffusion	60.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	4,9	2,7	1,2	1,0
	Demande de consommation finale		2,4	1,0	2,6	1,2	1,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires



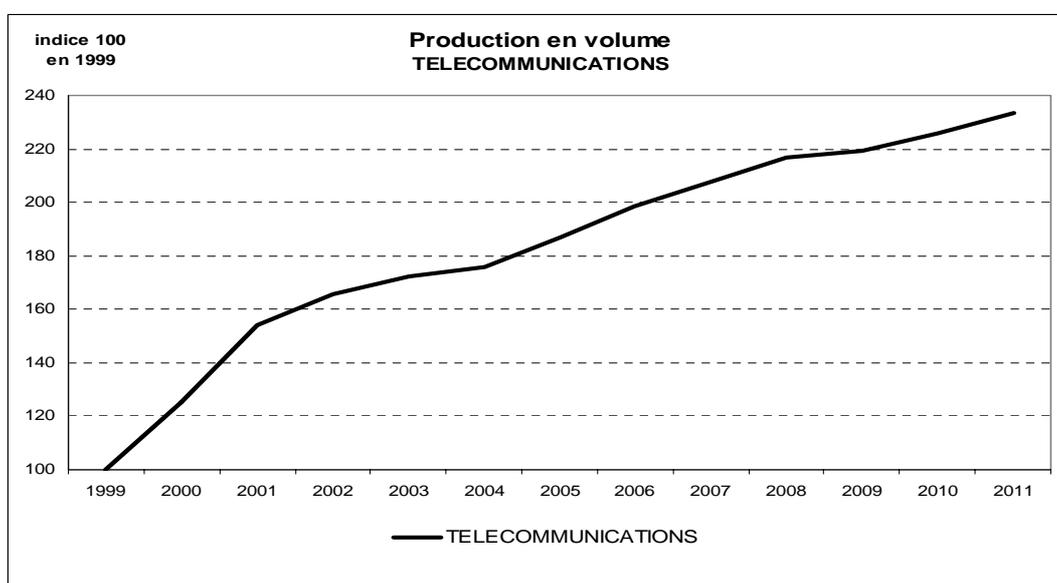
## Section JB - Télécommunications

### Le téléphone fait moins recette

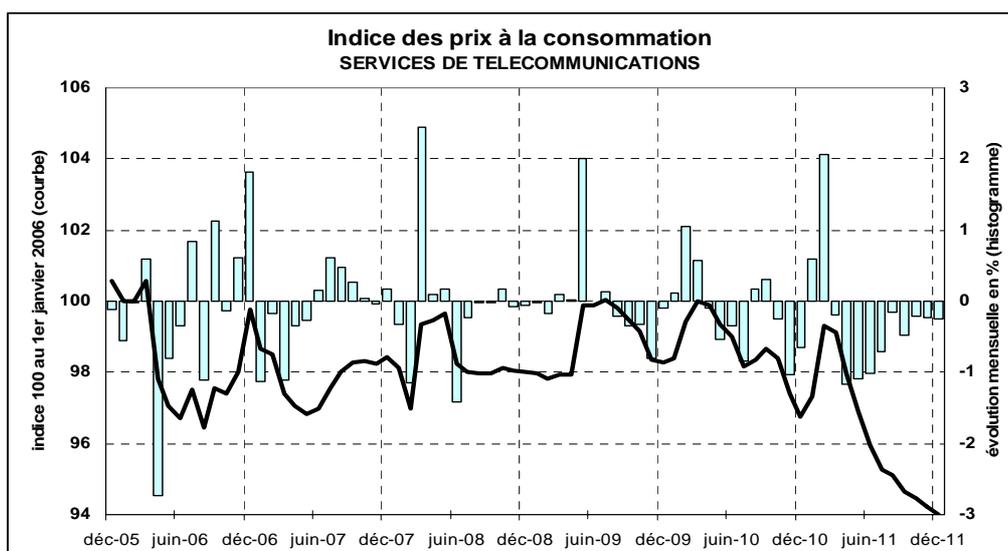
En 2011, les recettes des services de télécommunications se contractent : la production se replie en valeur : - 2,0 % sous l'effet de la forte diminution des prix (- 5,3 %). Cependant la production en volume continue d'augmenter à un bon rythme : + 3,5 %.

La baisse des recettes de **télécommunications** s'explique surtout par la forte baisse en valeur de la consommation des ménages (- 5,6 %), constituant principal de la demande (à hauteur de 35,3 %) derrière la consommation des entreprises

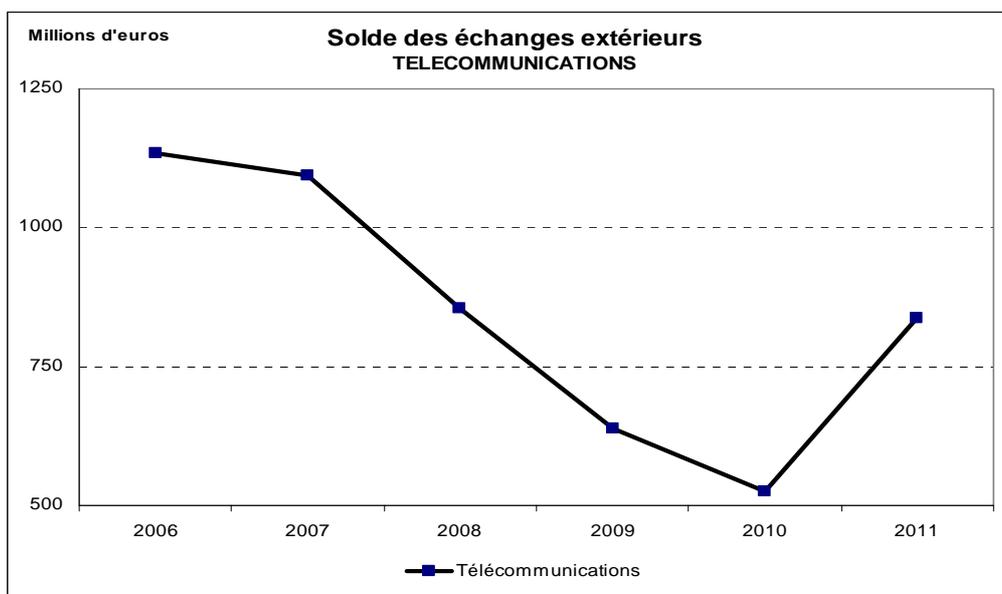
Le solde des échanges extérieurs, sur une pente descendante depuis 2006, se redresse : en 2011, il atteint 836 millions d'euros en valeur, contre 526 millions d'euros en 2010.



Source : Comptes des Services, INSEE.



Source : indice des prix à la consommation, Insee



Source : Comptes des Services, INSEE

En 2011, la *téléphonie mobile* génère 43,0 % des revenus des opérateurs perçus auprès du client final (source ARCEP<sup>1</sup>). Sur ce segment, les revenus décroissent pour la première fois depuis 2006 : - 2,5 %.

Ceci s'explique en partie par la modification du taux de TVA réduit pour les services d'accès audiovisuels, passé de 5,5 % à 19,6 % à compter du 1<sup>er</sup> février 2011. En effet, les opérateurs mobiles ont choisi de ne pas répercuter l'augmentation de la TVA sur la facture TTC : le revenu hors taxes est donc amputé d'autant.

Les revenus de la téléphonie mobile subissent le ralentissement du revenu des communications vocales : - 8,0 % après - 1,3 % en 2010. Malgré un poids toujours en recul (72,5 % après 76,9 % en 2010), la communication vocale, reste la principale source de revenus de la téléphonie mobile.

Les services de données sur mobile, qui regroupent envoi de messages interpersonnels et accès à l'internet mobile et aux services multimédias, génèrent une part croissante des revenus de la téléphonie mobile : 27,5 % après 23,1 % en 2010. Leur croissance dynamique (+ 16,0 % après + 19,6 % en 2010) atténue le recul des recettes enregistrées par les opérateurs de téléphonie mobile.

En 2011, le parc du segment de la téléphonie mobile représente 68,6 millions de clients (lignes), soit une croissance annuelle de 5,4 % après + 5,7 % en 2010.

Ce dynamisme est notamment entretenu par le développement des opérateurs virtuels – les MVNO<sup>2</sup> – dont le nombre de clients a augmenté de 59,2 % en glissement annuel en décembre 2011. A cette date, les opérateurs virtuels (sans réseau propre) représentent 11,3 % du marché de la téléphonie mobile en France.

Le volume de communications, mesuré en minutes au départ des mobiles, confirme sa hausse : + 2,8 % en 2011 (+ 2,3% en 2010) après la baisse de 2009 (- 0,9 %). Le trafic « on-net », ou communications émises vers le même réseau mobile, accentue sa décélération (- 3,2 %), entamée depuis 2009. Le volume de téléphonie mobile émise sur ce segment représente moins de la moitié du volume total de communications mobiles (45,6 % après 49,6 % en 2010). Le trafic vers les postes fixes continue de se réduire, - 0,3 % après - 1,8 % en 2010. Au contraire, le volume de communications à destination d'un autre opérateur accélère sa progression, grâce à la commercialisation de forfaits de communications « illimités » vers tous les opérateurs : + 10,8 % après + 9,8 % en 2010.

La forte croissance de l'usage des messages interpersonnels se poursuit. Le nombre de messages émis progresse de 42,1 %, après 62,9 % en 2010. Chaque client (ligne) émet en moyenne 200 SMS par mois, soit une

<sup>1</sup>ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

<sup>2</sup> Mobile Virtual Network Operators : ces opérateurs virtuels, qui ne possèdent pas d'infrastructure de réseau mobile, louent des capacités aux opérateurs mobiles existants afin de commercialiser leurs services sous leur propre marque (Virgin Mobile, Télé2, Breizh Mobile, etc...)

augmentation de 37,3 % par rapport à 2010, où l'émission moyenne mensuelle était de 146 SMS. Ces évolutions sont liées au développement d'offres d'« abondance » (appels illimités sur certaines plages horaires ou vers certains numéros, SMS illimités, etc...) qui permettent aux consommateurs de communiquer davantage, tout en maîtrisant leur facture.

Le nombre de numéros portés<sup>3</sup> accentue sa progression, déjà très dynamique (+ 43,3 % après + 28,8 % en 2010). Il a particulièrement augmenté au quatrième trimestre 2011 : le délai de portabilité est en effet passé de 10 jours calendaires à trois jours ouvrables le 7 novembre 2011.

Les revenus de la *téléphonie fixe* diminuent de 3,1 %. La part du fixe dans l'ensemble des communications électroniques continue à se tasser : à 36,4 %, elle perd un demi point par rapport à 2010 (source ARCEP). Le nombre d'abonnements à la « VoIP »<sup>4</sup> poursuit sa progression (8,8 %) pour atteindre 20,6 millions d'abonnements fin 2011.

Les revenus de communications depuis les lignes fixes continuent de baisser : - 18,3 % après - 8,1 % en 2010. Ce repli peut s'expliquer par la substitution du volume de minutes émises sur le réseau téléphonique commuté (RTC), en baisse de 17,7 %, par de la téléphonie sur des accès IP, dont la tarification est souvent indépendante du volume consommé. La plupart du temps, ces communications IP sont intégrées à la facturation du forfait Internet haut débit.

Le volume de communications depuis les lignes fixes est stable en 2011, après une augmentation de 2,0 % en 2010.

Le trafic IP représente désormais 64,9 % du trafic total au départ des lignes fixes. Le volume de communications en voix sur large bande (VLB) augmente sensiblement : + 13,1 %. Cette croissance provient de la spectaculaire augmentation des volumes de VLB à destination des mobiles (231,3 %). En effet, depuis le début de l'année 2011, plusieurs opérateurs élargissent leurs offres de téléphonie « illimitée » en national et international, aux communications vers les mobiles.

8,9 millions de lignes sont totalement dégroupées fin 2011, soit une progression de 15,6 % en un an. Cet essor a débuté en 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage, et se poursuit

au détriment du dégroupage partiel et du bitstream<sup>5</sup>. Les revenus issus du segment Internet haut débit et très haut débit, toujours dynamiques, décélèrent : + 5,6 % d'augmentation après + 8,9 % en 2010. Les revenus de l'accès Internet à bas débit continuent quant à eux de chuter, - 33,7 % après - 35,0% en 2010. Le nombre d'abonnements suit la même tendance : il progresse pour l'Internet haut débit et très haut débit (+ 6,6 % avec 22,8 millions d'abonnements), tandis qu'il s'amenuise pour l'Internet bas débit (- 39,2 % avec moins de 300 000 abonnements).

En 2011, le revenu provenant des *services à valeur ajoutée*<sup>6</sup> est de 2,0 milliards d'euros, en progression de 1,9 % par rapport à 2010. Les recettes des services « voix et télématiques » (numéros débutant par 08, minitels,...) se contractent : 1,2 milliard d'euros, en baisse de 7,4 % par rapport à 2010. Cette baisse s'explique par le déclin des services télématiques et l'entrée en vigueur de mesures législatives encadrant l'usage des numéros surtaxés. Au contraire, le revenu des services avancés de « données », qui dépasse 814 millions d'euros en 2011, est en large hausse : + 19,5 % après + 6,6 % en 2010.

<sup>3</sup> La portabilité est le fait de conserver le même numéro de téléphone lors d'un changement d'opérateur.

<sup>4</sup> Voice over IP : technique qui permet de communiquer par la voix via l'Internet ou tout autre réseau acceptant le protocole TCP/IP.

<sup>5</sup> Le Bitstream est une prestation de gros de France Télécom (de même que le dégroupage) à laquelle les opérateurs alternatifs peuvent recourir dans les zones dans lesquelles ils n'ont pas installé d'équipements (contrairement au dégroupage) pour proposer une offre de détail aux ménages et entreprises pour l'accès haut débit en DSL.

<sup>6</sup> Les services à valeur ajoutée correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services. Les services à valeur ajoutée de type « donnée » incluent par exemple : services kiosque « Gallery », services d'alerte, de « chat », services de type météo, jeux télévisés, d'astrologie, de téléchargement de sonneries, etc...

## La production

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en %
Taux de croissance de la production en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	4,5	4,4	1,2	2,9	3,5	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en millions d'euros
Niveau de la production en VALEUR								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	58 216	61 149	62 408	64 091	62 797	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								en %
Taux de croissance du PRIX de la production								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61	-0,6	0,6	0,8	-0,2	-5,3	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	5,5	3,6	4,3	5,4	
	Demande de consommation finale		5,4	4,1	-0,8	1,5	-1,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		34 190	36 285	37 927	39 475	39 238	
	Demande de consommation finale		22 933	24 008	24 023	24 341	22 981	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JB	TÉLÉCOMMUNICATIONS	61						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	0,6	0,9	-0,2	-5,7	
	Demande de consommation finale		-0,6	0,6	0,8	-0,2	-4,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

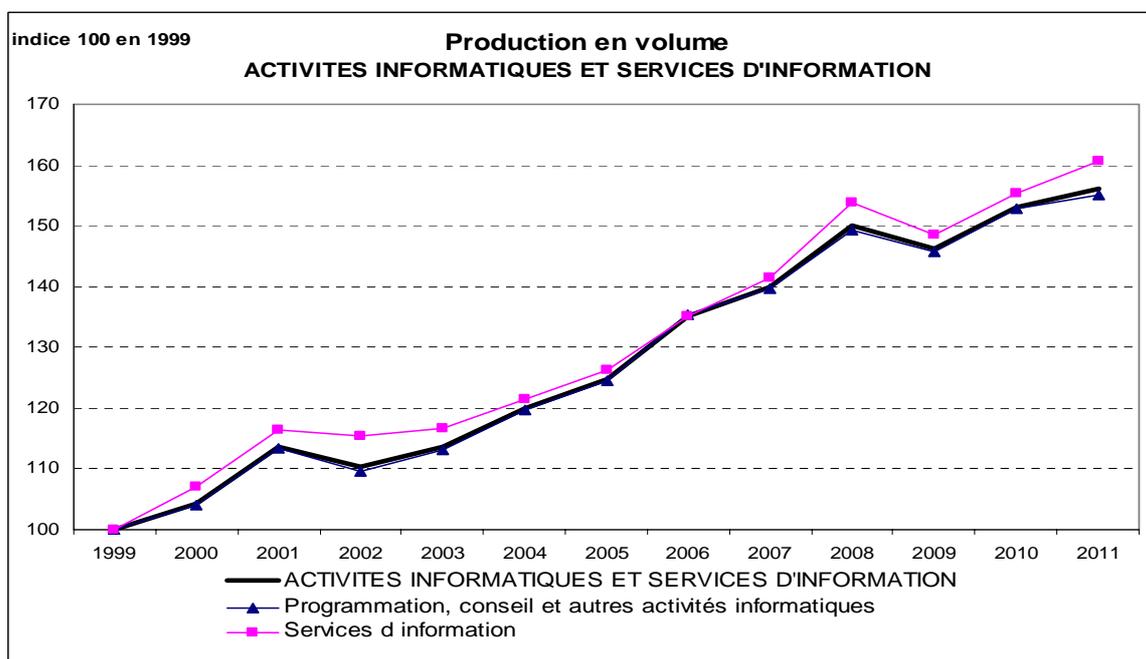


# JC - Activités informatiques et services d'information

## L'informatique est soutenue par la demande des entreprises

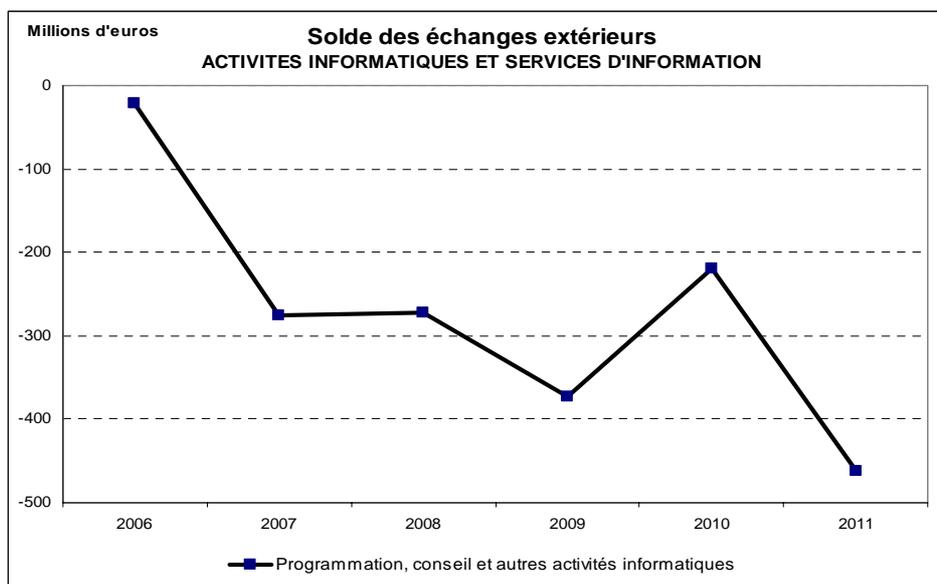
En 2011, la production des activités informatiques et services d'information augmente de 1,9 % en volume. Les services d'information sont les plus dynamiques (+ 3,3 %), même s'ils ne pèsent que 15 % de l'activité totale. Les services de programmation, conseil et autres activités informatiques suivent également une tendance à la hausse (+ 1,6 %). La croissance de leur activité en volume est toutefois atténuée par la montée des prix (+ 1,7 %).

La branche bénéficie d'une demande intérieure soutenue. En effet, l'investissement des entreprises croît de + 4,5 % en volume. Leur consommation intermédiaire augmente également de 1,6 %..



Source : Comptes des Services, INSEE.

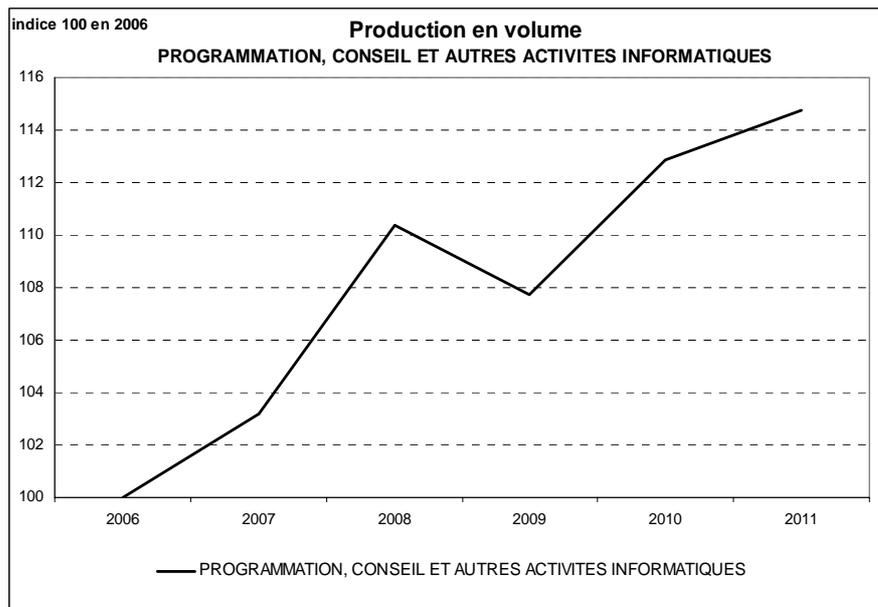
Le solde extérieur, exclusivement constitué par les activités de programmation, conseil et autres activités informatiques diminue très fortement en 2011, après une année 2010 favorable.



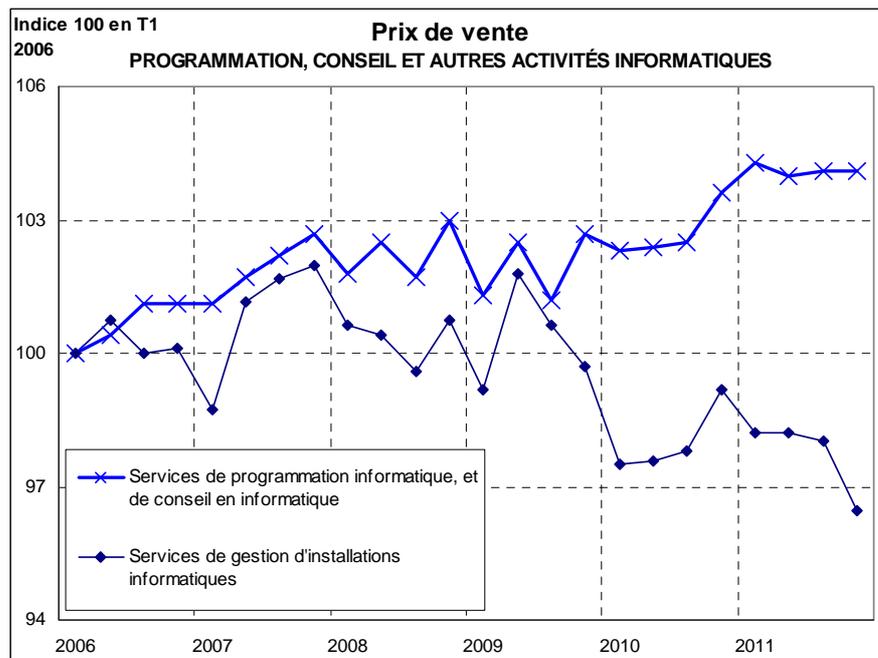
Source : Comptes des Services, INSEE

Après une année 2010 très favorable (+ 4,8 % en volume, + 5,0 % en valeur), les services de **programmation, conseil et autres activités informatiques** ralentissent leur rythme de croissance en 2011. L'augmentation de la production en volume (+ 1,6 %), conjuguée à une hausse des prix de 1,7 %, permet à la production en valeur d'augmenter de 3,3 %. La croissance de l'investissement (+ 4,5 %) et de la consommation (+ 0,9 %) des entreprises explique la hausse de l'activité.

Selon le Syntec Numérique, l'augmentation de la production dans l'activité « Conseil et Services Informatiques »<sup>1</sup> serait de + 2,7 % en valeur en 2011. Les secteurs clients les plus demandeurs en 2011 sont ceux de la banque et de l'assurance, suivis de l'énergie, puis du commerce, de la distribution et du transport. Le "cloud computing" (ou traitement à distance<sup>2</sup>) s'affiche comme un levier de croissance.



Source : Comptes des Services, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

<sup>1</sup> Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique, qui suit une logique Métiers, ne recouvre pas celui suivi par l'Insee.

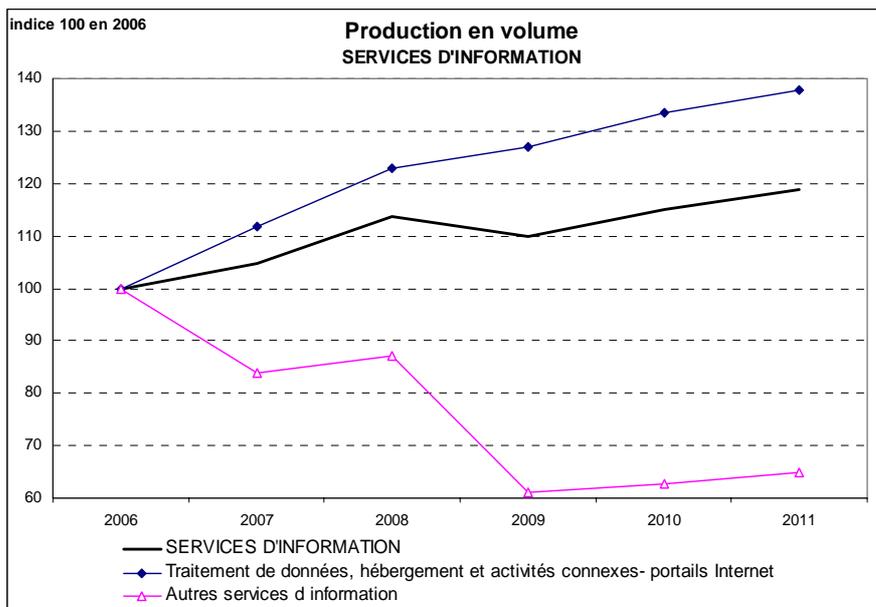
<sup>2</sup> Le *cloud computing* est un procédé qui consiste à déporter sur des serveurs distants des traitements informatiques traditionnellement localisés sur des serveurs locaux ou sur le poste de l'utilisateur.

En 2011, l'activité des **services d'information** croît en valeur (+ 2,7 %) et en volume (+ 3,3 %). Sous l'effet de la baisse de la fin 2010, les prix se contractent encore (- 0,7 % après - 3,0 % en 2010). La demande émane quasi-exclusivement de la consommation intermédiaire des entreprises.

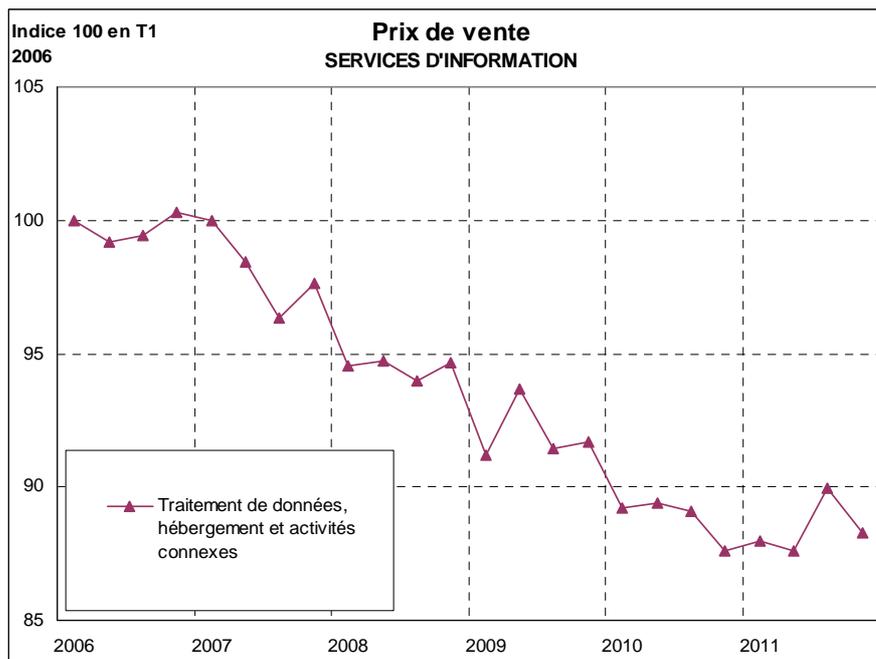
En 2011, les activités de traitement de données, hébergement et activités connexes - portails Internet suivent un rythme assuré de croissance, à peine ralenti en 2009. Leur production progresse de 3,3 % en volume. Les prix baissent (- 0,9 %), mais moins qu'en 2010 (- 3,5 %). En conséquence, les recettes augmentent de 2,3 %.

En 2011, les autres services d'information commencent à se remettre d'une année 2009 très difficile où leur production avait chuté de 30%.

Leur production augmente de 3,5 % en volume. La hausse des prix (+ 1,0 %) favorise les recettes, qui gonflent de 4,5 %. La relance s'explique par le soutien de la demande, exclusivement composée de consommation intermédiaire des entreprises.



Source : Comptes des Services, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	3,4	7,3	-2,6	4,8	1,9
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	3,2	7,0	-2,4	4,8	1,6
GJ63Z	Services d'information	63	4,6	8,7	-3,5	4,7	3,3
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	11,8	10,0	3,4	5,1	3,3
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	-16,2	4,0	-30,1	2,7	3,5

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	60 127	64 080	62 026	64 763	66 858
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	50 315	53 787	52 335	54 923	56 755
GJ63Z	Services d'information	63	9 812	10 293	9 691	9 840	10 103
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	7 758	8 178	8 224	8 343	8 538
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	2 054	2 115	1 467	1 497	1 565

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63	1,2	-0,6	-0,6	-0,4	1,3
GJ62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62	1,3	-0,1	-0,3	0,1	1,7
GJ63Z	Services d'information	63	0,6	-3,5	-2,5	-3,0	-0,6
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1	0,1	-4,1	-2,8	-3,4	-0,9
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9	2,7	-1,0	-0,8	-0,6	1,0

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION								
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
JC	ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION	62, 63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	5,5	-1,0	1,9	1,5	
	Demande de consommation finale		6,9	3,2	-1,5	2,9	-1,4	
	Demande pour investissement		5,4	9,6	-4,1	8,6	3,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,1	9,1	-4,2	11,3	4,5	
	<i>ménages</i>							
GJ62Z	Programme, conseil et autres activités informatiques	62						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	4,3	-0,1	1,0	0,9	
	Demande de consommation finale		5,9	0,0	5,6	10,0	0,0	
	Demande pour investissement		5,4	9,6	-4,1	8,6	3,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		6,1	9,1	-4,2	11,3	4,5	
	<i>ménages</i>							
GJ63Z	Services d'information	63						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	8,7	-3,2	4,6	3,3	
	Demande de consommation finale		7,3	4,5	-4,3	0,0	-2,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HJ63Z1	Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	63.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11,9	10,0	3,7	5,0	3,3	
	Demande de consommation finale		7,3	4,5	-4,3	0,0	-2,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HJ63Z2	Autres services d'information	63.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-16,1	4,0	-29,9	2,6	3,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JC	<b>ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION</b>	<b>62, 63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		36 723	38 455	37 732	38 181	39 317
	Demande de consommation finale		62	65	68	71	72
	Demande pour investissement		23 897	26 128	24 997	27 183	28 379
	<i>Dont : entreprises</i>		19 620	21 380	20 449	22 784	24 083
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques</b>	<b>62</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 836	28 087	27 949	28 260	29 132
	Demande de consommation finale		18	18	20	22	23
	Demande pour investissement		23 897	26 128	24 997	27 183	28 379
	<i>Dont : entreprises</i>		19 620	21 380	20 449	22 784	24 083
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	<b>Services d'information</b>	<b>63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 887	10 368	9 783	9 921	10 185
	Demande de consommation finale		44	47	48	49	49
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	<b>Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet</b>	<b>63.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 808	8 228	8 295	8 404	8 600
	Demande de consommation finale		44	47	48	49	49
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	<b>Autres services d'information</b>	<b>63.9</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 079	2 140	1 488	1 517	1 585
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

en %

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
JC	<b>ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATION</b>	<b>62, 63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	-0,7	-0,9	-0,7	1,4
	Demande de consommation finale		0,0	1,6	6,3	1,4	2,9
	Demande pour investissement		0,9	-0,2	-0,2	0,1	1,2
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-0,1	-0,2	0,1	1,1
	<i>ménages</i>						
GJ62Z	<b>Programmation, conseil et autres activités informatiques</b>	<b>62</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	0,4	-0,4	0,1	2,1
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	5,3	0,0	4,5
	Demande pour investissement		0,9	-0,2	-0,2	0,1	1,2
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-0,1	-0,2	0,1	1,1
	<i>ménages</i>						
GJ63Z	<b>Services d'information</b>	<b>63</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,6	-3,5	-2,5	-3,0	-0,7
	Demande de consommation finale		0,0	2,2	6,7	2,1	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z1	<b>Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet</b>	<b>63.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	-4,2	-2,8	-3,5	-0,9
	Demande de consommation finale		0,0	2,2	6,7	2,1	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HJ63Z2	<b>Autres services d'information</b>	<b>63.9</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	-1,0	-0,9	-0,6	1,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

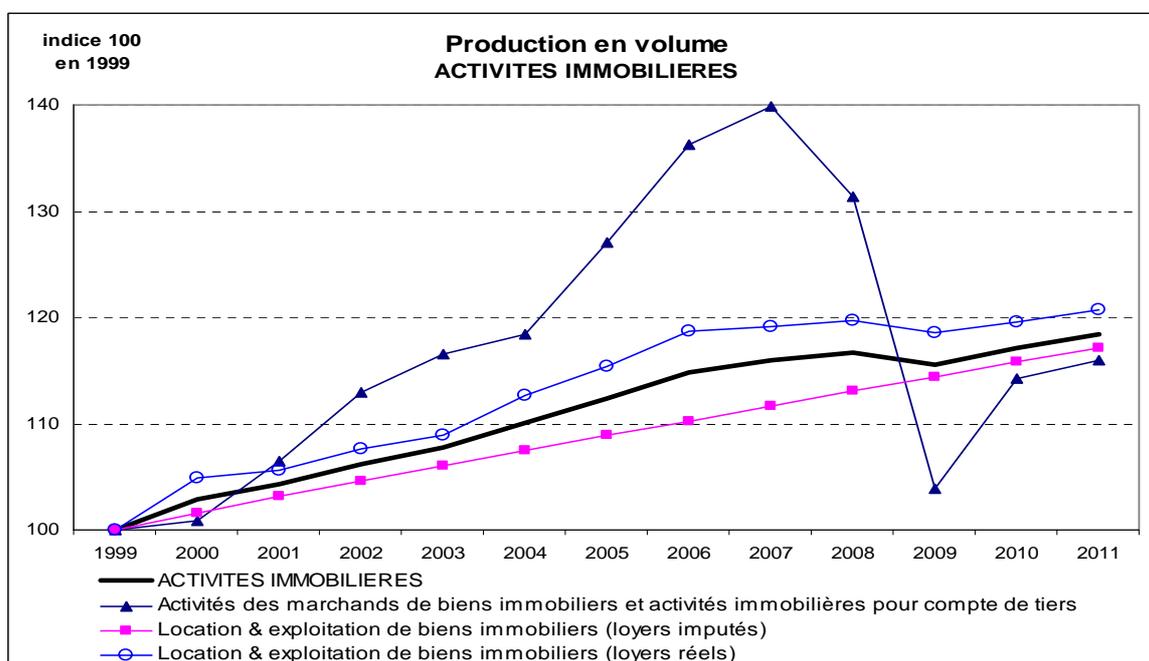
\* : données provisoires



## Section L - Activités immobilières

### Ralentissement de la reprise dans l'immobilier en 2011

En 2011, la croissance des activités immobilières fléchit légèrement : + 1,1 % en volume, après + 1,4 % en 2010. En effet, les activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers, dont la reprise avait été vigoureuse en 2010 (+ 10 %), progressent à un rythme moindre en 2011 (+ 1,5 % en volume). Les transactions sur les logements anciens sont en hausse en province (+ 13,9 %) mais baissent en Île-de-France (- 7,7 %), tandis que l'activité dans l'immobilier neuf se contracte. De son côté, la croissance de la location de logements (loyers réels et imputés), qui constitue 95 % de la production de la branche, se maintient. La décélération des prix des activités immobilières se poursuit : + 1,2 % en 2011, après + 1,4 % en 2010 et 1,5 % en 2009.



Source : Comptes des Services, INSEE

En 2011, les **activités des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers** continuent de progresser (+ 1,5 % en volume). Après la forte chute de 2009 (- 20 % en volume), ces activités s'étaient sensiblement redressées en 2010 (+ 10 %).

En 2011, selon les données des bases immobilières des notaires de France, les transactions sur les logements anciens (appartements et maisons) croissent de + 9,5 % après + 32 % en 2010. Cette croissance tient entièrement à la province (+ 13,9 %), car les transactions baissent en Île-de-France (- 7,7 %). Ce dynamisme de l'activité immobilière dans l'ancien s'explique notamment par les ventes de résidences secondaires, leurs propriétaires ayant anticipé la modification de la taxation des plus-values immobilières au 1<sup>er</sup> février 2012. La

suppression du prêt à taux zéro (PTZ +) dans l'ancien programmée fin 2011 a aussi incité des primo accédants à précipiter leur projet d'acquisition. Par ailleurs, la forte augmentation de la part des transactions réalisées par des acquéreurs de 60 ans et plus, deux points par rapport à 2010, peut indiquer un report de leur épargne sur la valeur refuge que représente l'immobilier, notamment par rapport à l'assurance vie affectée par les turbulences des marchés financiers.

L'activité dans l'immobilier neuf s'est en revanche contractée en 2011. Selon les chiffres du Service de l'observation et des statistiques (SOeS) du Commissariat général au développement durable, 93300 logements en immeubles collectifs ont été vendus contre 102700 en 2010 (- 9,2 %), et 10000 maisons contre 12700 en 2010 (- 21,3 %).

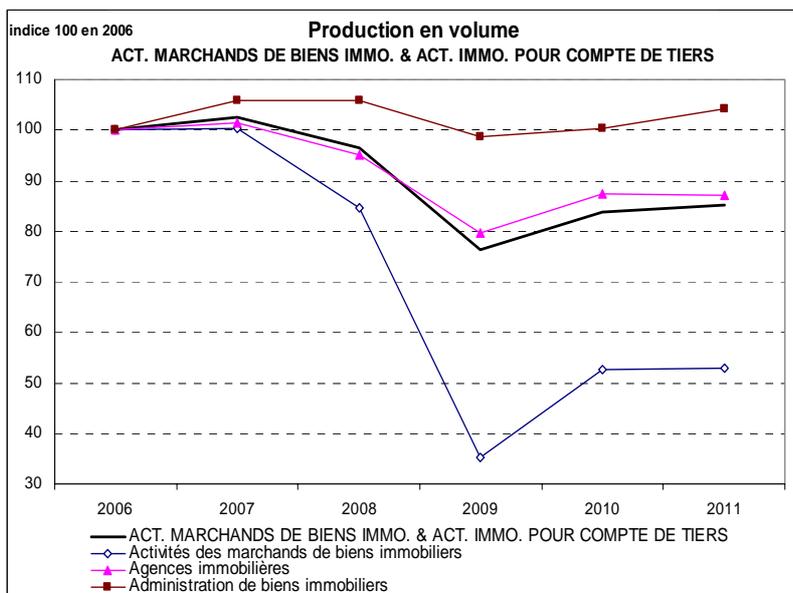
Bien que les taux d'intérêt sur les emprunts soient restés relativement bas, les conditions d'accès au crédit se sont plutôt durcies. Les banques ont tendance à demander aux acquéreurs de disposer d'un apport de 30 % du montant de l'achat et sont aussi plus exigeantes concernant le ratio entre la mensualité et le revenu disponible. Elles doivent en effet se conformer elles-mêmes à des normes prudentielles sur leurs fonds propres plus strictes, dans la perspective de la mise en place définitive de Bâle III en 2019.

Les prix des services des marchands de biens immobiliers et les activités immobilières pour compte de tiers augmentent de 2,9 % en 2011, après 3,9 % en 2010.

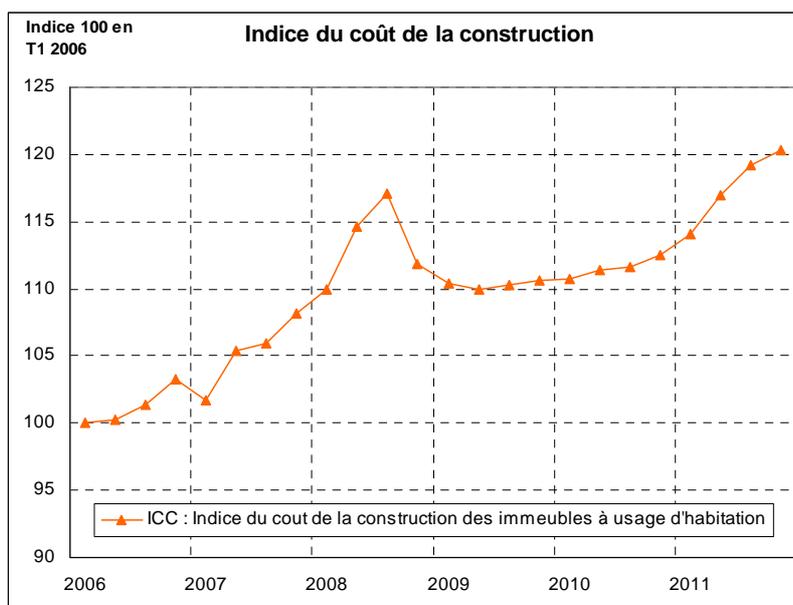
En 2011, l'activité des agences immobilières se contracte légèrement en volume (- 0,3 %). Les prix de leur côté décélèrent (3,8 % en 2011, après 5,2 % en 2010). En valeur, l'activité des agences immobilières atteint 6,6 milliards d'euros en 2011 (+ 3,6 %), niveau en deçà du pic de 2007, mais proche de ceux de 2006 et 2008.

Les activités des marchands de biens immobiliers progressent de 0,8 % en volume en 2011. L'indice des prix baisse de 2,3 points : + 2,9 % en 2011, contre + 5,2 % en 2010. Avec une production en valeur de 1,9 milliards d'euros en 2011 (+ 3,7 %), l'activité des marchands de biens immobiliers reste bien en dessous de ce qu'elle était avant la crise (3,3 milliards d'euros en 2007).

L'administration de biens immobiliers croît de 3,8 % en volume en 2011, en nette accélération par rapport à 2010 (+ 1,8 %). Les prix accélèrent eux aussi : + 1,8 % en 2011, après + 0,8 % en 2010. En valeur, l'activité s'élève à 5,6 milliards d'euros en 2011(+ 5,7 %), soit deux cinquième du montant des activités immobilières hors location.

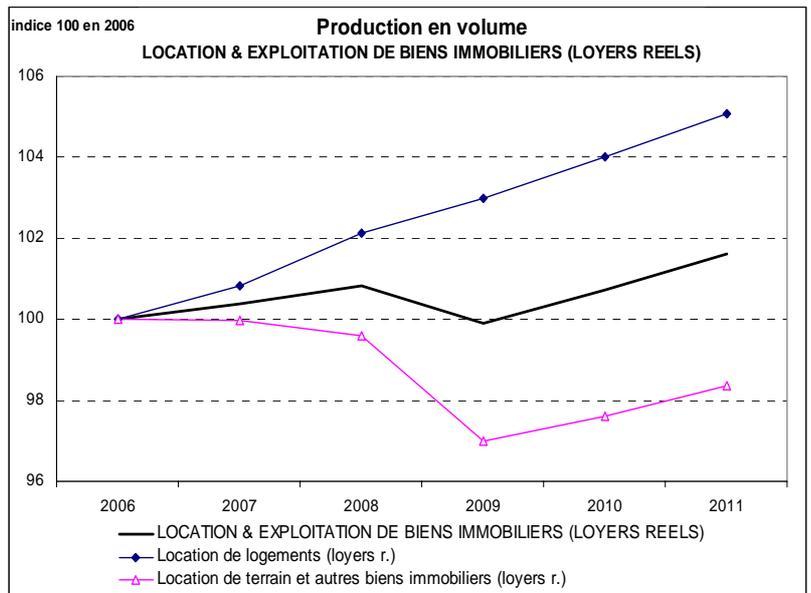


Source : Comptes des Services, Insee



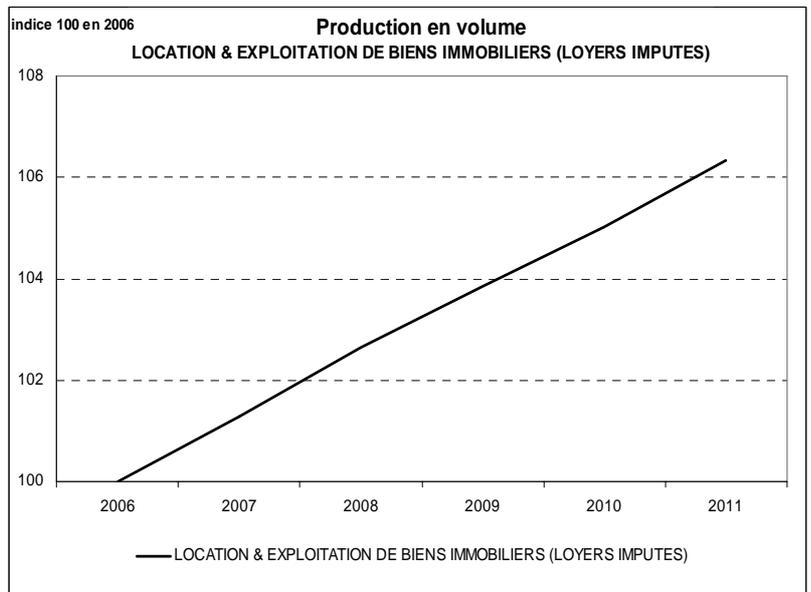
Source : Comptes des Services, Insee

La croissance de la **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** se maintient en 2011. L'activité de la branche en volume progresse de +0,9 % en 2011, après 0,8 % en 2010. La crise de 2008-2009 a entraîné un très net ralentissement de l'évolution des prix : après +4,2 % en 2007 et +2,7 % en 2008, la hausse a été de +1,6 % en 2009 puis +1,3 % en 2010. En 2011, la hausse des prix se stabilise à +1,4 %. En valeur, l'activité de la branche se monte à 117,4 milliards d'euros en 2011 (+2,3 %). Le marché de la location immobilière d'entreprise a plus souffert de la crise et sa reprise en 2010 est plus faible que celle du logement, en partie soutenue par les bailleurs sociaux. Le marché se redresse plus nettement en 2011.



Source : Comptes des Services, Insee

La location de logements (loyers réels) augmente en volume de 1 % en 2011, soit au même rythme qu'en 2010. Les prix poursuivent leur décélération : +1,0 % en 2011, contre 1,5 % en 2010 et +2,2 % en 2009. Le montant total de la production de la location de logements s'élève à 58,9 milliards d'euros en 2011 (+2 %).

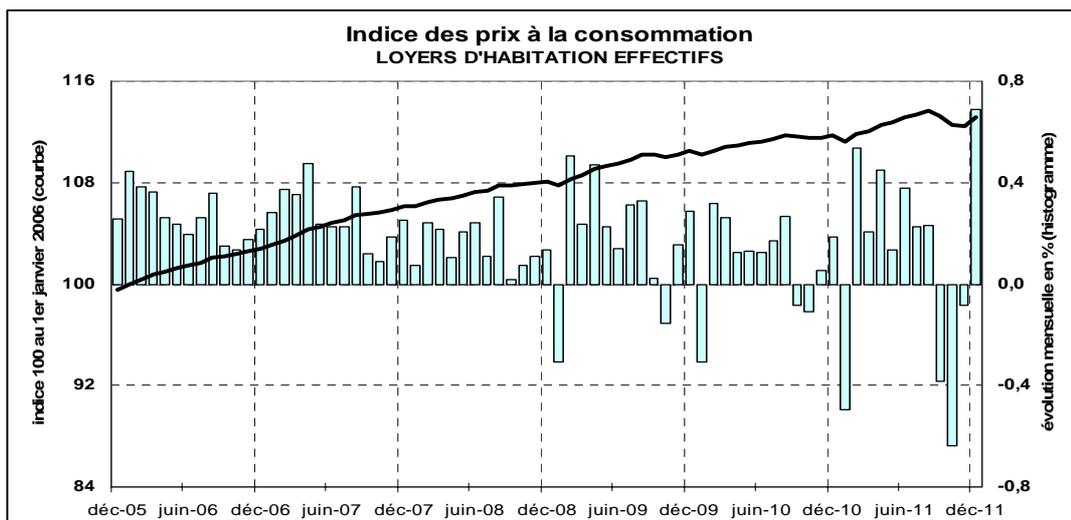


Source : Comptes des Services, Insee

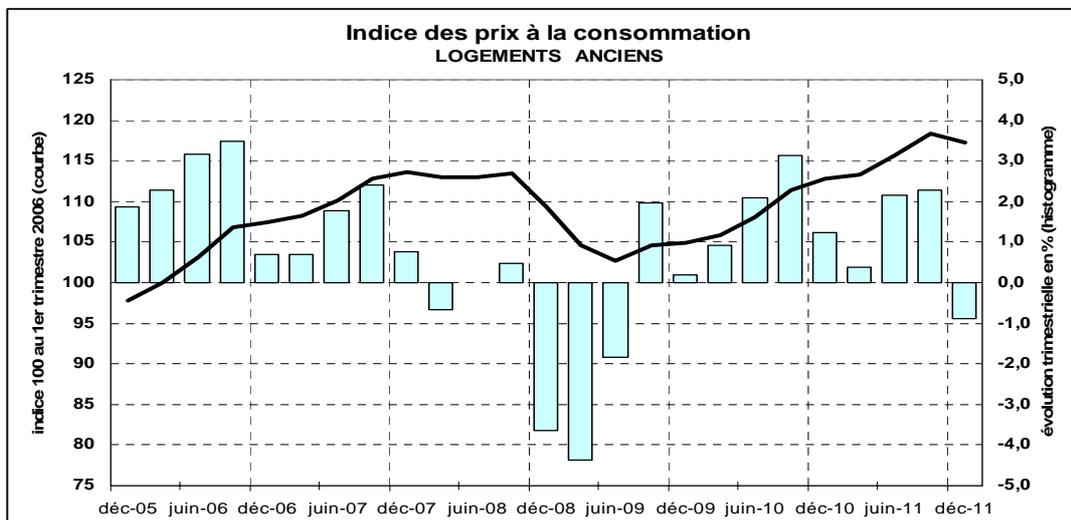
En 2011, la location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels) croît de +0,8 % en volume, après +0,7 % en 2010. Les prix sont en légère accélération (+1,8 %, contre 1,1 % en 2010). En valeur, l'activité avait effacé la baisse de 2009 dès 2010 et elle atteint 58,5 milliards d'euros en 2011 (+2,6 %).

Le montant des **loyers imputés**, loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent, s'établit à 158 milliards d'euros en 2011, soit 2,5 fois plus que les loyers réels payés par les ménages (+2,1 %).

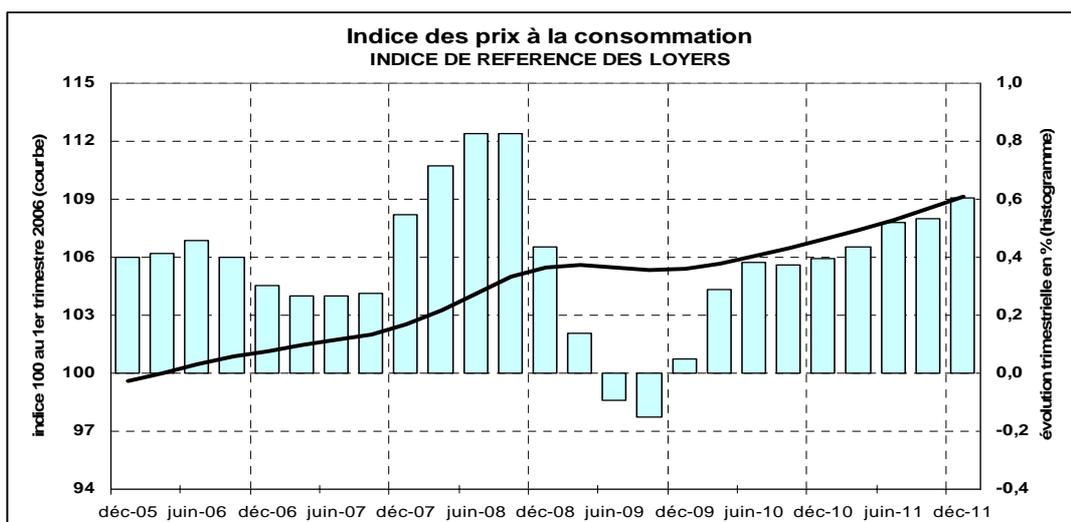
## Les prix à la consommation



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

## La production

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	1,0	0,5	-0,9	1,4	1,1
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	2,7	-6,1	-20,9	10,0	1,5
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	0,5	-15,9	-58,4	49,5	0,8
HL68A2	Agences immobilières	68.31	1,4	-6,2	-16,2	9,6	-0,3
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	5,8	-0,1	-6,7	1,8	3,8
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		1,3	1,4	1,2	1,2	1,2
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	0,4	0,4	-0,9	0,8	0,9
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	0,8	1,3	0,8	1,0	1,0
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	0,0	-0,4	-2,6	0,7	0,8

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	266 045	273 691	275 212	282 886	289 379
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	15 664	15 184	11 773	13 394	13 987
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	3 247	2 923	1 141	1 795	1 861
HL68A2	Agences immobilières	68.31	7 067	6 798	5 496	6 332	6 559
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	5 350	5 463	5 136	5 267	5 567
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		142 160	146 938	151 109	154 754	158 024
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	108 221	111 569	112 330	114 738	117 368
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	52 835	54 689	56 339	57 762	58 908
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	55 386	56 880	55 991	56 976	58 460

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68	3,6	2,3	1,5	1,4	1,2
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3	2,9	3,2	-1,9	3,4	2,9
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1	4,0	7,0	-6,1	5,2	2,9
HL68A2	Agences immobilières	68.31	3,0	2,5	-3,5	5,2	3,8
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32	2,3	2,2	0,8	0,8	1,8
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)		3,3	2,0	1,7	1,2	0,9
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2	4,2	2,7	1,6	1,3	1,4
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A	3,7	2,2	2,2	1,5	1,0
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B	4,7	3,1	1,1	1,1	1,8

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
LZ	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>68</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	-0,3	-3,2	1,0	1,1	
	Demande de consommation finale		1,2	1,2	1,1	1,1	1,2	
	Demande pour investissement		0,9	-12,7	-33,5	20,4	0,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-14,7	-53,1	40,8	0,2	
	<i>ménages</i>		0,8	-12,3	-30,2	19,7	0,8	
GL68A	<b>Act. marchands de biens immo. &amp; act. immo. pour compte de tiers</b>	<b>68.1, 68.3</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	0,9	-10,1	3,6	2,5	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,6	2,5	-2,1	3,5	
	Demande pour investissement		0,9	-12,7	-33,5	20,4	0,1	
	<i>Dont : entreprises</i>		1,0	-14,7	-53,1	40,8	0,2	
	<i>ménages</i>		0,8	-12,3	-30,2	19,7	0,8	
HL68A1	<b>Activités des marchands de biens immobiliers</b>	<b>68.1</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	-15,7	-58,7	45,3	-3,7	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		0,5	-15,9	-58,4	49,7	1,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,5	-15,9	-58,4	50,1	0,7	
	<i>ménages</i>		0,5	-15,9	-58,4	49,4	1,2	
HL68A2	<b>Agences immobilières</b>	<b>68.31</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	5,4	-17,2	9,5	-1,8	
	Demande de consommation finale		0,2	-2,6	2,5	-2,1	3,5	
	Demande pour investissement		1,1	-10,7	-18,3	11,6	-0,3	
	<i>Dont : entreprises</i>		5,3	-6,5	-17,3	9,9	-1,8	
	<i>ménages</i>		1,0	-11,0	-19,8	14,1	0,8	
HL68A3	<b>Administration de biens immobiliers</b>	<b>68.32</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,8	-0,1	-6,7	1,8	3,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68I	<b>Location &amp; exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		1,3	1,4	1,2	1,2	1,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68R	<b>Location &amp; exploitation de biens immobiliers (loyers réels)</b>	<b>68.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,5	-2,4	0,7	0,9	
	Demande de consommation finale		1,0	1,0	0,9	1,0	1,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R1	<b>Location de logements (loyers réels)</b>	<b>68.20A</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		1,0	1,1	1,0	1,0	1,2	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R2	<b>Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)</b>	<b>68.20B</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,5	-2,4	0,7	0,9	
	Demande de consommation finale		0,5	-1,5	-1,1	0,6	0,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'euros								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		63 753	65 181	63 662	65 054	67 048	
	Demande de consommation finale		198 611	205 197	211 184	216 345	220 955	
	Demande pour investissement		7 852	7 381	4 688	5 962	6 126	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 527	1 386	613	908	938	
	<i>ménages</i>		6 189	5 868	3 918	4 955	5 124	
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 207	7 203	6 460	6 812	7 213	
	Demande de consommation finale		604	600	625	620	648	
	Demande pour investissement		7 852	7 381	4 688	5 962	6 126	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 527	1 386	613	908	938	
	<i>ménages</i>		6 189	5 868	3 918	4 955	5 124	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		153	138	53	81	81	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		3 094	2 785	1 088	1 714	1 780	
	<i>Dont : entreprises</i>		1 341	1 207	471	744	770	
	<i>ménages</i>		1 753	1 578	617	970	1 010	
HL68A2	Agences immobilières	68.31						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 704	1 602	1 271	1 464	1 565	
	Demande de consommation finale		604	600	625	620	648	
	Demande pour investissement		4 758	4 596	3 600	4 248	4 346	
	<i>Dont : entreprises</i>		186	179	142	164	168	
	<i>ménages</i>		4 436	4 290	3 301	3 985	4 114	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 350	5 463	5 136	5 267	5 567	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		142 160	146 938	151 109	154 754	158 024	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		56 546	57 978	57 202	58 242	59 835	
	Demande de consommation finale		55 847	57 659	59 450	60 971	62 283	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		55 160	56 958	58 736	60 245	61 543	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		56 546	57 978	57 202	58 242	59 835	
	Demande de consommation finale		687	701	714	726	740	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
LZ	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	68						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	2,6	0,9	1,2	2,0	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,8	1,3	0,9	
	Demande pour investissement		6,9	7,7	-4,5	5,6	2,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	6,5	-5,7	5,2	3,1	
	<i>ménages</i>		7,7	8,2	-4,4	5,7	2,5	
GL68A	Act. marchands de biens immo. & act. immo. pour compte de tiers	68.1, 68.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	-0,9	-0,3	1,7	3,3	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,6	1,3	0,9	
	Demande pour investissement		6,9	7,7	-4,5	5,6	2,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	6,5	-5,7	5,2	3,1	
	<i>ménages</i>		7,7	8,2	-4,4	5,7	2,5	
HL68A1	Activités des marchands de biens immobiliers	68.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	7,0	-7,0	5,2	3,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		4,0	7,0	-6,0	5,2	2,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		4,0	7,0	-6,2	5,2	2,8	
	<i>ménages</i>		4,0	7,0	-5,9	5,2	2,9	
HL68A2	Agences immobilières	68.31						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-10,8	-10,8	-4,1	5,2	8,9	
	Demande de consommation finale		3,2	2,0	1,6	1,3	0,9	
	Demande pour investissement		8,9	8,2	-4,1	5,8	2,6	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,9	2,9	-4,1	5,1	4,3	
	<i>ménages</i>		9,3	8,6	-4,1	5,8	2,5	
HL68A3	Administration de biens immobiliers	68.32						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,2	0,8	0,8	1,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68I	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		3,3	2,0	1,7	1,2	0,9	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GL68R	Location & exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	68.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	1,1	1,1	1,8	
	Demande de consommation finale		3,1	2,2	2,1	1,5	1,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R1	Location de logements (loyers réels)	68.20A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		3,1	2,2	2,1	1,5	1,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HL68R2	Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	1,1	1,1	1,8	
	Demande de consommation finale		2,7	3,5	3,0	1,1	1,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

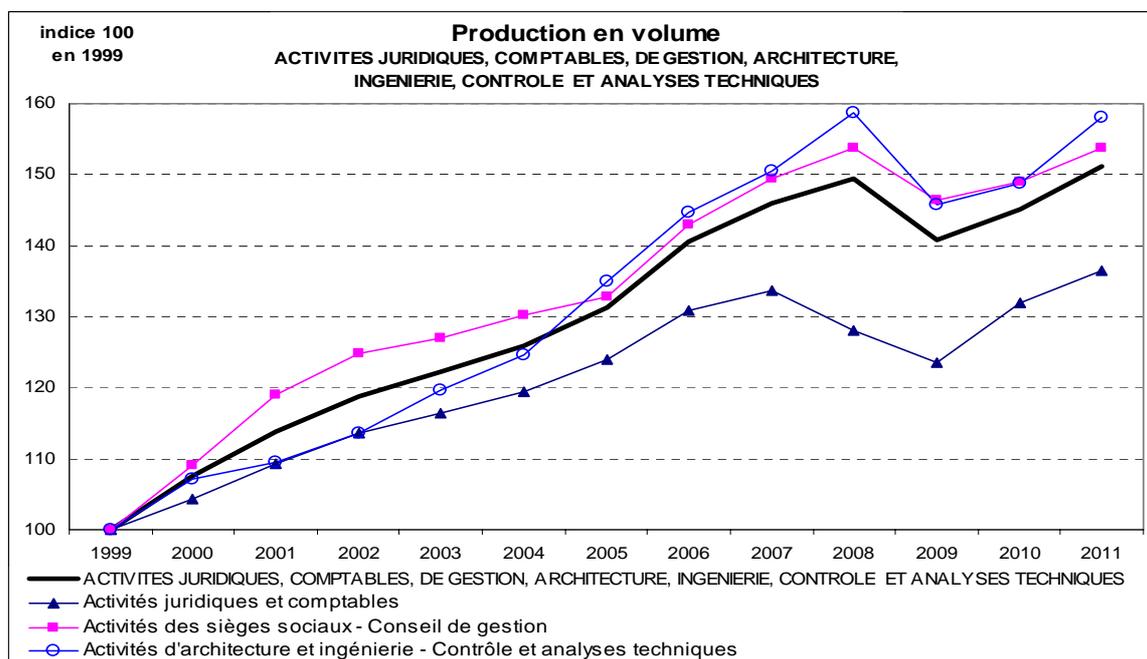
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

# MA - Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

## Année dynamique pour le conseil de gestion et l'ingénierie

En 2011, les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques poursuivent la reprise amorcée en 2010. La production accélère sa croissance : elle affiche une augmentation de 4,2 % en volume après + 2,9 % en 2010 et - 5,7 % en 2009. Ce dynamisme s'explique notamment par le renforcement de l'activité sur le marché de l'ingénierie.



Source : Comptes des Services, INSEE.

Permise par l'amélioration de la conjoncture, la reprise se confirme pour les **activités juridiques et comptables**. Après avoir été affectée dès 2008 par la crise économique et financière, avec un repli du volume de production de près de 4 % en 2008 et en 2009, l'activité de cette branche s'est distinguée par sa vitalité en 2010 (+ 7 % en volume). En 2011, sa croissance reste appréciable, quoique plus modérée (+ 3,4 %). En valeur, néanmoins, la production maintient son rythme de croissance (+ 5,5 % après + 5,8 % en 2010), les prix repartant à la hausse après deux années de recul (+ 2 % après - 1 % en 2010 et - 0,3 % en 2009).

Les activités juridiques affichent une croissance solide en 2011 (+ 5,6 % pour la production en volume), même si elle est inférieure à la reprise exceptionnelle de 2010 (+ 11 %), qui faisait suite

à deux années de contraction (- 2,9 % en 2009). L'évolution de la production en valeur reste, vigoureuse (+ 7,4 % après + 8,9 % en 2010 et - 4,5 % en 2009) : les prix, qui avaient baissé au cours des deux années précédentes (- 1,9 % en 2010 et - 1,7 % en 2009) repartent en effet à la hausse (+ 1,7 %).

Depuis 2010, les professions juridiques, en particulier les notaires, bénéficient d'un puissant soutien à leur activité avec la reprise des transactions immobilières. Après avoir baissé fortement en 2009 (- 25,6 % en valeur), l'activité immobilière dans l'ancien a augmenté de 36,4 % en 2010 et continue de progresser à un rythme élevé en 2011 (+ 20 %) : le nombre d'actes s'est sensiblement accru (+ 16 % en 2011 et + 31,8 % en 2010) tandis que les prix des logements anciens, poursuivent selon l'indice Notaire-Insee un rythme de croissance élevé (+ 6,1 % en 2011

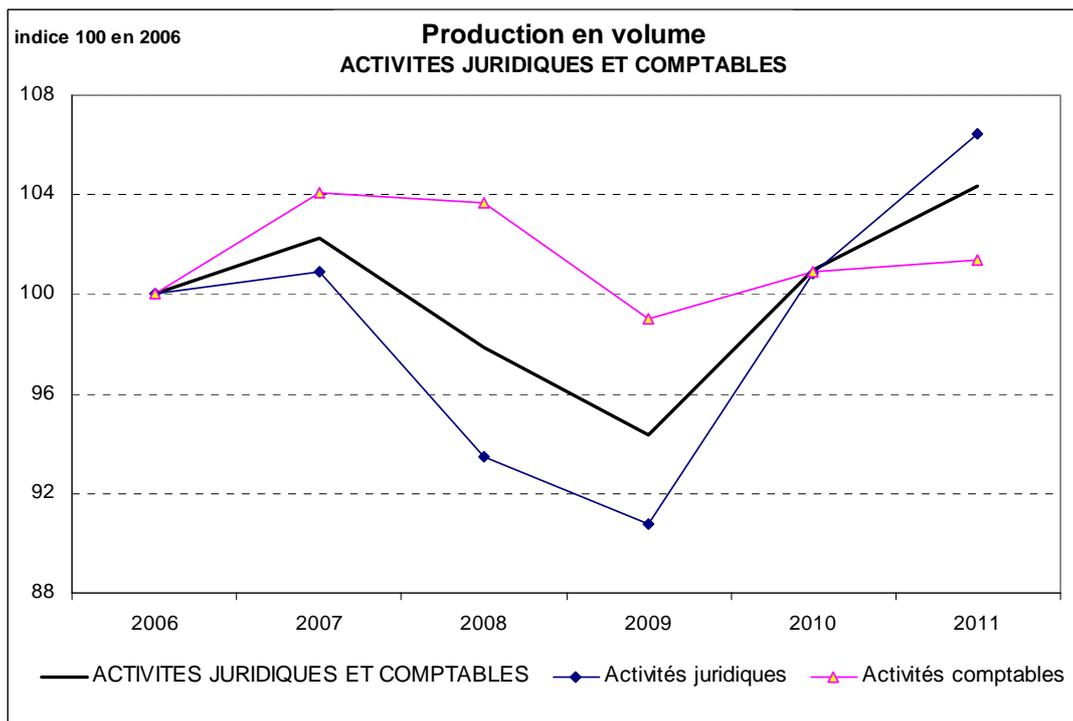
après + 6,3 % en 2010) après leur violent repli de 2009 (- 7,1 %). La consommation de services juridiques par les ménages se partage entre les prestations liées à l'acquisition d'un bien immobilier et les autres types de prestations. Les premières, qui sont pour la comptabilité nationale une composante de l'investissement des ménages augmentent de 7,6 % en volume en 2011 après + 30,5 % en 2010 (contre - 22,7 % en 2009). Mais les secondes, notamment la consommation de conseil juridique, affichent elles aussi une croissance solide, progressant de 4,1 % en volume après + 5,1 % en 2010 et - 9,3 % en 2009.

Du côté des entreprises également, la demande poursuit la reprise amorcée en 2010. Sous l'effet de l'amélioration des conditions de financement et plus généralement de la conjoncture, l'activité immobilière tertiaire est repartie à la hausse depuis 2010 en même temps que le nombre d'opérations de fusions-acquisition créant ainsi un surcroît d'activité pour les notaires et les cabinets d'affaires. L'activité des professions juridiques continue aussi d'être portée par la judiciarisation de la vie des affaires et la complexité croissante des relations contractuelles. Au total, le volume d'investissement des entreprises en services juridiques affiche une hausse notable de 8,6 % en 2011 après le rebond de 2010 (+ 18,4 % après - 17,9 % en 2009).

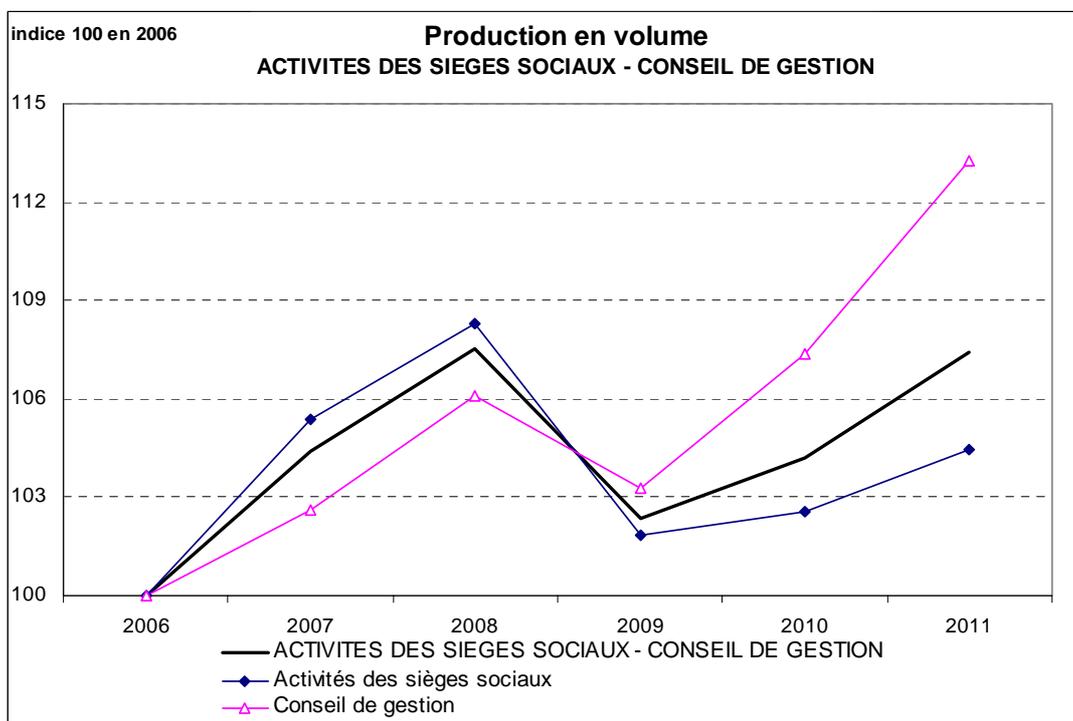
Les activités comptables, qui avaient renoué avec la croissance en 2010, enregistrent une augmentation tenue en 2011. Le volume de la production n'augmente que de 0,5 %, après + 1,9 % en 2010 et - 4,5 % en 2009. Les prix repartent sensiblement à la hausse (+ 2,5 %) alors qu'ils s'étaient stabilisés en 2010 (+ 0,1 % contre + 1,5 % en 2009). Ainsi la production en valeur accélère sa progression : elle augmente de 3 % contre + 2 % en 2010 et - 3,1 % en 2009. Principal déterminant des activités comptables, la demande des entreprises affiche les mêmes évolutions que la production.

La demande en volume des ménages avait également retrouvé une croissance positive en 2010 (+ 2,5 % contre - 4,4 % en 2009), après avoir pâti en 2009 de la conjoncture et d'une forte hausse des prix (+ 6,8 %). En 2011, elle reste atone (+ 0,4 %). Dans un contexte de hausse tarifaire (+ 2,4 %, après + 1,1 % en 2010), les dépenses des ménages augmentent, mais moins rapidement que l'année précédente (+ 2,8 % après + 3,8 % en 2010 et + 2,1 % en 2009).

Les **activités des sièges sociaux et du conseil de gestion** progressent de 3,1 % en volume en 2011, après 1,8 % en 2010. L'accélération provient surtout des activités de conseil de gestion (+ 5,5 % en volume en 2011). Celles-ci recouvrent à la fois de la gestion de communication et des conseils pour les affaires ; elles peuvent être assurées et facturées par les entreprises à la tête de groupes pour leurs filiales ou par des entreprises spécialisées (Deloitte, McKinsey, Cap Gemini consulting, PricewaterhouseCoopers, ...). Ces activités sont particulièrement sollicitées à l'occasion des restructurations ou des opérations de vente et de rachat en bourse. Or, dans le sillage de la crise de 2009, nombre d'entreprises se sont réorganisées et ont restructuré leur portefeuille, en particulier pour se désendetter. Et de grandes opérations de fusions-acquisitions, annoncées en 2010, se sont aussi concrétisées en 2011, comme le rachat de Genzyme par Sanofi-Aventis. Avec des prix en hausse de 2 %, le montant des activités des sièges sociaux et du conseil de gestion atteint 85,7 milliards d'euros en valeur en 2011, dépassant de près de 3 milliards d'euros le niveau d'avant crise en 2008.



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Comptes des Services, Insee

En 2011, les **activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques** sont marquées par une accélération sensible de la croissance après la reprise de 2010. Elles affichent une augmentation de l'activité en volume de 6,3 % après + 2,1 % en 2010 et - 6,8 % en 2009. Les prix, qui étaient en repli en 2010 après une phase de décélération entre 2007 et 2009, repartent à la hausse (+ 1,1 %). La production en valeur affiche ainsi une progression de 7,5 %. Elle renoue avec le niveau des performances enregistrées avant la crise de 2009 (+ 8,6 % en 2008 et + 7,7 % en 2006).

Les activités d'architecture et d'ingénierie s'avèrent particulièrement dynamiques. Le volume de la production augmente de 6,5 % en 2011 après + 2 % en 2010 et - 8,5 % en 2009. Cette accélération s'accompagne d'un retournement à la hausse des prix (+ 1,2 %) alors que les pressions à la baisse l'avaient emporté en 2010 (- 1 %). L'activité de la branche mesurée en valeur affiche donc une nette accélération (+ 7,5 % après + 1,1 % en 2010). Elle retrouve ainsi son dynamisme d'avant la crise (+ 8,6 % en 2008, + 7,7 % en 2007). Ce redressement est plus particulièrement imputable aux activités d'ingénierie. En 2009, elles avaient été brutalement stoppées dans leur élan par les effets de la crise. En 2011, elles bénéficient de la reprise de l'investissement. La nécessité de maintenir voire augmenter les capacités productives dans un contexte de reprise économique entraîne une augmentation des dépenses d'ingénierie des branches industrielles et construction. L'accroissement de l'intensité en ingénierie dans les processus de production favorise également l'activité de la branche. Le volume de la demande des professionnels en consommations intermédiaires augmente ainsi de 6,6 % en 2011 après + 1,2 % en 2010 et - 9,5 % en 2009. Ces deux facteurs de croissance sont renforcés par le retournement à la hausse des prix (+ 1,2 % après - 1,1 % en 2010 et + 1,7 % en 2009). La production en valeur, qui était restée atone en 2010 (+ 0,1 % contre - 8 % en 2009), progresse ainsi de 7,9 % en 2011.

Les activités d'architecture bénéficient quant à elles de la reprise de l'activité immobilière. Mais des perspectives de croissance encore incertaines et la persistance de tensions sur le pouvoir d'achat constituent des freins à un redémarrage franc de l'activité. Dans un tel contexte, la hausse des tarifs qui avait décéléré depuis 2007 avant de se stabiliser en 2010, affiche une augmentation modérée en 2011 (+ 0,9 %). Plus particulièrement, en 2011, la croissance en volume de la demande des ménages en services architecturaux ralentit (+ 3,1 % contre

+ 6 % en 2010 et - 12,6 % en 2009). Elle subit le contrecoup de la reprise de 2010. Soutenues par la hausse des prix des prestations, les dépenses des ménages s'accroissent toutefois de 4 % (+ 0,1 % en 2010 et - 11,2 % en 2009).

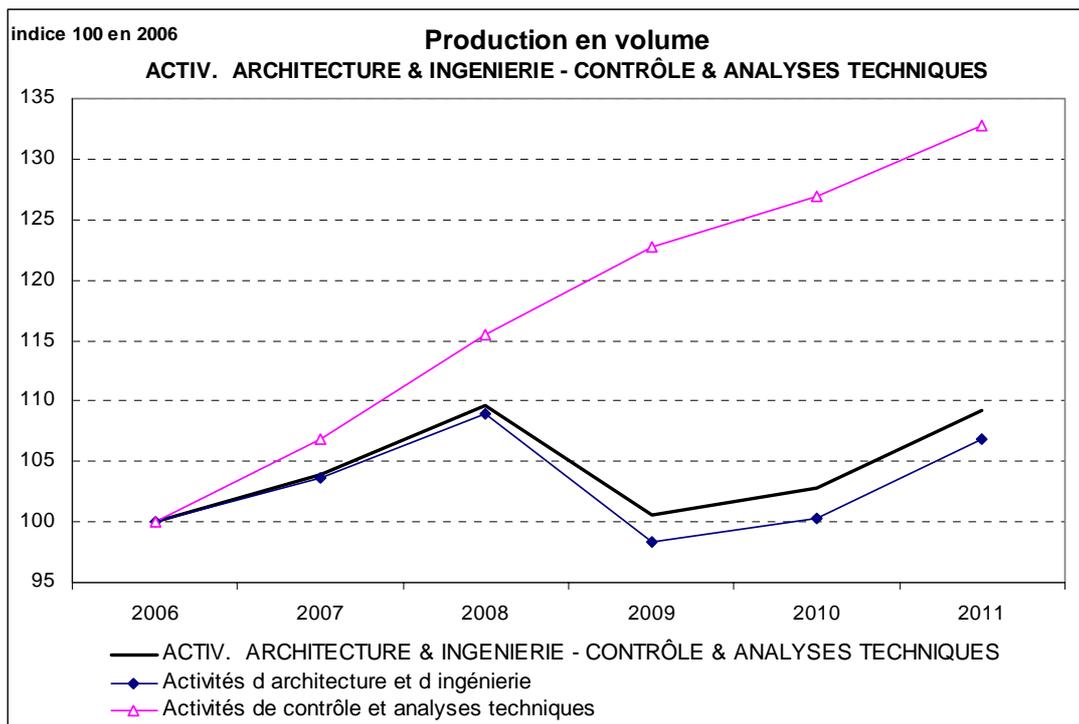
En 2011, les activités de contrôle et analyse techniques renforcent leur croissance. Après avoir ralenti depuis 2009, la production en volume accélère (+ 4,7 % contre + 3,4 % en 2010 et + 6,3 % en 2009). Les tarifs des prestations, orientés à la baisse depuis 2008, affichent en 2011 une évolution ténue mais néanmoins positive (+ 0,3 % après - 0,8 % en 2010 et - 2,9 % en 2009). Ainsi, l'accroissement de la production en valeur marqué par une décélération depuis 2008 s'intensifie (+ 5 % contre + 2,5 % en 2010 et + 3,3 % en 2009). L'évolution de la demande des entreprises en consommations intermédiaires explique l'essentiel des fluctuations de l'activité de cette branche. L'activité des opérateurs est soutenue par le renforcement des réglementations, en particulier sanitaires et environnementales. Le durcissement des réglementations et la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement constituent de puissants relais de croissance pour les activités de diagnostic.

Parallèlement, la consommation des ménages, qui recouvre les services de contrôle technique automobile, repart à la hausse en 2011. Pénalisée par le renouvellement des véhicules générés par la prime à la casse, qui a bénéficié à 1,2 millions d'acheteurs, elle affichait un repli en 2010 (- 1,3 % en volume contre + 5 % en 2009). En 2011, elle progresse de 2,6 %. Près de 21,1 millions de contrôles ont été effectués sur les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers, soit une hausse de 3,1 % par rapport à l'année précédente.

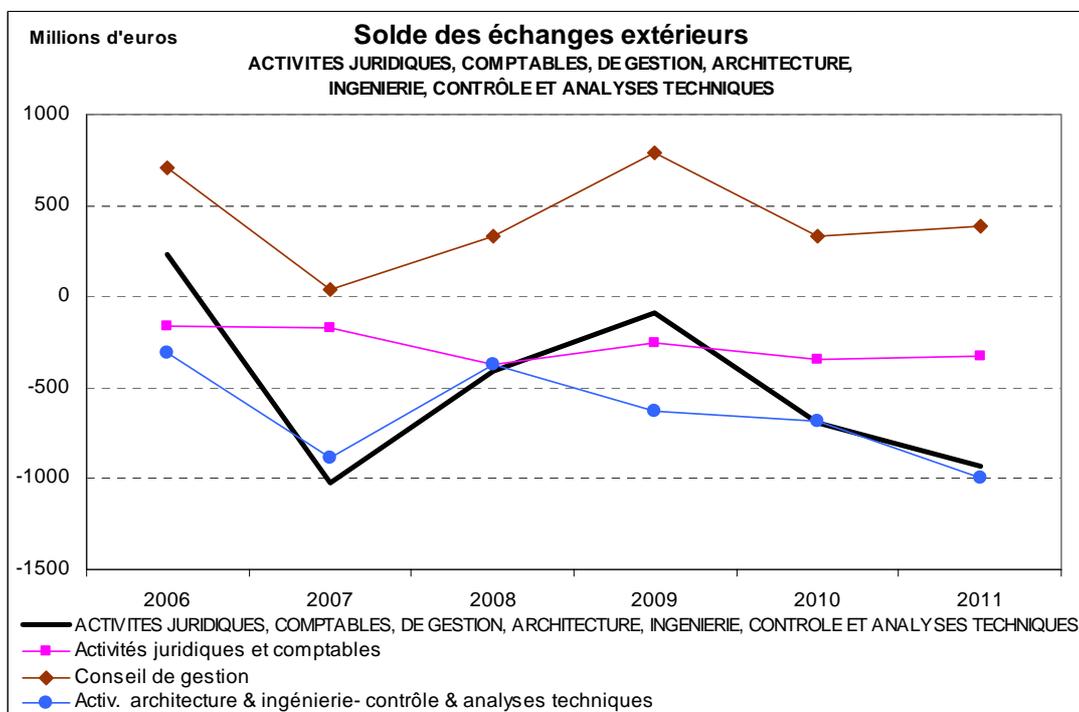
En outre, le taux de prescription de contre-visites pour les véhicules particuliers augmente légèrement par rapport à 2010. Il s'établit à 20,76 % alors qu'il était de 20,65 % en 2010. (source UTAC-OTC<sup>1</sup>). L'activité des centres de contrôle tend certes à diminuer avec l'amélioration générale du parc automobile imputable à une fiabilité accrue des modèles mis en circulation ces dernières années. Néanmoins, l'augmentation tendancielle de l'âge moyen du parc contrôlé (qui passe de 9,7 à 10,8 années entre 2000 et 2008), le renforcement de la réglementation et la hausse régulière du coût des prestations (+ 0,7 % en 2011, + 1,5 % en 2010 et + 0,6 % en 2009) sont des facteurs de soutien de l'activité. Le montant des dépenses des ménages s'était stabilisé en 2010 (+ 0,1 % après + 5,6 % en 2009). En 2011, il progresse de 3,3 %.

---

<sup>1</sup> Union Technique de l'Automobile du motocycle et du Cycle - Organisme Technique Central

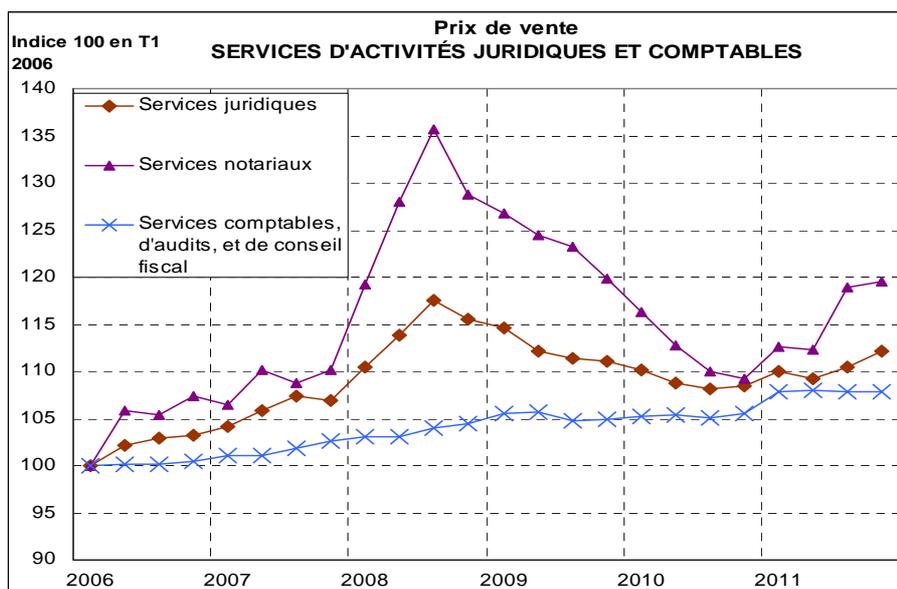


Source : Comptes des Services, Insee

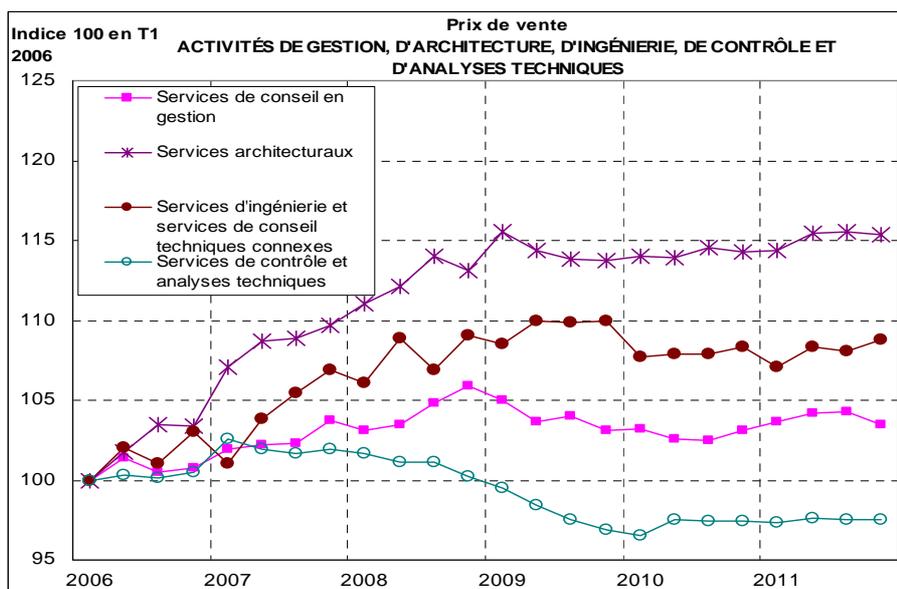


Source : Comptes des Services, Insee

## Les prix de vente



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

Les tableaux suivants incluent des données sur l'activité de **Recherche et développement marchande, niveau GM72M de la section MB**, qui fait partie des services marchands. Ces données ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire

## La production

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>3,8</b>	<b>2,3</b>	<b>-5,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,2</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>2,3</b>	<b>-4,3</b>	<b>-3,6</b>	<b>7,0</b>	<b>3,4</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	0,9	-7,3	-2,9	11,0	5,6
HM69Z2	Activités comptables	69.2	4,1	-0,4	-4,5	1,9	0,5
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>4,4</b>	<b>3,0</b>	<b>-4,8</b>	<b>1,8</b>	<b>3,1</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	5,4	2,7	-5,9	0,7	1,8
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	2,6	3,4	-2,7	4,0	5,5
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>4,0</b>	<b>5,4</b>	<b>-8,2</b>	<b>2,1</b>	<b>6,3</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	3,7	5,1	-9,7	2,0	6,5
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	6,8	8,1	6,3	3,4	4,7
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>1,4</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>3,1</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>164 820</b>	<b>173 862</b>	<b>165 049</b>	<b>169 537</b>	<b>179 612</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>33 047</b>	<b>33 264</b>	<b>31 979</b>	<b>33 849</b>	<b>35 707</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	18 578	18 570	17 736	19 319	20 741
HM69Z2	Activités comptables	69.2	14 469	14 694	14 243	14 530	14 966
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>78 568</b>	<b>82 799</b>	<b>79 518</b>	<b>81 534</b>	<b>85 716</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	52 011	54 850	52 420	53 640	55 992
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	26 557	27 949	27 098	27 894	29 724
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>53 205</b>	<b>57 799</b>	<b>53 552</b>	<b>54 154</b>	<b>58 189</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	47 915	52 134	47 702	48 157	51 892
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	5 290	5 665	5 850	5 997	6 297
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>26 270</b>	<b>27 000</b>	<b>27 162</b>	<b>27 188</b>	<b>28 131</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>MA</b>	<b>ACT. JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE &amp; ANALYSES TECHNIQUES Marchandes</b>	<b>69 à 71</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,7</b>
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>	<b>2,3</b>	<b>5,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>2,0</b>
HM69Z1	Activités juridiques	69.1	3,3	7,9	-1,7	-1,9	1,7
HM69Z2	Activités comptables	69.2	1,0	1,9	1,5	0,1	2,5
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>2,0</b>
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1	2,6	2,6	1,6	1,6	2,5
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2	1,8	1,8	-0,4	-1,0	1,0
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,1</b>
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1	3,7	3,5	1,4	-1,0	1,2
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2	2,4	-1,0	-2,9	-0,8	0,3
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>	<b>2,1</b>	<b>0,4</b>	<b>1,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,3</b>

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
MA	Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrlé & anal. tech. marchandes	69 à 71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	2,5	-5,3	2,4	3,5
	Demande de consommation finale		5,4	-1,3	-7,8	4,3	3,8
	Demande pour investissement		10,6	-2,7	-13,2	14,0	6,8
	<i>Dont : entreprises</i>		14,3	0,6	-14,8	8,1	8,2
	<i>ménages</i>		7,5	-7,0	-12,7	25,1	6,8
GM69Z	Activités juridiques et comptables	69					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	-3,3	-3,0	3,5	1,0
	Demande de consommation finale		5,8	-1,0	-9,0	4,9	3,9
	Demande pour investissement		5,6	-7,7	-13,0	27,5	7,2
	<i>Dont : entreprises</i>		2,7	-7,0	-17,9	18,4	8,6
	<i>ménages</i>		6,5	-7,9	-12,7	30,5	7,6
HM69Z1	Activités juridiques	69.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,1	-6,6	-1,3	5,3	1,5
	Demande de consommation finale		5,8	-1,1	-9,3	5,1	4,1
	Demande pour investissement		5,6	-7,7	-13,0	27,5	7,2
	<i>Dont : entreprises</i>		2,7	-7,0	-17,9	18,4	8,6
	<i>ménages</i>		6,5	-7,9	-12,7	30,5	7,6
HM69Z2	Activités comptables	69.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	-0,1	-4,5	1,9	0,5
	Demande de consommation finale		5,0	0,5	-4,4	2,5	0,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM70Z	Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,6	-5,4	2,4	3,0
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z1	Activités des sièges sociaux	70.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,7	-5,9	0,7	1,8
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM70Z2	Conseil de gestion	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	2,3	-4,4	5,8	5,4
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM71Z	Activités architecture & ingénierie- contrôle & analyses techniques	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	7,0	-6,8	1,7	6,4
	Demande de consommation finale		1,4	-4,9	5,0	-1,3	2,6
	Demande pour investissement		14,1	0,7	-13,3	6,2	6,5
	<i>Dont : entreprises</i>		16,2	1,7	-14,4	6,8	8,1
	<i>ménages</i>		11,5	-3,4	-12,6	6,0	3,1
HM71Z1	Activités d architecture et d ingénierie	71.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	7,1	-9,5	1,2	6,6
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		14,1	0,7	-13,3	6,2	6,5
	<i>Dont : entreprises</i>		16,2	1,7	-14,4	6,8	8,1
	<i>ménages</i>		11,5	-3,4	-12,6	6,0	3,1
HM71Z2	Activités de contrôle et analyses techniques	71.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,1	6,4	7,2	4,0	5,3
	Demande de consommation finale		1,4	-4,9	5,0	-1,3	2,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
MB (GM72M)	RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	2,5	-0,6	2,6	3,3
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>MA</b>	<b>Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrle &amp; anal. tech. marchandes</b>	<b>69 à 71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		140 374	147 420	140 200	143 333	150 697
	Demande de consommation finale		7 435	7 561	7 396	7 780	8 275
	Demande pour investissement		34 497	35 263	30 217	34 835	38 245
	<i>Dont : entreprises</i>		18 640	19 492	16 767	18 045	19 853
	<i>ménages</i>		13 848	13 738	11 421	14 752	16 428
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		27 390	27 141	25 932	26 372	26 925
	Demande de consommation finale		6 845	6 904	6 702	7 085	7 557
	Demande pour investissement		13 702	13 604	11 092	14 703	16 552
	<i>Dont : entreprises</i>		2 372	2 371	1 839	2 265	2 582
	<i>ménages</i>		10 995	10 885	8 888	12 066	13 635
<b>HM69Z1</b>	<b>Activités juridiques</b>	<b>69.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 389	12 880	12 131	12 301	12 431
	Demande de consommation finale		6 422	6 471	6 260	6 626	7 085
	Demande pour investissement		13 702	13 604	11 092	14 703	16 552
	<i>Dont : entreprises</i>		2 372	2 371	1 839	2 265	2 582
	<i>ménages</i>		10 995	10 885	8 888	12 066	13 635
<b>HM69Z2</b>	<b>Activités comptables</b>	<b>69.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14 001	14 261	13 801	14 071	14 494
	Demande de consommation finale		423	433	442	459	472
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		78 536	82 473	78 729	81 203	85 333
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z1</b>	<b>Activités des sièges sociaux</b>	<b>70.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		52 011	54 850	52 420	53 640	55 992
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HM70Z2</b>	<b>Conseil de gestion</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 525	27 623	26 309	27 563	29 341
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		34 448	37 806	35 539	35 758	38 439
	Demande de consommation finale		590	657	694	695	718
	Demande pour investissement		20 795	21 659	19 125	20 132	21 693
	<i>Dont : entreprises</i>		16 268	17 121	14 928	15 780	17 271
	<i>ménages</i>		2 853	2 853	2 533	2 686	2 793
<b>HM71Z1</b>	<b>Activités d architecture et d ingénierie</b>	<b>71.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28 582	31 686	29 150	29 186	31 494
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement		20 795	21 659	19 125	20 132	21 693
	<i>Dont : entreprises</i>		16 268	17 121	14 928	15 780	17 271
	<i>ménages</i>		2 853	2 853	2 533	2 686	2 793
<b>HM71Z2</b>	<b>Activités de contrôle et analyses techniques</b>	<b>71.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 866	6 120	6 389	6 572	6 945
	Demande de consommation finale		590	657	694	695	718
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		26 945	27 729	27 999	28 324	29 359
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITES JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTROLE & ANALYSES TECHNIQUES Marchandes**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
<b>MA</b>	<b>Act. juri, compta., de gest., archi., ingé., ctrle &amp; anal. tech. marchandes</b>	<b>69 à 71</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	2,4	0,5	-0,2	1,6	
	Demande de consommation finale		-0,2	3,1	6,1	0,8	2,5	
	Demande pour investissement		3,4	5,0	-1,3	1,1	2,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	4,0	1,0	-0,4	1,7	
	<i>ménages</i>		3,4	6,6	-4,8	3,2	4,3	
<b>GM69Z</b>	<b>Activités juridiques et comptables</b>	<b>69</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	2,4	-1,5	-1,7	1,1	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,9	6,7	0,8	2,7	
	Demande pour investissement		3,5	7,6	-6,3	4,0	5,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,7	7,5	-5,5	4,0	5,0	
	<i>ménages</i>		3,4	7,5	-6,5	4,0	5,0	
<b>HM69Z1</b>	<b>Activités juridiques</b>	<b>69.1</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	3,0	-4,5	-3,7	-0,4	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,9	6,7	0,7	2,7	
	Demande pour investissement		3,5	7,6	-6,3	4,0	5,0	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,7	7,5	-5,5	4,0	5,0	
	<i>ménages</i>		3,4	7,5	-6,5	4,0	5,0	
<b>HM69Z2</b>	<b>Activités comptables</b>	<b>69.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,9	1,4	0,1	2,5	
	Demande de consommation finale		0,2	1,9	6,8	1,3	2,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
<b>GM70Z</b>	<b>Activités des sièges sociaux - conseil de gestion</b>	<b>70</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,3	0,9	0,7	2,0	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
<b>HM70Z1</b>	<b>Activités des sièges sociaux</b>	<b>70.1</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,6	1,6	1,6	2,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
<b>HM70Z2</b>	<b>Conseil de gestion</b>	<b>70.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	1,8	-0,4	-1,0	1,0	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
<b>GM71Z</b>	<b>Activités architecture &amp; ingénierie- contrôle &amp; analyses techniques</b>	<b>71</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	2,6	0,9	-1,1	1,1	
	Demande de consommation finale		1,2	17,1	0,6	1,5	0,7	
	Demande pour investissement		3,3	3,5	1,8	-0,9	1,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	3,5	1,8	-1,0	1,2	
	<i>ménages</i>		3,1	3,5	1,6	0,0	0,9	
<b>HM71Z1</b>	<b>Activités d architecture et d ingénierie</b>	<b>71.1</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	3,5	1,7	-1,1	1,2	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement		3,3	3,5	1,8	-0,9	1,2	
	<i>Dont : entreprises</i>		3,4	3,5	1,8	-1,0	1,2	
	<i>ménages</i>		3,1	3,5	1,6	0,0	0,9	
<b>HM71Z2</b>	<b>Activités de contrôle et analyses techniques</b>	<b>71.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	-2,0	-2,6	-1,1	0,4	
	Demande de consommation finale		1,2	17,1	0,6	1,5	0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
<b>MB (GM72M)</b>	<b>RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE Marchande</b>	<b>72</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	0,4	1,6	-1,4	0,3	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

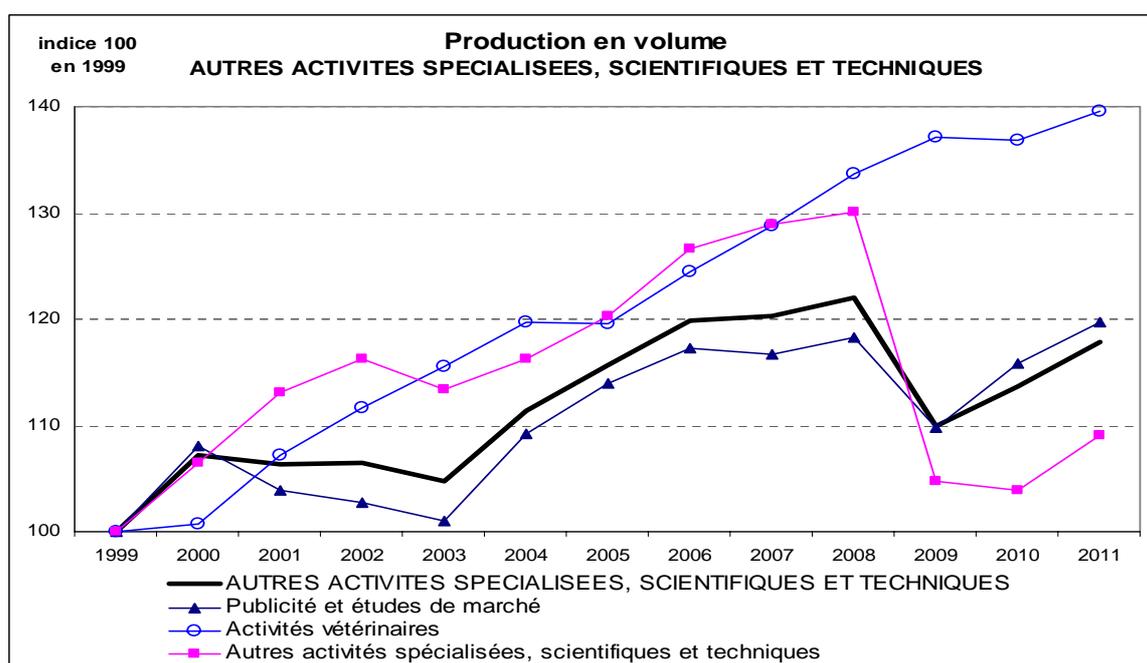
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## Section MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

### La publicité est encore en forme

En 2011, les activités spécialisées scientifiques et techniques poursuivent leur redressement après la reprise amorcée l'année précédente. La production en volume progresse de 3,6 % sur l'année (+ 3,4 % en 2010 et - 9,8 % en 2009). Tandis que l'activité publicitaire ralentit, les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques repartent à la hausse (+ 5 % en volume après - 0,9 %) à l'instar des activités vétérinaires (+ 2 % en volume après - 0,3 % en 2010).



Source : Comptes des Services, INSEE

Les activités de **publicité et des études de marché** poursuivent le redémarrage entamé en 2010 mais à un rythme moins soutenu : les volumes produits augmentent de 3,3 % en 2011 après + 5,5 % en 2010. Cette évolution résulte de la décélération de l'activité sur le marché publicitaire après le rebond enregistré en 2010. Les prix se stabilisent après deux années consécutives de baisse (+ 0,2 % après - 2,6 % en 2010 et - 4,6 % en 2009). Leur évolution compense le ralentissement de l'activité. Au total, l'accroissement de la production en valeur est marqué par une accélération (+ 3,5 % après + 2,8 % en 2010) imputable au dynamisme des activités des agences publicitaires et des études de marché et sondages

En 2011, en dépit d'un ralentissement, le marché publicitaire présente une évolution positive. Sur l'année, les dépenses des annonceurs

progressent de 1,9 % après + 3,8 % en 2010 (- 8,6 % en 2009).

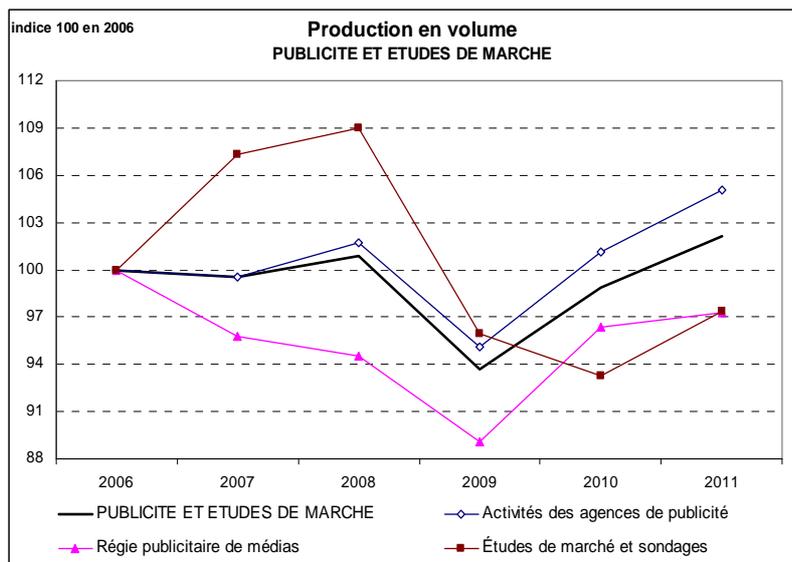
L'activité des agences de publicité se porte bien en 2011. Le volume de la production enregistre une croissance significative (+ 3,9 %) bien qu'elle se fasse à rythme moins soutenu qu'en 2010 (+ 6,3 % contre - 6,5 % en 2009). Après trois années de baisse, les prix repartent à la hausse (+ 0,6 % contre - 3 % en 2010 et - 5,1 % en 2009). Il en résulte un renforcement de la croissance de la production en valeur qui affiche un dynamisme sans précédent sur ces dernières années (+ 4,6 % contre 3,2 % en 2010 et - 11,3 % en 2009).

L'activité en volume des régies publicitaires des médias est marquée par un ralentissement net après le rebond exceptionnel de 2010 consécutif à trois années de contraction. Elle

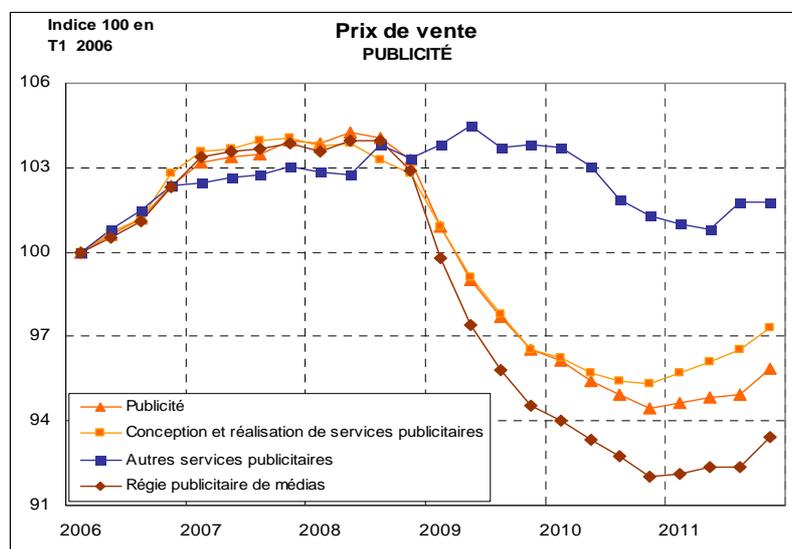
progressé de 1 % en 2011 contre + 8,2 % l'année précédente et - 5,8 % en 2009. Dans ce contexte, la pression à la baisse sur les prix se poursuit (- 0,7 % après - 4,1 % en 2010 et - 7,5 % en 2009). Au total, la reprise s'avère lente. La production en valeur affiche une croissance ténue de 0,3 % (contre + 3,8 % en 2010 et - 22,8 % en 2009).

La situation varie cependant selon les médias. La principale contribution à la hausse provient d'Internet avec le display qui voit ses recettes publicitaires progresser de 14 %, tandis que le mobile réalise la meilleure performance (+ 37,5 %), devant le cinéma (+ 16,5 %). La télévision reste néanmoins en tête des supports de communication avec 13,1 % des parts de marché. Elle enregistre une progression de 1,4 % des dépenses de communication des annonceurs. La presse marque encore le pas avec une baisse des investissements de 3 % (- 1 % en 2010), notamment sur le volet presse gratuite d'annonces qui enregistre une fois de plus une baisse importante des investissements (- 18,8 % après - 12,7 % en 2010 et - 17,2 % en 2009). (Source IREP – France Pub 2011)

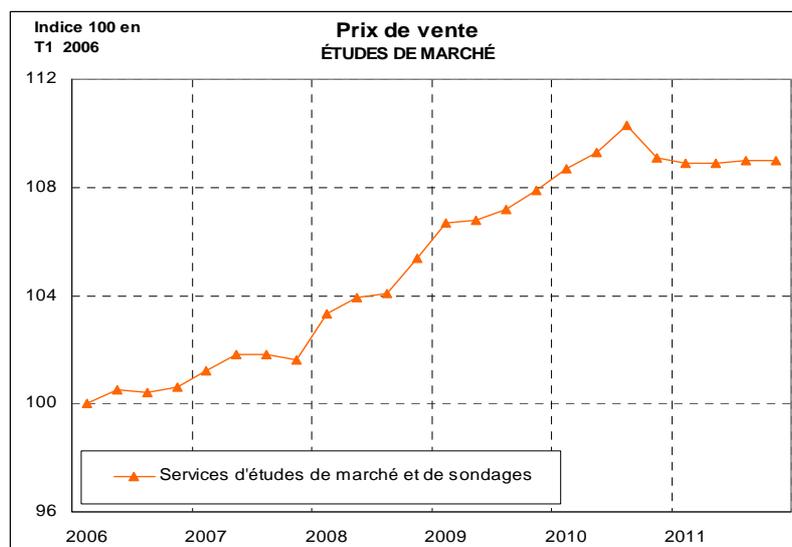
L'activité de la branche études de marché et sondages renoue avec la croissance en 2011. La production augmente de 4,4 % en volume après - 2,7 % en 2010 et - 12 % en 2009. Cette embellie est modérée par le recul des tarifs. Les pressions à la baisse l'emportent en 2011 (- 0,4 %), alors que les prix avaient poursuivi leur progression dans un climat d'affaires délétère les années précédentes (+ 2 % en 2010, + 2,9 % en 2009). Après deux années consécutives de recul, la production en valeur progresse toutefois de 4 % sur l'année (- 0,8 % en 2010 et - 9,5 % en 2009).



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

En 2011, après avoir été particulièrement affectées par la crise de 2009 avec deux années consécutives de contraction, les **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** renouent avec la croissance : la production en volume augmente de 5 % contre - 0,9 % en 2010 et - 19,1 % en 2009. La consommation des ménages qui concerne les services photographiques poursuit sa contraction (- 0,6 % après - 6,6 % en 2010 et - 3,1 % en 2009) mais l'activité de la branche dans son ensemble bénéficie de la reprise de la demande des entreprises en consommations intermédiaires (+ 5,6 % après + 0,3 % en 2010 et - 16,5 % en 2009). L'augmentation des prix reste dans la ligne des années précédentes (+ 1,8 % après + 1,7 % en 2010 et + 1,5 % en 2009). La production en valeur de la branche affiche ainsi une croissance particulièrement allante (+ 6,7 % après + 1,1 % en 2010). L'accélération sensible de l'activité dans les branches d'activités spécialisées de design, et des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a. profite à l'activité de l'ensemble de la branche.

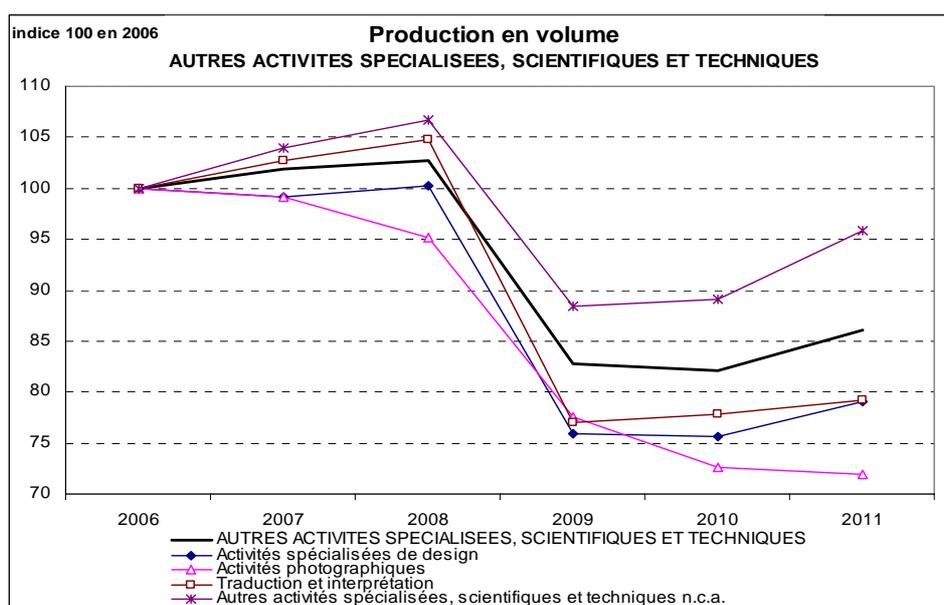
Le volume de la production des activités spécialisées de design repart à la hausse en 2011 (+ 4,5 %) après avoir pâti de la conjoncture économique en 2009 et jusqu'en 2010 (respectivement - 24,3 % et - 0,2%). Cette reprise conjuguée à une hausse des prix de 2 % entraîne une accélération sensible de la production en valeur et conforte le retour à la hausse après une situation désastreuse en 2009 (+ 6,6 % en 2011 après + 1,4 % en 2010 et - 23,2 % en 2009).

En 2011, le volume de la production des activités photographiques ralentit sa contraction : il baisse de 1,1 % après - 6,4 % en 2010 et - 18,4 % en

2009. La hausse des prix même modérée (+ 0,7 % contre + 3,3 %) permet aux dépenses des ménages de se stabiliser pour la première fois en trois ans (+ 0,1 % contre - 3,5 % en 2010 et - 1,9 % en 2009). Elle ne compense toutefois pas entièrement la baisse en volume de la demande de consommations intermédiaires bien que celle-ci ralentisse fortement (- 1,4 % après - 16,6 % en 2010). Les dépenses des professionnels se réduisent ainsi de 0,5 % (- 14,2 % en 2010). Au total, la production en valeur enregistre un nouveau repli (- 0,4 %). Celui-ci est cependant moins prononcé que les années précédentes (- 4,3 % en 2010 et - 13,4 % en 2009). En cinq ans, la production de la branche aura perdu près du quart de sa valeur (- 22,9 %) pénalisée par le développement de la technologie numérique et les changements de comportement des consommateurs.

Après avoir renoué avec la croissance en 2010, l'activité en volume de la branche traduction et interprétation se renforce en 2011 : elle progresse de + 1,8 % après + 1 % en 2010 et - 26,1 % en 2009. La hausse des prix (+ 1,9 %) conforte cette embellie : la production en valeur affiche une hausse notable de 3,5 % (+ 2,7 % en 2010).

Le volume de la production des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs enregistre une des plus fortes progressions des services marchands. Après avoir chuté en 2009 (- 17,1 %), elle avait affiché une croissance ténue en 2010 (+ 0,8 %). En 2011, les volumes produits augmentent de 7,6 %. Les prix progressant de 1,9 %, la production en valeur enregistre une hausse particulièrement vigoureuse (+ 9,7 % après + 2,4 % en 2010).



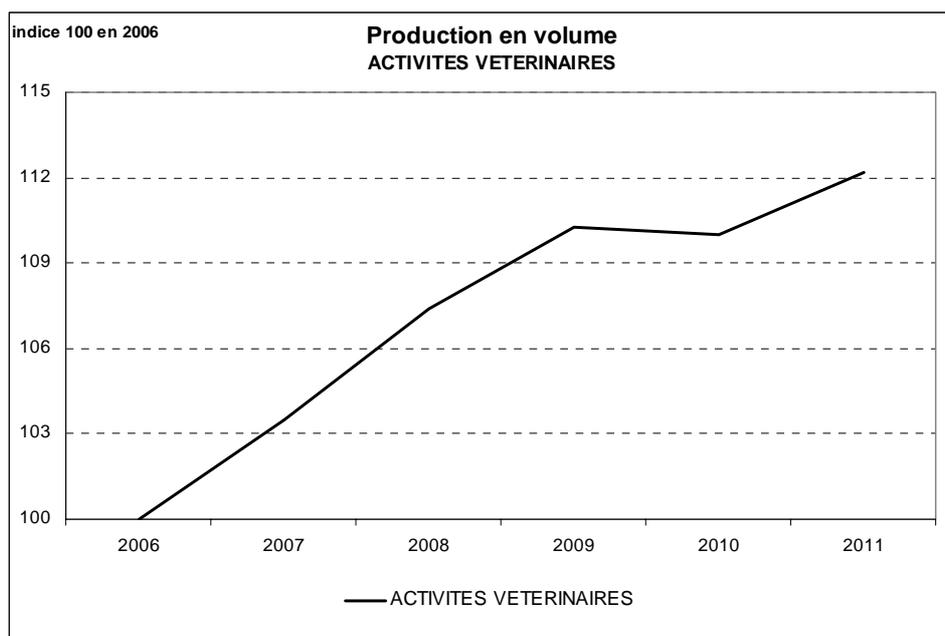
Source : Comptes des Services, Insee

Le volume d'activité des **services vétérinaires** repart à la hausse en 2011 (+ 2 %) après un léger repli en 2010 (- 0,3 % en 2010 contre + 2,7 % en 2009). La progression des prix poursuit néanmoins son ralentissement. Elle passe sous le seuil des 2 % (+ 1,7 % contre + 2,2 % en 2010 et 2,7 % en 2009). Au total, la croissance de la production en valeur accélère (+ 3,8 % après + 1,9 %) mais elle s'effectue à un rythme plus lent qu'au cours des années précédentes (+ 4,9 % en 2009, + 6,6 % en 2008).

La demande des ménages en services vétérinaires avait jusque là contribué à soutenir l'activité de la branche. En 2011, elle affiche pour la première fois une contraction tant en volume (- 2 % contre + 1,2 % en 2010) qu'en valeur (- 0,3 % contre + 3,4 % en 2010). La consommation des ménages en services vétérinaires a connu une forte hausse ces dix dernières années avec la médicalisation croissante des animaux de compagnie. Elle n'a cessé d'augmenter depuis 2000 en dépit même de la crise économique et des tensions sur le

pouvoir d'achat. Mais en 2011, ces dépenses s'essouffent. Le recul du nombre de chiens dans les foyers explique en partie ce phénomène (- 1 million en 7 ans)<sup>1</sup>. La part de la population féline tend à augmenter au détriment de la canine, dont les frais d'entretien sont relativement plus élevés.

Après une année 2010 en demi-teinte, l'embellie de la branche des activités vétérinaires en 2011 s'explique par la dynamique positive de la demande des éleveurs. La fin de la campagne de vaccination obligatoire et gratuite des cheptels<sup>2</sup> en mars 2010 avait contribué inévitablement à la baisse des dépenses des professionnels après deux années de forte hausse (- 4,3 % en 2010 contre + 13,4 % en 2009 et + 13,5 % en 2008). Mais soutenue par le développement de politiques sanitaires préventives, et renforcée par un effet « rebond », la consommation en volume de services vétérinaires par les éleveurs a renoué avec la croissance et progressé à un rythme élevé en 2011 (+ 19,9 % après - 6,3 %)



Source : Comptes des Services, Insee

<sup>1</sup> Source TNS-SOFRES 2010.

<sup>2</sup> Depuis avril 2010, la vaccination des troupeaux s'effectue sur la base du volontariat et sans obligation de recours à un vétérinaire.

## La production

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	0,4	1,3	-9,8	3,4	3,6
GM73Z	Publicité et études de marché	73	-0,4	1,3	-7,1	5,5	3,3
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	-0,5	2,2	-6,5	6,3	3,9
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	-4,2	-1,3	-5,8	8,2	1,0
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	7,3	1,5	-12,0	-2,7	4,4
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	1,8	0,9	-19,4	-0,9	5,0
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	-0,9	1,2	-24,3	-0,2	4,5
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	-0,8	-4,1	-18,4	-6,4	-1,1
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	2,7	2,1	-26,6	1,0	1,8
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	3,9	2,7	-17,1	0,7	7,7
GM75Z	Activités vétérinaires	75	3,5	3,7	2,7	-0,3	2,0

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	30 139	30 803	27 064	27 675	28 884
GM73Z	Publicité et études de marché	73	19 872	20 124	17 832	18 325	18 971
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	12 583	12 799	11 353	11 713	12 249
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	4 657	4 585	3 998	4 150	4 162
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	2 632	2 740	2 481	2 462	2 560
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	8 237	8 516	6 963	7 037	7 513
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	1 507	1 565	1 202	1 219	1 299
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	1 770	1 731	1 430	1 383	1 378
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	625	655	489	502	521
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	4 335	4 565	3 842	3 933	4 315
GM75Z	Activités vétérinaires	75	2 030	2 163	2 269	2 313	2 400

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
MC	AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	73 à 75	2,3	0,8	-2,6	-1,1	0,7
GM73Z	Publicité et études de marché	73	2,2	0,0	-4,6	-2,6	0,2
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11	2,4	-0,5	-5,1	-3,0	0,6
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12	2,1	-0,2	-7,5	-4,1	-0,7
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2	1,0	2,5	2,9	2,0	-0,4
GM74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74	2,5	2,5	1,5	2,0	1,7
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1	2,9	2,6	1,5	1,7	2,0
HM74Z2	Activités photographiques	74.2	0,0	1,9	1,3	3,3	0,7
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3	2,8	2,7	1,7	1,6	2,0
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9	3,3	2,6	1,5	1,6	1,9
GM75Z	Activités vétérinaires	75	2,9	2,7	2,2	2,2	1,7

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES								
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
en %								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	<b>73 à 75</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	3,6	-9,4	3,5	2,9	
	Demande de consommation finale		2,5	-0,6	-1,0	-1,9	-1,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>73</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,3	4,0	-7,0	5,0	1,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,2	6,4	-6,4	5,5	1,2	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,4	-1,3	-5,7	8,2	1,0	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,3	1,5	-12,0	-2,7	4,4	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>74</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	2,3	-16,5	0,3	5,6	
	Demande de consommation finale		0,6	-4,0	-3,1	-6,6	-0,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	1,2	-22,7	-0,5	5,1	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z2	Activités photographiques	74.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,7	-6,1	-45,4	-16,6	-1,4	
	Demande de consommation finale		0,6	-4,0	-3,1	-6,6	-0,6	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	3,1	-21,0	3,1	1,7	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,2	3,3	-11,9	0,9	6,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	<b>75</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	13,4	13,4	-6,3	19,9	
	Demande de consommation finale		3,9	1,9	0,4	1,2	-2,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	<b>73 à 75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		29 007	30 299	26 740	27 295	28 310
	Demande de consommation finale		2 947	2 999	3 022	3 043	3 038
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		20 628	21 466	19 138	19 567	19 939
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 320	14 113	12 591	12 880	13 134
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 676	4 613	4 066	4 225	4 245
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 632	2 740	2 481	2 462	2 560
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>74</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 051	8 451	7 160	7 305	7 855
	Demande de consommation finale		1 245	1 218	1 195	1 153	1 154
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 469	1 526	1 198	1 212	1 299
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z2	Activités photographiques	74.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		477	458	253	217	216
	Demande de consommation finale		1 245	1 218	1 195	1 153	1 154
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		754	795	637	659	683
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 351	5 672	5 072	5 217	5 657
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	<b>75</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		328	382	442	423	516
	Demande de consommation finale		1 702	1 781	1 827	1 890	1 884
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %						
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
MC	<b>AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>	73 à 75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	0,8	-2,6	-1,4	0,8	
	Demande de consommation finale		1,7	2,4	1,8	2,6	1,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM73Z	<b>Publicité et études de marché</b>	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	0,1	-4,2	-2,6	0,4	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z1	Activités des agences de publicité	73.11						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	-0,4	-4,7	-3,0	0,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z2	Régie publicitaire de médias	73.12						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	0,0	-6,5	-4,0	-0,5	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM73Z3	Études de marché et sondages	73.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	2,5	2,9	2,0	-0,4	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM74Z	<b>Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	74						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	2,6	1,5	1,7	1,8	
	Demande de consommation finale		0,0	1,9	1,3	3,3	0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z1	Activités spécialisées de design	74.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	2,7	1,5	1,7	2,0	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z2	Activités photographiques	74.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	2,2	1,2	2,8	0,9	
	Demande de consommation finale		0,0	1,9	1,3	3,3	0,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z3	Traduction et interprétation	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,3	1,4	0,3	1,9	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HM74Z4	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	74.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,5	2,6	1,5	1,9	1,8	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GM75Z	<b>Activités vétérinaires</b>	75						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	2,7	2,1	2,2	1,8	
	Demande de consommation finale		2,9	2,7	2,2	2,2	1,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

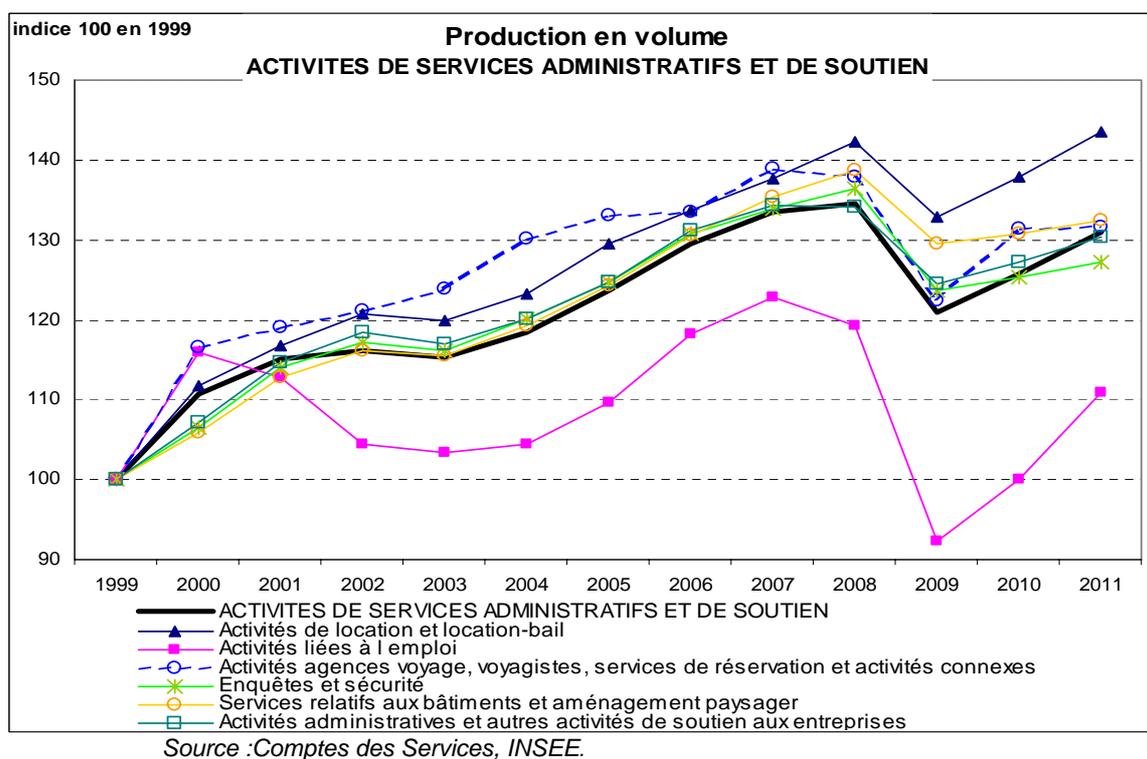
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

# NZ - Activités de services administratifs et de soutien

## Reprise confirmée pour les services administratifs et de soutien

En 2011, la production en volume des services administratifs et de soutien augmente de 4,2 %, après + 3,8 % en 2010. La location de véhicules et d'équipements (+ 4,1 %) est portée par la demande des entreprises, de même que l'intérim (+ 10,9 %), dont le redressement se poursuit après la chute de 2009. Seule la croissance de la production des agences de voyages, voyagistes et services de réservation stagne : + 0,3 % en 2011, après + 7,0 % en 2010. Dans ce contexte globalement favorable, l'évolution des prix des services administratifs et de soutien accélère légèrement (+ 1,8 % en 2011, après + 1,3 % en 2010).



En 2011, la production en volume des **activités de location et location-bail** augmente de 4,1 %. Cette croissance prolonge celle enregistrée en 2010, qui marquait la reprise de l'activité de cette branche après la forte contraction de 2009 (- 5,4 %). Avec une augmentation des prix de 1,9 %, la production en valeur progresse de 6 % et, avec 65 milliards d'euros, dépasse largement les niveaux atteints avant la crise de 2009.

La production en volume de la location et location-bail de véhicules automobiles renoue avec la croissance en 2011. Elle progresse de 3,6 % après avoir connu une forte chute en 2009 (- 7,9 %) et une stagnation en 2010 (- 0,1%). Cette relance va de pair avec la reprise de la consommation finale des ménages qui augmente

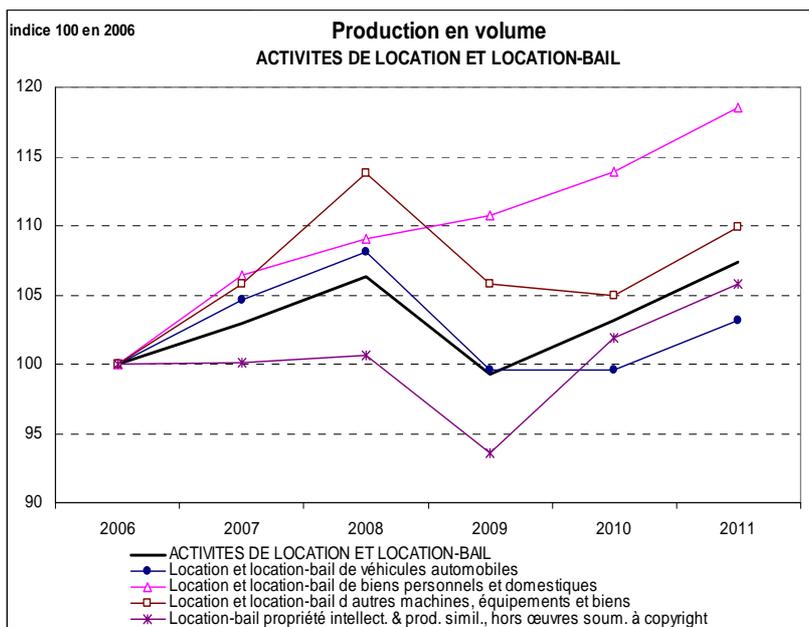
de 5,1 % tandis qu'elle avait chuté de 2 % en 2010. La consommation des entreprises croît également (+ 3,4 %). La hausse des prix de 2,2 % permet une hausse de 5,9 % de la production en valeur qui atteint les 11,5 milliards d'euros.

La production en volume de la location et location-bail de biens personnels et domestiques poursuit sa progression en 2011. Elle augmente ainsi de 4,1 % alors qu'elle était déjà la seule activité de location à ne pas avoir connu de baisse en 2009 (+ 1,6 %). La consommation des entreprises rebondit sensiblement en 2011 (+ 6,8 %) après avoir légèrement diminué en 2010 (- 0,9 %). La consommation des ménages continue d'augmenter depuis 2010. Elle croît ainsi de 4,1 % en 2011. Avec une hausse des prix de 2,3 %, la

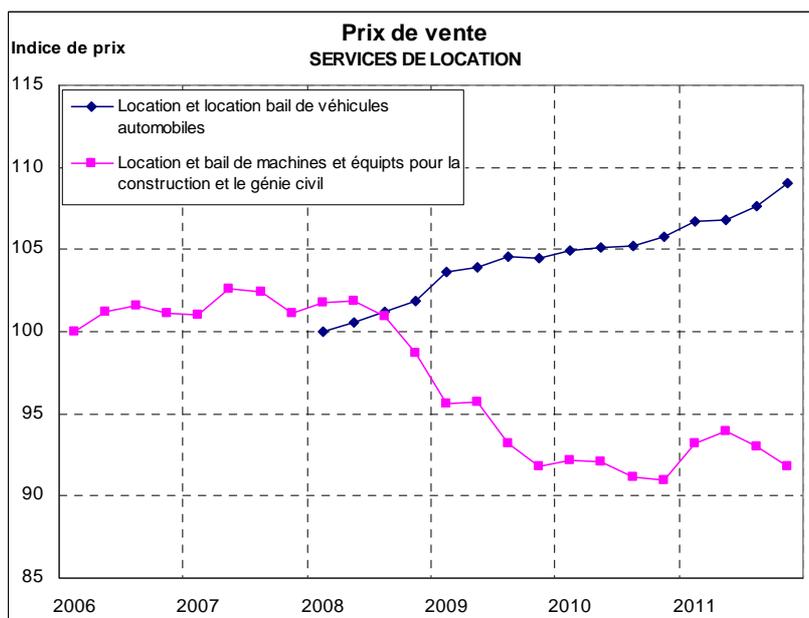
production en valeur de 4,1 milliards d'euros connaît un essor de 6,5 %.

La production en volume de la location et location-bail d'autres machines, équipements et biens rebondit en 2011. Après avoir subi des baisses successives de 7 % en 2009 et de 0,8 % en 2010, elle se redresse avec une croissance de 4,7 % en 2011. Ce sont les exportations de la branche qui connaissent un regain d'activité avec une augmentation de 4,4 % après des chutes brutales en 2009 et 2010 de respectivement - 17,1 % et - 10,5 %. *A contrario*, les importations essuient leur première baisse depuis 2009 avec - 2,3 %. Avec une hausse des prix de 1,6 %, la production en valeur de 18,9 milliards d'euros augmente de 6,4 %.

La location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright est l'activité qui pèse le plus dans la location et location-bail. Sa production en volume augmente de 3,8 % mais elle est moins dynamique qu'en 2010 (+ 8,9 %). La consommation des entreprises stagne (+ 0,3 %) après avoir fortement augmenté de 8,4 % en 2010. Les exportations continuent de croître en 2011 (+ 11,8 %) tandis que les importations connaissent leur première baisse depuis 2009 (- 3 %). Avec une hausse des prix de 1,9 %, la production en valeur progresse de 5,8 %. Elle dépasse la barre des 30 milliards d'euros pour la première fois en cinq ans.



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

En 2011 la production en volume des **activités liées à l'emploi** continue de croître (+ 10,9 %). Elle avait déjà connu une forte hausse en 2010, après la très forte chute de 2009 (- 20,4 %). Les prix, de leur côté, progressent de 2,1 % en 2011.

La principale composante de cette branche est le travail temporaire. Le nombre d'équivalent-emplois à temps plein progresse en moyenne de 12,9 % entre 2010 et 2011. Derrière cette évolution moyenne positive, se cache une dynamique plus complexe : après la violente contraction enregistrée en 2008 et au début 2009, l'intérim redémarre dès le deuxième trimestre 2009, bénéficiant notamment de la reprise de l'activité dans l'industrie, son plus gros client. Il décélère ensuite progressivement en 2010. Les deux derniers trimestres 2011 marquent même un repli de l'activité ; en glissement, le nombre d'intérimaires en équivalents-emplois à temps plein progresse de 21,8 % entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011, mais de 0,9 % entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2011.

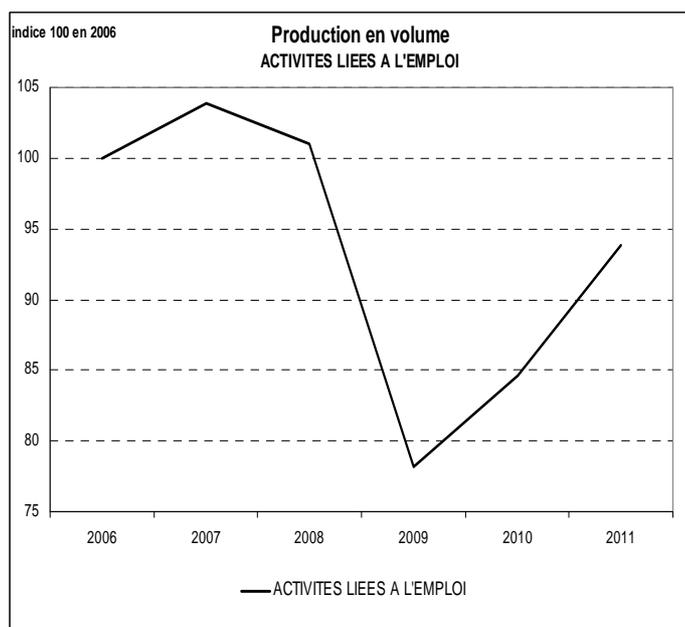
Dans la construction, l'emploi intérimaire, qui avait reculé légèrement au dernier trimestre 2010, rebondit sensiblement au premier trimestre 2011 avec 3 500 postes supplémentaires. Il poursuit son redressement jusqu'au troisième trimestre 2011 pour atteindre un taux de recours à l'intérim de 8,1 %, un niveau qui n'avait plus été observé depuis le premier trimestre 2008.

Après une bonne reprise en 2010, la production des **agences de voyages, voyagistes, services de réservation et autres activités connexes** est restée stable en volume en 2011 : + 0,3 %. Les agences de voyage bénéficient de la reprise dans le tourisme, mais les autres services de réservation sont à la peine.

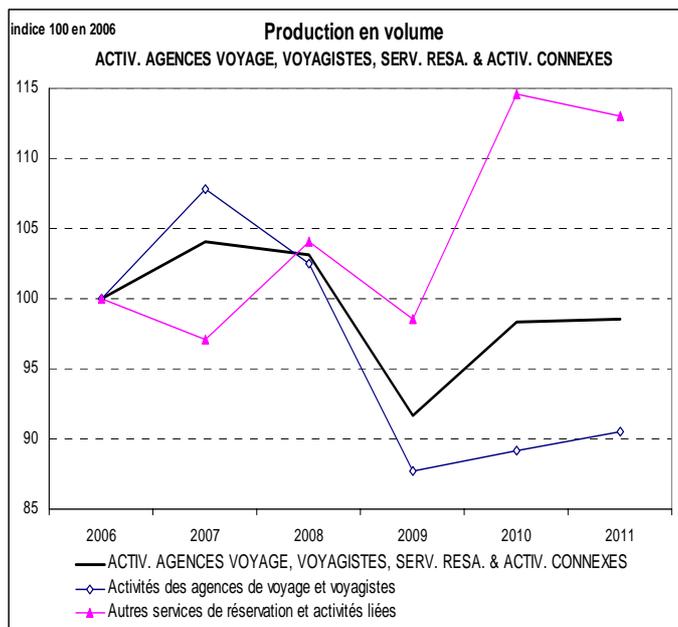
Les agences de voyages et voyagistes, qui avaient particulièrement souffert de la crise en 2009, reprennent un peu de couleur en 2011 : la production en volume augmente de + 1,5 %. Pour la première fois depuis 2008, les prix sont en hausse (+ 1,8 %). Le chiffre d'affaires de la branche s'établit ainsi à 4,5 milliards d'euros, soit 3,4 % de plus qu'en 2010. Cependant, il ne retrouve pas le niveau d'avant la crise (5,2 milliards en 2008).

D'après le Cercle d'Etudes des Tours Opérateurs français (CETO), les vols secs continuent à prendre le pas sur les voyages à forfait. Les voyages vers la France et les longs courriers sont en augmentation, tandis que les moyens-courriers pâtiennent, entre autres, des événements politiques récents dans les pays arabes méditerranéens ("printemps arabes").

L'activité des autres services de réservation et activités liées a reculé en 2011 : - 1,4 % de production en volume, tandis que l'année précédente avait été excellente. Les prix sont en hausse de 1,7 %, et permettent au chiffre d'affaires de la branche de se maintenir (+ 0,3 %).



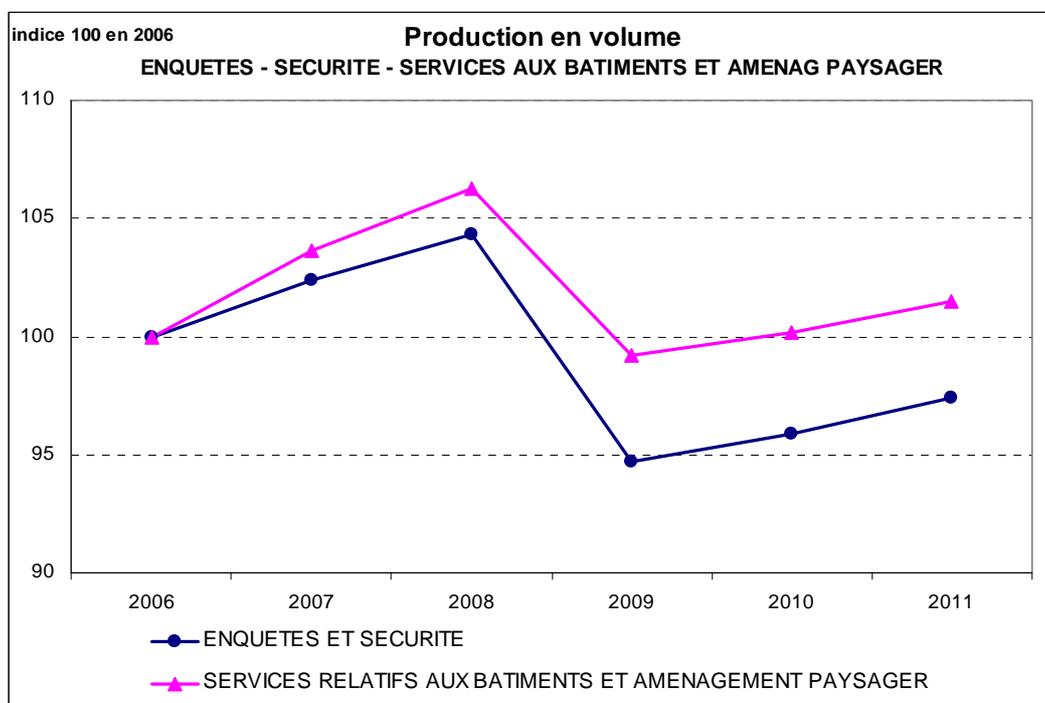
Source : :Comptes des Services, Insee



Source : :Comptes des Services, Insee.

La production des services de la branche **enquêtes et sécurité** augmente de +1,6 % en volume en 2011 après 1,3 % en 2010. La hausse des prix de la branche, de 1,9 %, entraîne une croissance de 3,5 % de la production en valeur, qui s'établit à 8 milliards d'euros en 2011. Ce niveau reste inférieur au pic de 2008 (8,3 milliards d'euros). De fait, les résultats sont freinés par deux facteurs : l'électronique continue de se substituer progressivement aux activités humaines, pour les transferts de fonds comme pour la surveillance, réduisant ainsi le volume d'activité, et le prix des prestations reste contenu dans cette branche professionnelle très concurrentielle. Le chiffre d'affaires des « *activités liées aux systèmes de sécurité* » bénéficie néanmoins de l'essor de la vidéo surveillance dont les progrès technologiques sont réguliers (caméras de haute définition et image en 3D). Il est, en outre, soutenu par l'évolution du contexte réglementaire : sur le marché du contrôle d'accès résidentiel, les modalités d'application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances relatives à l'accessibilité des personnes handicapées obligent les bailleurs à positionner des accès vidéo dans les bâtiments d'habitation collectifs neufs. La loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 rend par ailleurs obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation dans les 5 ans.

Avec une croissance de la production de seulement +1,3 % en volume, après la quasi-stagnation de 2010 (+0,9 %), l'activité des **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager** peine à redémarrer après la contraction de 2009 (-6,6 %). Ce diagnostic diffère quelque peu des analyses présentées en 2011 : la révision des comptes provisoires des années 2009 et 2010 (voir annexe) met, en effet, en évidence l'importance de la récession que la branche a connue en 2009 et, a contrario, réévalue la croissance de 2010. Dans tous les cas, la branche reste nettement en dessous du rythme soutenu observé sur la période 2003-2008 (près de 4 % par an). La demande reste atone, tandis que la forte concurrence régnant dans ce secteur relativement peu concentré et composé d'entreprises de taille souvent modeste, tend à peser sur les prix (+0,6 % en 2011, alors qu'ils progressaient de près de 3 % par an de 2007 à 2009).



Source : :Comptes des Services, Insee

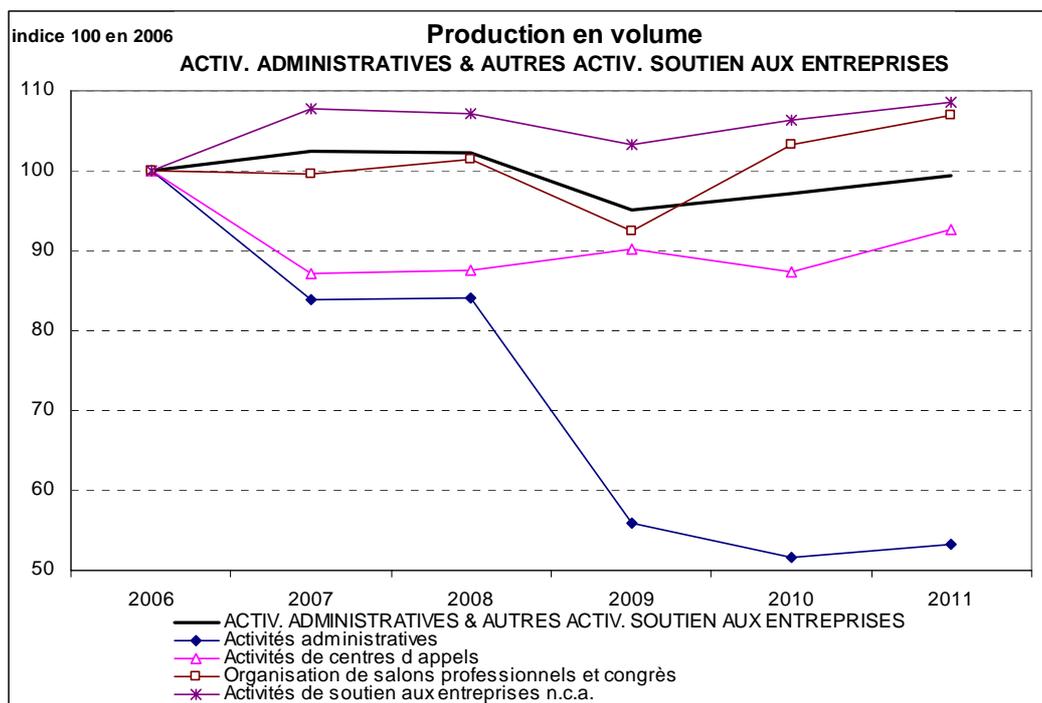
En 2011, les **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** poursuivent leur redressement : la production augmente de + 2,5 % en volume, après un résultat de + 2,1 % en 2010 qui suivait le fort recul de 2009 (- 7,5 %). Les quatre composantes de la branche connaissent des évolutions assez comparables. Son déficit des échanges extérieurs reste au niveau des deux dernières années : il est de - 1,8 milliards d'euros en 2011, après - 1,7 milliards en 2010 et - 1,8 milliards en 2009

Les activités administratives, qui connaissent encore, l'année précédente, quelques difficultés (- 7,8 % en volume), repartent en 2011 à + 3,1 %, profitant de l'amélioration générale de l'activité des entreprises.

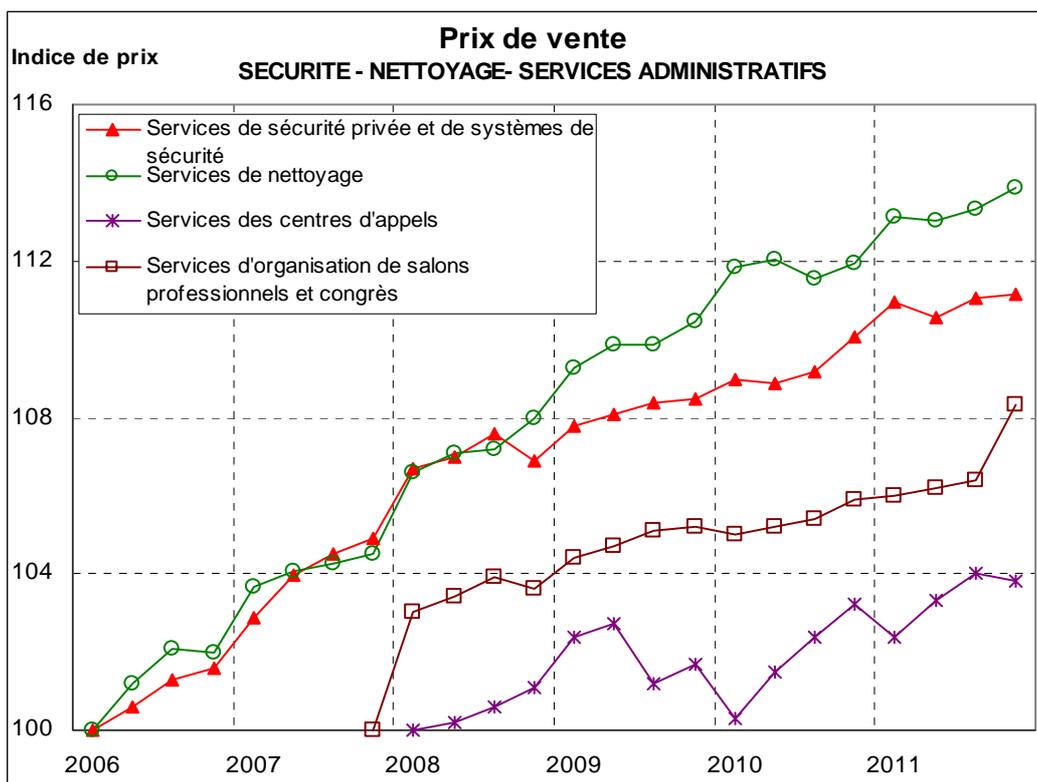
De même, les activités de centre d'appels se redressent (+ 5,9 % en volume), alors qu'elles baissaient en 2010 (- 3,1 %). De fait, ces centres de contacts restent un facteur important pour la compétitivité des entreprises, mais l'âpreté de la concurrence et la pression des donneurs d'ordre sur les prix entraînent un recours fréquent à l'externalisation hors des frontières ('offshoring').

Les services d'organisation de salons professionnels et congrès enregistrent une progression de + 3,4 % en volume. Après une phase défavorable en 2009, cet outil de communication a rapidement retrouvé son niveau d'avant la crise. En 2011, le nombre d'exposants est légèrement en hausse, alors qu'en 2010 il était stable, et les chiffres des visites des salons grand public et des salons professionnels sont positifs. La fréquentation des foires continue à baisser, mais sans affecter les résultats, et le nombre de participants dans les congrès est toujours en recrudescence selon la Fédération des salons, congrès et événement (FSCEF).

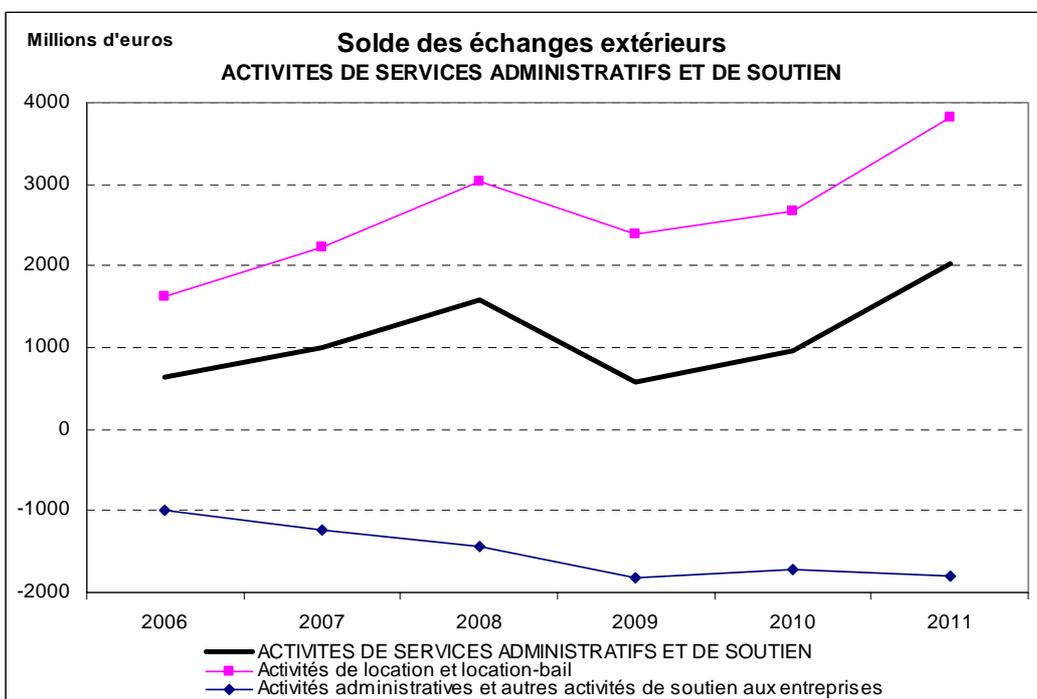
Les activités de soutien aux entreprises n.c.a couvrent plus des deux tiers de la production de la branche et regroupent des professions très diversifiées. Leur activité augmente de + 1,9 % en volume en 2011, après + 2,9 % en 2010. Les services des agences de recouvrement sont confrontés à un marché avec des à-coups et à une augmentation globale des coûts de production selon la Fédération nationale de l'information d'entreprise et de la gestion de créances (Figec). La situation des services de conditionnement se dégrade elle aussi.



Source : :Comptes des Services, Insee



Source : Indices de prix dans les services aux entreprises, Insee



Source : Comptes des Services, Insee

## La production

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	3,1	0,8	-10,1	3,8	4,2
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	3,0	3,3	-6,7	3,9	4,1
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	4,6	3,3	-7,9	-0,1	3,6
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	6,4	2,5	1,6	2,8	4,1
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	5,8	7,6	-7,0	-0,8	4,7
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	0,1	0,5	-7,0	8,9	3,8
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	3,9	-2,8	-22,6	8,3	10,9
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	4,0	-0,8	-11,2	7,3	0,3
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	7,8	-4,9	-14,4	1,6	1,5
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	-2,9	7,1	-5,3	16,3	-1,4
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	2,4	1,9	-9,2	1,3	1,6
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	3,6	2,5	-6,6	0,9	1,3
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	2,5	-0,2	-7,0	2,1	2,5
HN82Z1	Activités administratives	82.1	-16,0	0,1	-33,4	-7,8	3,3
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	-12,9	0,6	2,9	-3,1	6,0
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	-0,5	2,0	-8,9	11,6	3,5
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	7,7	-0,5	-3,6	2,9	2,0

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Niveau de la production en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
NZ	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	77 à 82	174 021	179 795	164 200	172 720	183 172
GN77Z	Activités de location et location-bail	77	58 866	61 598	58 270	61 242	64 939
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	10 921	11 459	10 704	10 813	11 451
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	3 410	3 585	3 733	3 884	4 136
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	17 876	19 047	17 857	17 805	18 945
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	26 659	27 507	25 976	28 740	30 407
GN78Z	Activités liées à l emploi	78	33 490	33 561	26 570	29 300	33 168
GN79Z	Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	79	7 612	8 013	7 086	7 609	7 768
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	5 039	5 175	4 349	4 392	4 540
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	2 573	2 838	2 737	3 217	3 228
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80	7 954	8 336	7 573	7 732	7 999
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81	18 148	19 154	18 333	18 838	19 213
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82	47 951	49 133	46 368	47 999	50 085
HN82Z1	Activités administratives	82.1	5 634	5 787	3 917	3 665	3 857
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	2 701	2 787	2 910	2 814	3 026
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	2 845	3 004	2 774	3 102	3 253
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	36 771	37 555	36 767	38 418	39 949

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance du PRIX de la production

							en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>NZ</b>	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>
<b>GN77Z</b>	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>	<b>2,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1	1,4	1,6	1,4	1,1	2,2
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2	-0,2	2,6	2,5	1,2	2,3
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3	2,2	-0,9	0,8	0,5	1,6
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4	2,3	2,6	1,5	1,6	1,9
<b>GN78Z</b>	<b>Activités liées à l emploi</b>	<b>78</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>
<b>GN79Z</b>	<b>Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>	<b>0,3</b>	<b>6,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1,8</b>
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1	-1,0	8,0	-1,8	-0,6	1,8
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9	3,0	3,0	1,9	1,0	1,7
<b>GN80Z</b>	<b>Enquêtes et sécurité</b>	<b>80</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>
<b>GN81Z</b>	<b>Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager</b>	<b>81</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>0,6</b>
<b>GN82Z</b>	<b>Activ. administratives &amp; autres activ. soutien aux entreprises</b>	<b>82</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>
HN82Z1	Activités administratives	82.1	2,2	2,6	1,6	1,5	1,9
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2	2,2	2,6	1,5	-0,2	1,5
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3	2,2	3,5	1,4	0,2	1,3
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9	2,2	2,6	1,5	1,5	1,9

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
NZ	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	0,6	-9,5	3,8	3,5
	Demande de consommation finale		6,4	2,6	-3,1	1,9	2,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	2,2	-6,0	3,8	2,3
	Demande de consommation finale		8,6	2,8	-3,2	1,9	4,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	3,4	-8,0	0,2	3,4
	Demande de consommation finale		5,7	2,4	-6,9	-2,0	5,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-23,2	-2,7	46,1	-1,0	6,8
	Demande de consommation finale		9,9	2,9	-1,9	3,2	3,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,3	7,6	-6,6	0,3	4,2
	Demande de consommation finale		1,4	2,8	-5,3	0,0	1,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-2,6	-5,3	8,4	0,3
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	-2,8	-21,3	8,0	10,5
	Demande de consommation finale		84,3	29,8	-5,1	0,8	2,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	-0,9	-11,9	7,1	0,1
	Demande de consommation finale		3,8	-0,4	-7,6	8,3	1,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,8	-5,1	-14,3	1,3	1,4
	Demande de consommation finale		3,1	-3,9	-14,8	3,0	2,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,3	7,1	-7,6	16,2	-1,6
	Demande de consommation finale		5,6	7,1	6,9	16,9	-0,2
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME

								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	1,9	-9,2	1,3	1,6	
	Demande de consommation finale		2,0	2,0	-5,6	0,0	0,0	
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	2,5	-7,4	1,2	1,3	
	Demande de consommation finale		0,8	1,9	-0,3	-0,9	1,4	
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	0,6	-5,9	2,2	2,1	
	Demande de consommation finale		-0,8	-2,3	-1,9	-1,5	3,1	
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
HN82Z1	Activités administratives	82.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-15,8	0,5	-32,8	-8,2	3,2	
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	-5,3	0,0	-5,6	
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,5	0,9	3,8	-3,4	5,9	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,8	-8,5	12,4	3,4	
	Demande de consommation finale		-0,8	-2,4	-1,6	-1,6	3,7	
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,0	0,4	-2,5	3,0	1,7	
	Demande de consommation finale							
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
NZ	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		168 670	173 760	159 507	167 617	176 604
	Demande de consommation finale		8 401	8 897	8 827	9 126	9 557
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		52 711	54 455	51 808	54 357	56 639
	Demande de consommation finale		4 334	4 570	4 523	4 686	4 970
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 811	10 293	9 605	9 702	10 275
	Demande de consommation finale		1 110	1 166	1 100	1 111	1 176
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		257	256	384	384	419
	Demande de consommation finale		3 153	3 329	3 349	3 500	3 717
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 030	20 292	19 110	19 259	20 382
	Demande de consommation finale		71	75	74	75	77
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 613	23 614	22 709	25 012	25 563
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		34 652	34 718	27 964	30 755	34 688
	Demande de consommation finale		205	274	263	268	281
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 333	6 659	5 804	6 219	6 338
	Demande de consommation finale		1 279	1 354	1 282	1 390	1 430
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 168	4 271	3 557	3 581	3 698
	Demande de consommation finale		871	904	792	811	842
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 165	2 388	2 247	2 638	2 640
	Demande de consommation finale		408	450	490	579	588
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 903	8 282	7 521	7 677	7 943
	Demande de consommation finale		51	54	54	55	56
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		16 130	17 025	16 151	16 640	16 941
	Demande de consommation finale		2 266	2 381	2 440	2 465	2 546
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		50 941	52 621	50 259	51 969	54 055
	Demande de consommation finale		266	264	265	262	274
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 760	5 938	4 053	3 782	3 977
	Demande de consommation finale		19	19	18	18	18
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 770	2 869	3 024	2 917	3 135
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 671	2 847	2 636	2 972	3 113
	Demande de consommation finale		247	245	247	244	256
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 740	40 967	40 546	42 298	43 830
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %					
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
NZ	<b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>	<b>77 à 82</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,4	1,5	1,3	1,8
	Demande de consommation finale		1,2	3,2	2,4	1,4	1,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN77Z	<b>Activités de location et location-bail</b>	<b>77</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,1	1,2	1,1	1,9
	Demande de consommation finale		0,2	2,6	2,3	1,7	1,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z1	Location et location-bail de véhicules automobiles	77.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,4	1,4	1,4	0,8	2,4
	Demande de consommation finale		1,4	2,6	1,4	3,1	0,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z2	Location et location-bail de biens personnels et domestiques	77.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	2,4	2,7	1,1	2,2
	Demande de consommation finale		-0,2	2,6	2,5	1,2	2,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z3	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens	77.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	-0,9	0,8	0,5	1,6
	Demande de consommation finale		0,0	2,7	4,2	1,4	1,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN77Z4	Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soum. à copyright	77.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,6	1,5	1,6	1,9
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN78Z	<b>Activités liées à l'emploi</b>	<b>78</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	3,1	2,3	1,8	2,1
	Demande de consommation finale		3,0	3,0	1,2	1,1	2,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GN79Z	<b>Activ. Agences voyage, voyagistes, serv. résa. &amp; activ. connexes</b>	<b>79</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,3	6,1	-1,1	0,1	1,8
	Demande de consommation finale		0,8	6,3	2,5	0,1	1,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z1	Activités des agences de voyage et voyagistes	79.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	8,0	-2,8	-0,6	1,8
	Demande de consommation finale		-0,2	8,0	2,9	-0,6	1,8
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HN79Z2	Autres services de réservation et activités liées	79.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	3,0	1,9	1,0	1,7
	Demande de consommation finale		3,0	3,0	1,9	1,0	1,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

**ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**  
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement

		en %					
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
GN80Z	Enquêtes et sécurité	80					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	2,9	0,1	0,8	1,9
	Demande de consommation finale		0,0	3,8	5,9	1,9	1,8
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
GN81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	3,0	2,4	1,8	0,5
	Demande de consommation finale		3,1	3,1	2,8	1,9	1,9
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
GN82Z	Activ. administratives & autres activ. soutien aux entreprises	82					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,7	1,5	1,2	1,8
	Demande de consommation finale		3,5	1,5	2,3	0,4	1,5
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
HN82Z1	Activités administratives	82.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,6	1,6	1,6	1,9
	Demande de consommation finale		5,6	0,0	0,0	0,0	5,9
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
HN82Z2	Activités de centres d appels	82.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,6	1,5	-0,1	1,5
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
HN82Z3	Organisation de salons professionnels et congrès	82.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	3,6	1,2	0,3	1,3
	Demande de consommation finale		3,3	1,7	2,5	0,4	1,2
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						
HN82Z4	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	82.9					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,6	1,5	1,3	1,9
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement <i>Dont : entreprises</i> <i>ménages</i>						

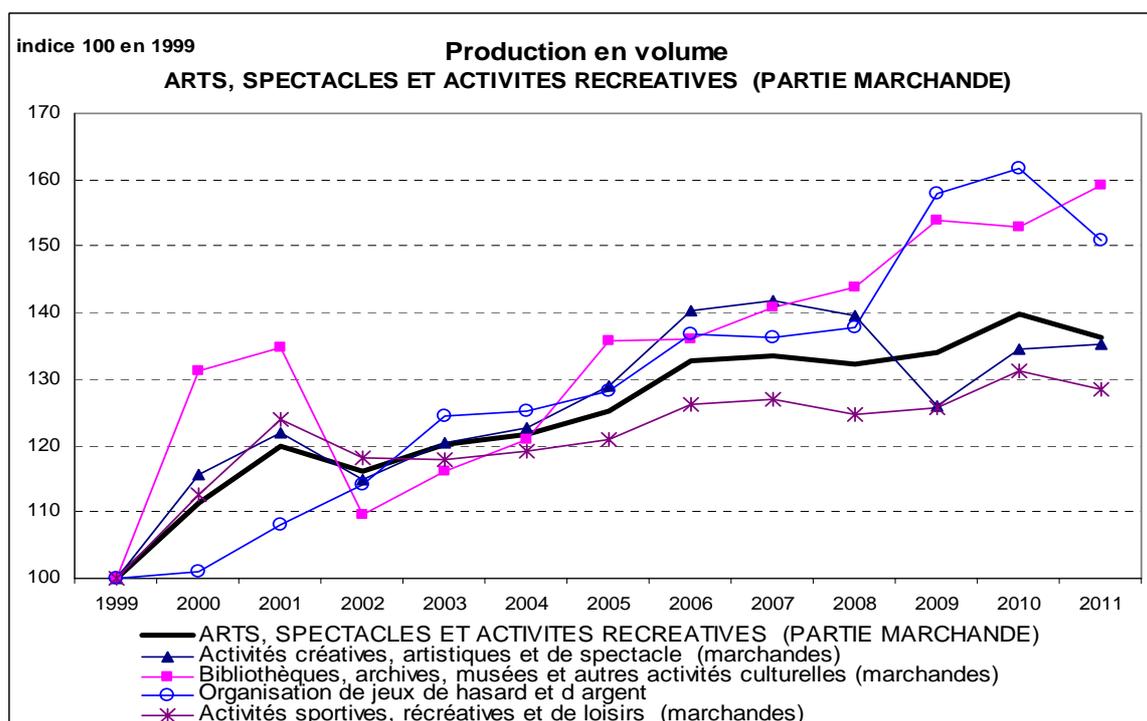
Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## Section R - Arts, spectacles et activités récréatives

### Les activités culturelles et de loisir pâtissent du ralentissement du pouvoir d'achat

En 2011, la production en volume des arts, spectacles et activités récréatives baisse de 2,4 %. L'accélération des prix (+ 4,8 %) permet néanmoins une progression de l'activité en valeur (+ 2,3 %). La croissance de la consommation des ménages, qui représente les trois quarts de la demande intérieure, se contracte en volume (+ 0,9 %, après + 3,2 % en 2010) sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat (+ 0,5 %, après + 0,9 % en 2010). En particulier, la consommation de spectacles et celle de loisirs marchands baissent en 2011.

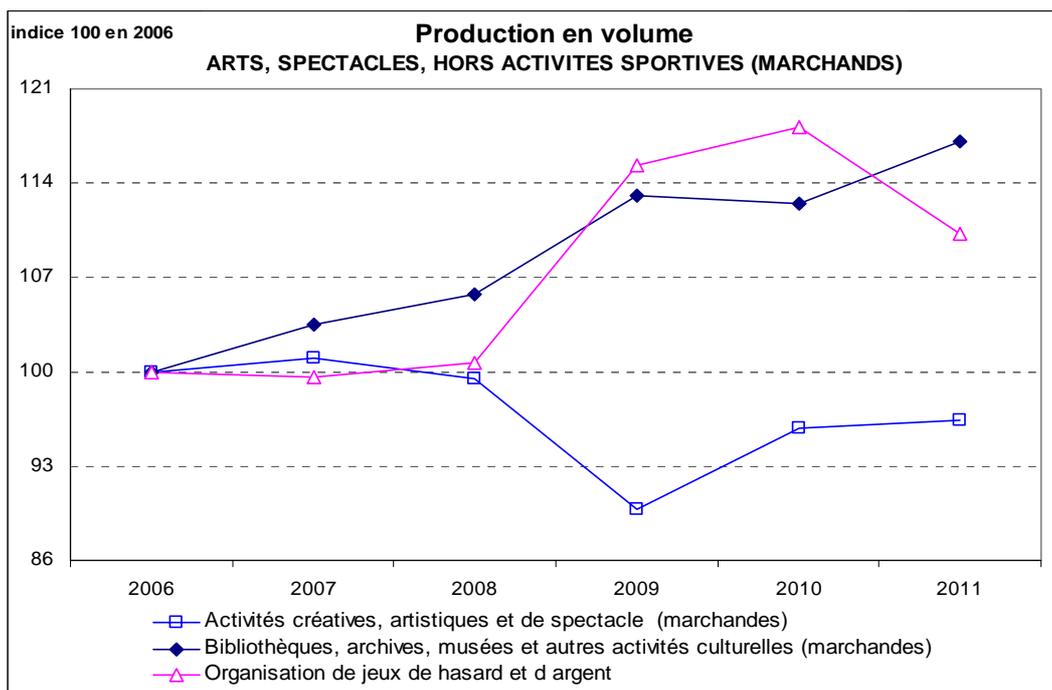


Source : Comptes des Services, INSEE.

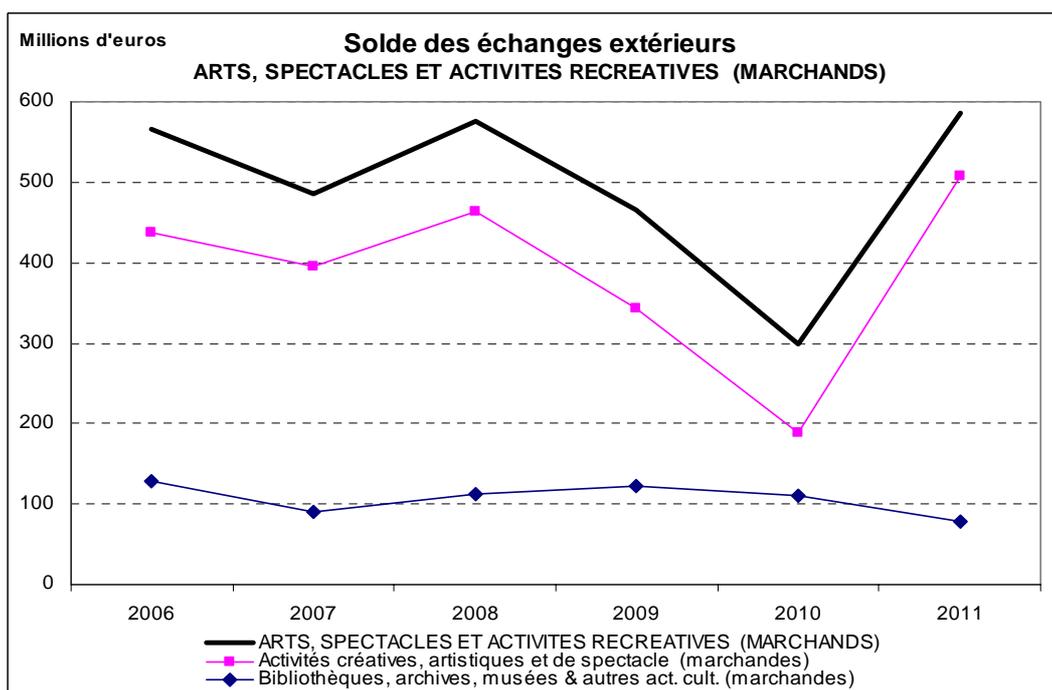
Après la très bonne reprise de 2010, la production des **activités créatives, artistiques et de spectacle** se tasse en 2011 : + 0,6 % en volume. Les activités liées au spectacle vivant s'en sortent mieux que les autres créations artistiques. Mais grâce à une forte hausse des prix (+ 4,4 %), la production de la branche continue d'augmenter en valeur, de 5 %.

Les activités des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes** continuent à se développer en 2011 : + 4,1 % de production en volume. Ces activités n'avaient dans leur ensemble pas souffert de la crise, tant dans leur dimension marchande que non marchande. Les prix continuent d'augmenter en 2011 (+ 3,5 %).

La production des **jeux de hasard et d'argent**, a reculé en volume en 2011 (- 6,7 %). Ce résultat, obtenu par l'application des principes d'équilibre du compte de la branche, est cependant à considérer avec prudence : il pourrait résulter d'une sous-estimation de la croissance de consommation de ces produits par les ménages, évaluée à + 4 %. Celle-ci est en effet dynamique, ayant généré des recettes fiscales en hausse de 18 % par rapport à 2010 (les taux de prélèvement restant stables). Lancés en juin 2010, les jeux en ligne ont continué à se développer : ils ont généré 10,4 milliards d'euros de mises des joueurs d'après le bilan de l'autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL). Les paris sportifs représentent 6 % des mises des jeux en ligne, les paris hippiques 10 %, et les jeux de cercle (poker notamment) 84 %.



Source : Comptes des Services, Insee

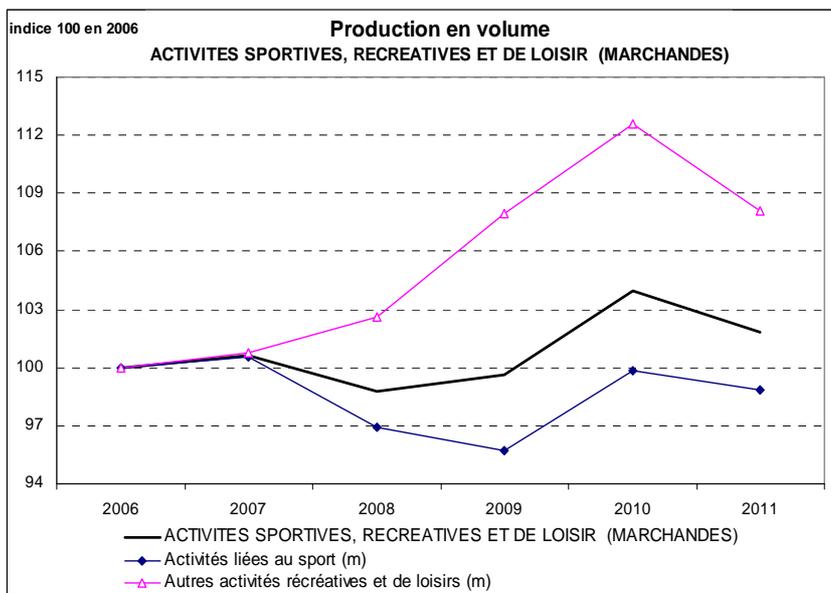


Source : Comptes des Services, Insee

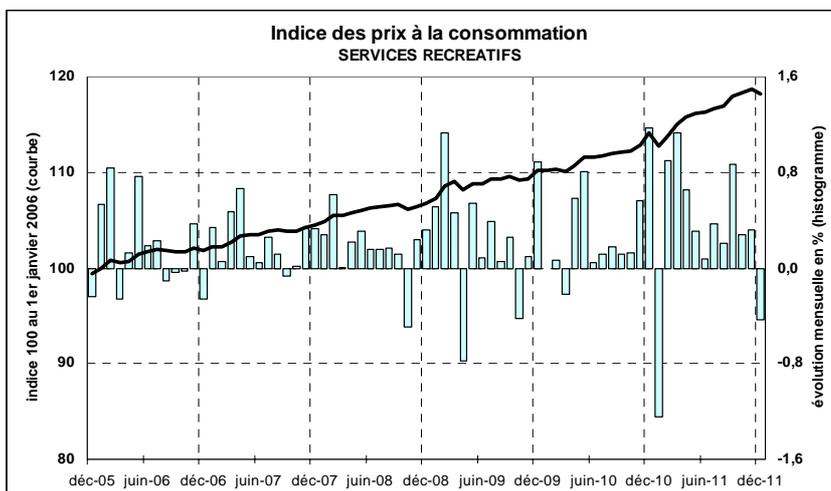
Les **activités sportives, récréatives et de loisirs** voient leur activité en volume diminuer en 2011 (- 2 %). La production en valeur continue à augmenter (+ 1,4 %) grâce à des prix en hausse de 3,5 %.

Les activités liées au sport sont de nouveau en difficulté en 2011, avec une baisse de la production de 1 % en volume. Elles avaient renoué avec la croissance en 2010 (+ 4,3 %), après deux années de crise. Alors que les centres de culture physique et, dans une moindre mesure, les clubs de sports tirent leur épingle du jeu en 2011, la gestion d'installations sportives entraîne l'ensemble à la baisse.

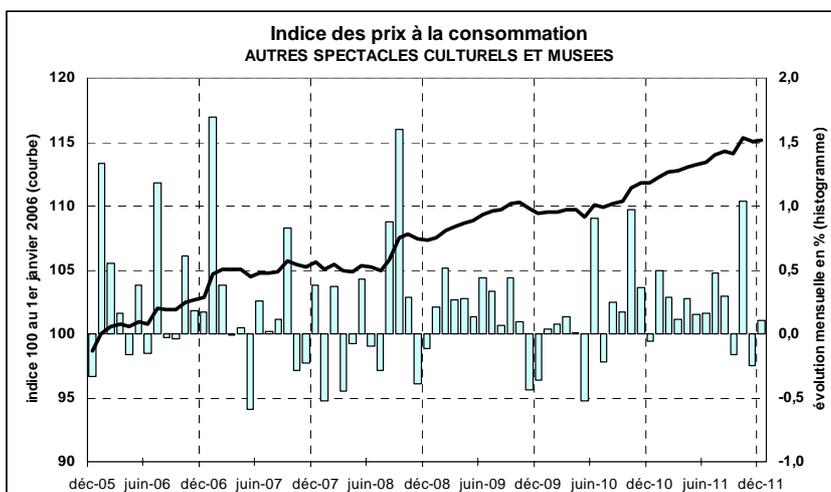
Les autres activités récréatives et de loisirs, qui avaient été relativement épargnées par la crise, sont à la peine en 2011 : - 4 % de production en volume. La forte hausse des prix (+ 5,3 %), en partie due à la diminution des promotions dans les parcs d'attraction et parcs à thèmes, permet à la production de progresser en valeur (+ 1,1 %).



Source : Comptes des Services, Insee



Source : Indice des prix à la consommation, Insee



Source : Indice des prix à la consommation, Insee

## La production

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								
Taux de croissance de la production en VOLUME								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	0,5	-0,9	1,3	4,3	-2,4	
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	1,0	-1,6	-9,7	6,7	0,6	
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	3,4	2,2	7,0	-0,5	4,1	
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	-0,4	1,1	14,6	2,4	-6,7	
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	0,6	-1,8	0,9	4,3	-2,0	
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	0,5	-3,6	-1,3	4,3	-0,9	
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	0,7	1,9	5,2	4,3	-4,0	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								
Niveau de la production en VALEUR								en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	16 835	17 024	17 428	18 387	18 807	
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	4 892	4 989	4 597	4 845	5 088	
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	369	373	405	415	447	
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	4 110	4 157	4 643	4 819	4 848	
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	7 464	7 505	7 783	8 308	8 424	
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	5 048	4 982	5 040	5 372	5 456	
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	2 416	2 523	2 743	2 936	2 968	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								
Taux de croissance du PRIX de la production								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	2,5	2,1	1,1	1,1	4,8	
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	4,0	3,6	2,0	-1,2	4,4	
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	2,5	-1,1	1,5	3,0	3,5	
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92	1,6	0,0	-2,5	1,3	7,8	
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	2,0	2,4	2,8	2,3	3,5	
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	1,0	2,4	2,5	2,2	2,5	
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	4,0	2,5	3,4	2,6	5,3	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,8	-6,3	-4,0	9,5	-3,8	
	Demande de consommation finale		2,3	-1,9	1,4	3,2	0,9	
	Demande pour investissement		-0,8	-2,3	1,5	-1,7	-0,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	0,0	-2,1	7,5	2,0	
	<i>ménages</i>							
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,2	-8,6	-20,8	22,9	-14,8	
	Demande de consommation finale		6,5	-0,7	-2,6	7,8	-1,8	
	Demande pour investissement		-0,8	-2,3	1,5	-1,7	-0,7	
	<i>Dont : entreprises</i>		2,3	0,0	-2,1	7,5	2,0	
	<i>ménages</i>							
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28,1	-0,5	1,0	13,1	12,1	
	Demande de consommation finale		6,9	0,9	8,4	-0,4	4,7	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d argent	92						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		0,3	-3,9	3,9	2,0	4,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	-5,8	2,1	5,4	-1,1	
	Demande de consommation finale		3,3	1,2	-0,5	2,3	-3,0	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	-5,0	-4,4	5,8	-1,2	
	Demande de consommation finale		1,7	-0,8	4,5	2,1	-1,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-12,7	-10,4	41,0	3,6	-0,6	
	Demande de consommation finale		4,6	2,7	-4,0	2,5	-4,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93	5 569	5 351	5 258	5 836	5 790
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15 905	15 801	16 017	16 720	17 394
	Demande de consommation finale		133	134	139	135	140
	Demande pour investissement		47	48	48	51	54
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90	1 481	1 415	1 145	1 389	1 235
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 130	3 209	3 190	3 398	3 483
	Demande de consommation finale		133	134	139	135	140
	Demande pour investissement		47	48	48	51	54
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91	215	202	206	239	278
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		222	227	250	257	278
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	92	8 350	8 005	8 109	8 383	8 905
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93	3 873	3 734	3 907	4 208	4 277
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 203	4 360	4 468	4 682	4 728
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1	3 288	3 200	3 135	3 389	3 432
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 757	1 784	1 910	1 992	2 017
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2	585	534	772	819	845
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 446	2 576	2 558	2 690	2 711
	Demande de consommation finale						
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
RZ marchand	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES marchands	90 à 93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	2,6	2,3	1,4	3,2
	Demande de consommation finale		2,3	1,2	-0,1	1,1	3,1
	Demande pour investissement		3,1	3,1	2,2	-1,2	4,5
	<i>Dont : entreprises</i>		4,4	2,1	2,1	-1,2	3,8
	<i>ménages</i>						
GR90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	4,6	2,1	-1,3	4,3
	Demande de consommation finale		3,8	3,2	2,0	-1,2	4,4
	Demande pour investissement		3,1	3,1	2,2	-1,2	4,5
	<i>Dont : entreprises</i>		4,4	2,1	2,1	-1,2	3,8
	<i>ménages</i>						
GR91M	Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. (marchandes)	91					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	-5,6	1,0	2,6	3,7
	Demande de consommation finale		1,8	1,3	1,6	3,2	3,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		1,4	-0,2	-2,5	1,3	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
GR93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs (marchandes)	93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	2,3	2,5	2,2	2,8
	Demande de consommation finale		3,0	2,5	3,0	2,4	4,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M1	Activités liées au sport (m)	93.1					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	2,4	2,5	2,1	2,5
	Demande de consommation finale		1,6	2,4	2,5	2,2	2,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HR93M2	Autres activités récréatives et de loisirs (m)	93.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	1,9	2,5	2,4	3,8
	Demande de consommation finale		4,0	2,6	3,4	2,6	5,3
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

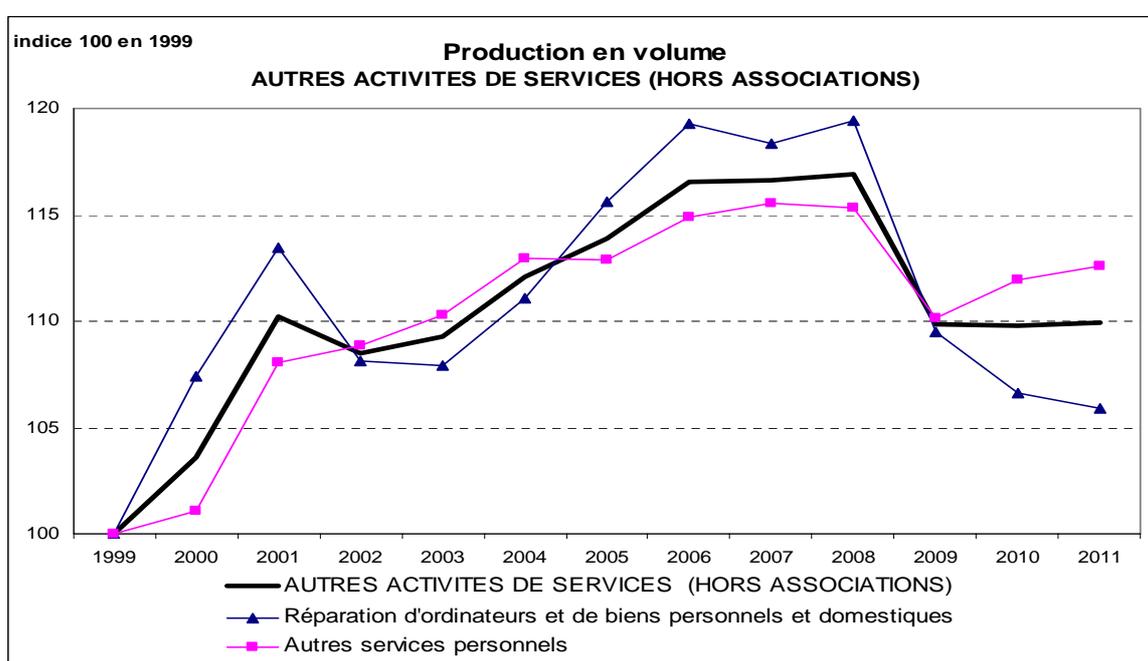
\* : données provisoires



## Section S - Autres activités de services

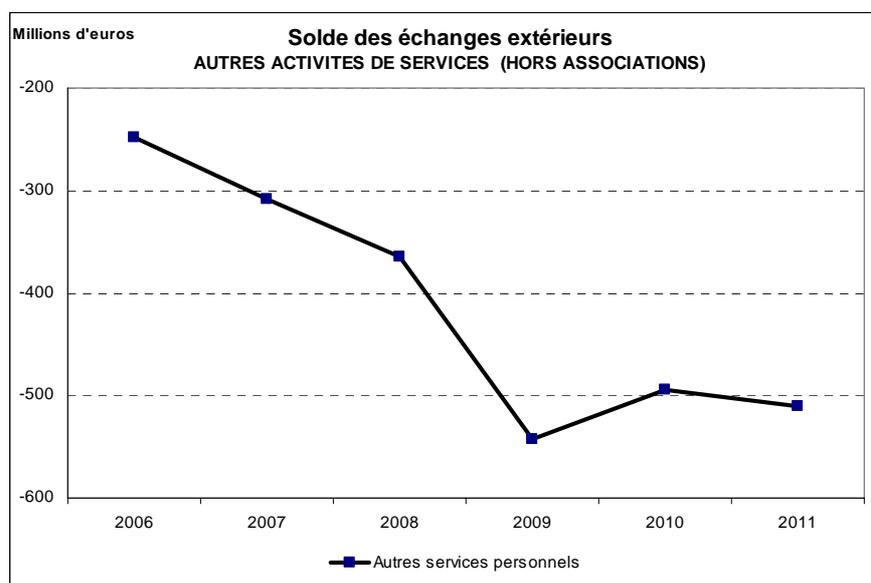
### Quasi-stagnation dans les Autres activités de services

La production en volume de la branche des Autres activités de services, hors secteur associatif, est en quasi-stagnation depuis deux ans : elle augmente de 0,1 % en 2011, après - 0,1 % en 2010, et un recul marqué en 2009 (- 6,0 %). La faible croissance des Autres services personnels (+ 0,6 %) compense le léger recul de la Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (- 0,7 %). En 2010, le mouvement était identique, avec une meilleure croissance des Autres services personnels (+ 1,6 %), contrebalancée par une récession plus forte dans la réparation d'ordinateurs (- 2,6 %). Les prix augmentent très légèrement (+ 2,0 %, contre 1,5 % l'année précédente, et 1,7 % en 2009).



Source : Comptes des Services, INSEE.

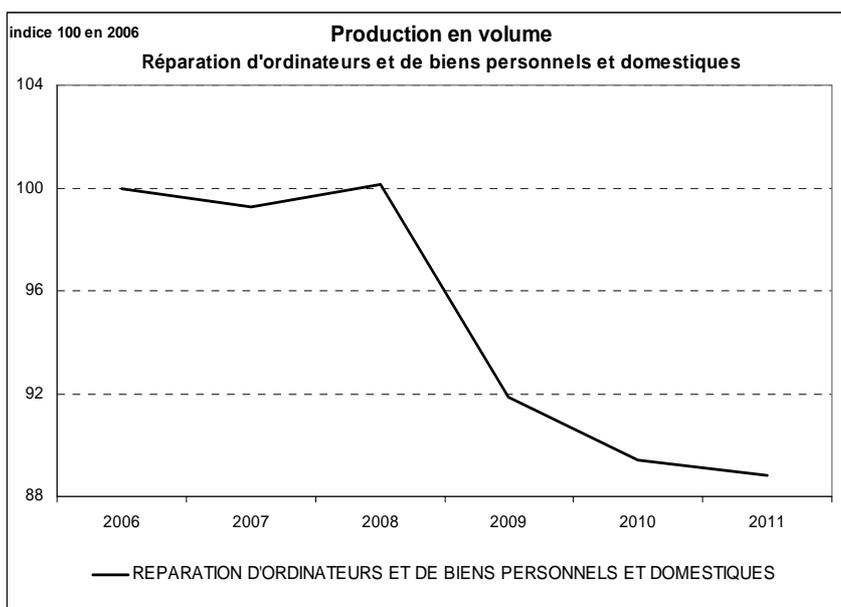
Le solde extérieur, exclusivement constitué par les « Autres services personnels », peine à se relever de sa chute en 2009. La reprise amorcée en 2010 ne se confirme pas en 2011.



Source : Comptes des Services, Insee

La production en volume de la **Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** ne se redresse pas depuis la crise de 2009. La perte de 2011 reste cependant relativement faible (-0,7 %), après (-2,6 %) en 2010 et surtout (-8,3 %) en 2009. La production en valeur repart à la hausse (+2 %), l'évolution de l'indice de prix de production de la branche tendant à s'accélérer : +2,7 % en 2011, après +1,9 % en 2010 et +1,3 % en 2009.

Les principaux emplois, en valeur comme en volume, sont les consommations intermédiaires (30 % du total des emplois), la consommation des ménages (41 %), et l'investissement (29 %). En 2011, l'investissement en volume et la consommation des ménages décroissent (respectivement -1,8 % et -1 %).. Le volume de la consommation des ménages (-1,0 %) est légèrement inférieur au taux global des Autres activités de services. Seul le volume des consommations intermédiaires évolue positivement avec +0,8 % et permet de limiter la baisse de l'ensemble



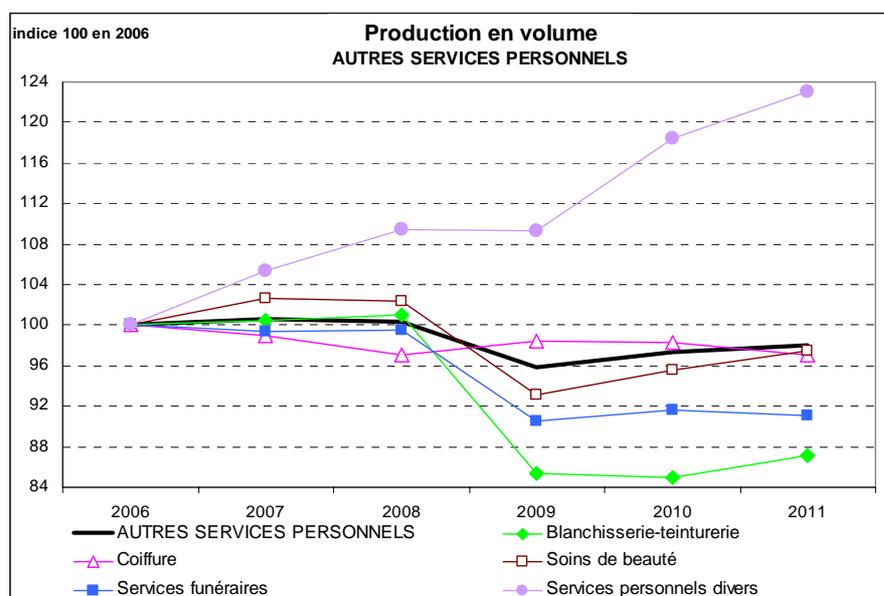
Source : Comptes des Services, Insee

En 2011, la croissance de la production en volume des **Autres services personnels** ralentit (+ 0,6 %), après le rebond de 2010 (+ 1,6 %) consécutif à la chute de 2009 (- 4,5 %). La production en valeur se maintient entre + 2 % et + 3 % depuis 2007, sauf en 2009 (- 2,5 %). L'indice de prix de la production varie peu : + 1,6 % en 2011, + 1,3 % en 2010, + 2,0 % en 2009. La consommation des ménages représente les deux tiers des emplois. Le reste se ventile entre les consommations intermédiaires (29 % des emplois) et les exportations (5 %). En 2011, la consommation des ménages en volume se maintient tout juste (- 0,1 %), tandis que les consommations intermédiaires croissent de + 2,3 %, et les exportations de + 10,3 %.

La production en volume de la blanchisserie-teinturerie, qui représente 15,5 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels », s'est bien redressée avec une croissance de + 2,5 % en 2011, après une année 2010 morose (- 0,4 %), et une année 2009 en chute libre (- 15,5 %). La production en valeur augmente de 4,2 %, et les prix ont tendance à baisser : ils progressent de + 1,6 % en 2011, contre + 2,1 % en 2010 et + 2,3 % en 2009. Les consommations intermédiaires des entreprises et des administrations, qui jouent un rôle important dans cette branche dont elles constituent 48 % des débouchés, augmentent en volume de + 3,4 %. La consommation des ménages (52 % des emplois), croît moins rapidement : + 1,8 % en volume.

En 2011, la production de l'activité de coiffure, qui représente 42,9 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels », décroît légèrement en volume (- 1,2 %) après une année 2010 presque à l'équilibre (- 0,2 %). Cette branche subit l'érosion de la consommation des ménages, qui constitue les quatre cinquièmes de ses débouchés. Le niveau de l'activité en valeur se maintient sous l'effet d'une hausse régulière des prix (+ 1,6 % en 2011, après + 1,4 % en 2010).

La croissance de la production en volume des soins de beauté, qui représente 10,5 % de celle de l'ensemble des « Autres services

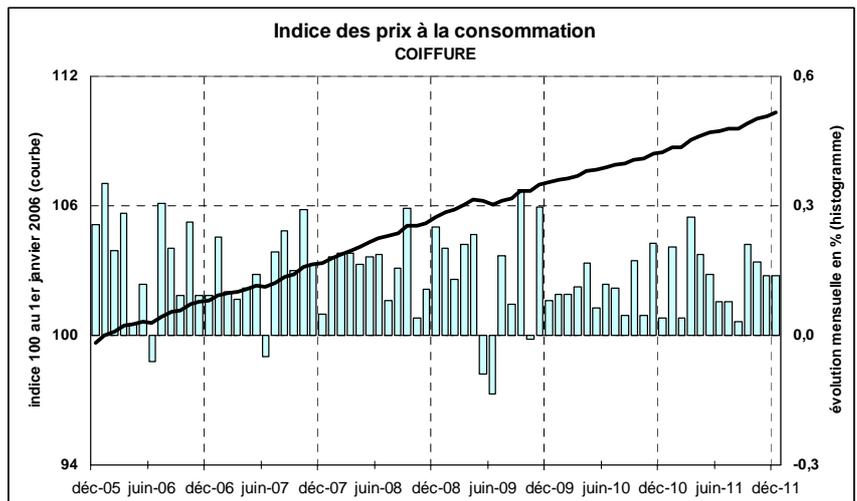


Source : Comptes des Services, INSEE.

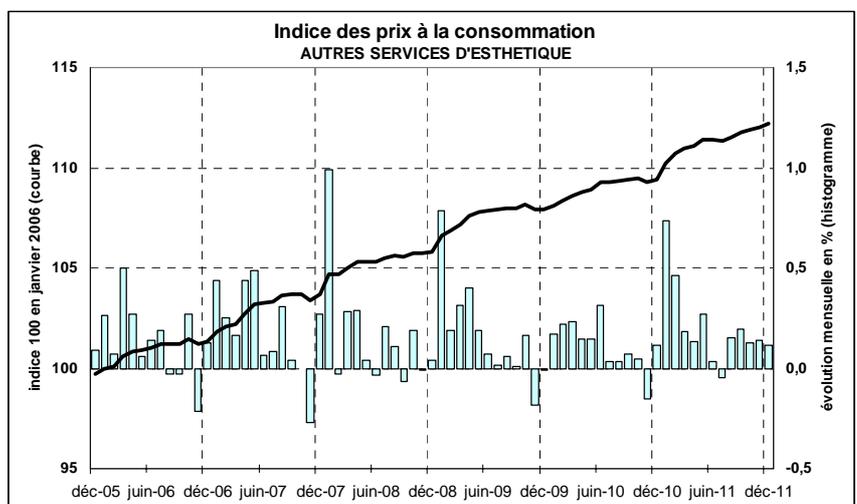
personnels », ralentit ; elle se situe à + 1,9 % en 2011, après avoir connu une hausse de + 2,6 % en 2010. Celle-ci marquait reprise suite à la chute de 2009 (- 9,0 %). Les prix augmentent de + 2,1 % en 2011, après + 1,3 % en 2010. Du côté des emplois, les exportations progressent de 10,2 % en volume (même 12,2 % en 2010), mais leur effet est limité car elles ne constituent que 12 % du total des emplois de la branche. Les consommations intermédiaires, correspondant à 33 % des emplois, augmentent de + 2,6 %. La consommation des ménages, qui constitue 55 % des emplois, freine la progression de la branche avec seulement + 1,6 % de croissance.

En 2011, la production en volume des services funéraires, qui représente 14,3 % de celle de l'ensemble des « Autres services personnels », est en repli (- 0,7 %). Mais, contrairement à la coiffure, les services funéraires ont connu une légère embellie en 2010 (+ 1,2 %), après la chute de 2009 (- 9,0 %). En revanche, la production en valeur reste orientée à la hausse (+ 1,8 %), même si la croissance se tasse par rapport à 2010 (+ 2,4 %). La hausse des prix s'accélère (+ 2,5 % après + 1,1 % en 2010). Parmi les emplois, les exportations se développent toujours fortement même si leur croissance se réduit (+ 7,3 % en 2011 contre + 13,7 % en 2010). Elles ne pèsent toutefois que 11,1 % du total des emplois. Les consommations intermédiaires, qui en constituent 40 %, sont atones (+ 0,2 %). La consommation des ménages, qui représente la plus grande part des débouchés (49 %), est la responsable du repli de la branche (- 0,8 %)

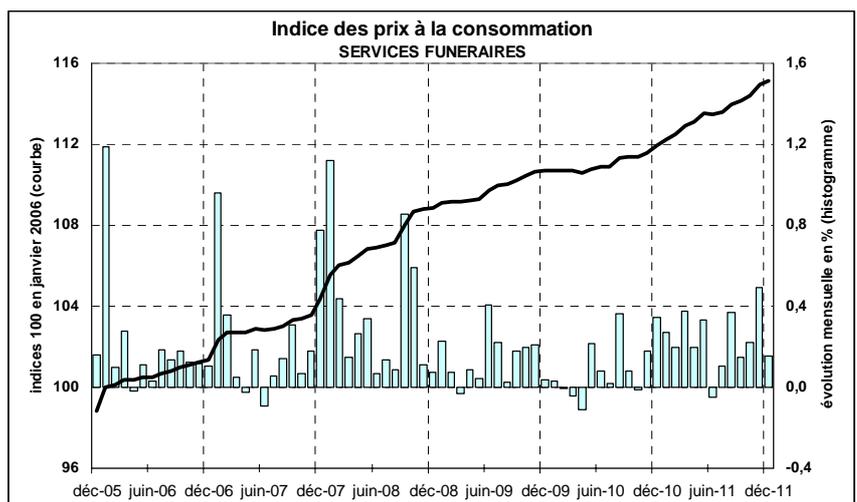
Les services personnels divers<sup>1</sup> sont, sans conteste, la branche la plus dynamique des « Autres services personnels ». En 2011, leur production en volume, qui représente 16,8 % de cet ensemble, croît de +3,9 %, soit un rythme toutefois moitié moins qu'en 2010 (+8,3 %). Même en 2009, ils n'avaient pas connu de crise en parvenant à rester stables (-0,1 %). La production en valeur reste soutenue (+4,8 %). En 2011, l'indice de prix se redresse légèrement, à +0,8 % contre +0,3 % en 2010.. Parmi les emplois de la branche, ce sont les exportations (11 % des emplois), qui croissent le plus (+13,2 % en volume). Elles ont connu un rebond exceptionnel en 2010 (+41,6 %), après la chute de 2009 (-15,7 %). Les consommations intermédiaires (28 % des emplois) croissent de +7,4 %. Enfin, la consommation finale totale (61 % des emplois) croît en volume de +2,3 %. Cette consommation finale totale est constituée à 87 % par la consommation des ménages.



Source : Indice des prix à la consommation, Insee



Source : Indice des prix à la consommation, Insee



Source : Indice des prix à la consommation, Insee

<sup>1</sup> Il s'agit d'un poste très hétérogène de la nomenclature. Il regroupe le conseil en psychologie, les agences matrimoniales, les recherches généalogiques, les toiletteurs pour animaux de compagnie, les studios de tatouage,

## La production

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								
Taux de croissance de la production en VOLUME								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	0,0	0,2	-6,0	-0,1	0,1	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	-0,7	0,9	-8,3	-2,7	-0,7	
GS96Z	Autres services personnels	96	0,6	-0,2	-4,5	1,6	0,6	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	0,4	0,6	-15,5	-0,4	2,5	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	-1,0	-1,9	1,4	-0,2	-1,2	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	2,7	-0,3	-9,0	2,6	1,9	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	-0,6	0,1	-9,0	1,2	-0,7	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	5,4	3,8	-0,1	8,3	3,9	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								
Niveau de la production en VALEUR								en millions d'euros
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	24 277	24 570	23 500	23 839	24 348	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	9 833	9 821	9 127	9 055	9 236	
GS96Z	Autres services personnels	96	14 444	14 749	14 373	14 784	15 112	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2 498	2 561	2 213	2 251	2 345	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	6 193	6 192	6 385	6 461	6 481	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	1 565	1 593	1 479	1 537	1 599	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	2 133	2 227	2 084	2 133	2 171	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	2 055	2 176	2 212	2 402	2 516	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								
Taux de croissance du PRIX de la production								en %
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96	2,1	1,0	1,7	1,5	2,0	
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95	2,1	-1,0	1,3	1,9	2,7	
GS96Z	Autres services personnels	96	2,1	2,3	2,0	1,3	1,6	
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	
HS96Z2	Coiffure	96.02A	1,7	2,0	1,7	1,4	1,6	
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B	1,9	2,1	2,0	1,3	2,1	
HS96Z4	Services funéraires	96.03	2,3	4,3	2,9	1,1	2,5	
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09	3,1	2,0	1,7	0,3	0,8	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations								en %
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME								
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	3,0	-7,1	-0,8	1,8	
	Demande de consommation finale		0,9	-1,0	-2,7	0,7	-0,3	
	Demande pour investissement		0,6	1,1	-11,6	-4,1	-1,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,6	0,8	-12,3	-2,2	-1,2	
	<i>ménages</i>							
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,9	5,8	-9,0	-1,5	0,8	
	Demande de consommation finale		0,8	-2,8	-5,1	-2,4	-1,0	
	Demande pour investissement		0,6	1,1	-11,6	-4,1	-1,8	
	<i>Dont : entreprises</i>		0,6	0,8	-12,3	-2,2	-1,2	
	<i>ménages</i>							
GS96Z	Autres services personnels	96						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,2	-6,0	-0,5	2,3	
	Demande de consommation finale		0,9	-0,3	-1,8	1,9	-0,1	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,1	-25,7	-1,9	3,3	
	Demande de consommation finale		-0,3	-0,1	-2,9	1,1	1,8	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z2	Coiffure	96.02A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-7,8	-3,9	31,7	-2,2	-0,5	
	Demande de consommation finale		0,2	-1,6	-3,2	0,2	-1,4	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	-0,3	-12,6	-3,4	2,5	
	Demande de consommation finale		7,1	0,8	-0,1	3,3	1,5	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z4	Services funéraires	96.03						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	1,3	-9,7	-3,1	0,2	
	Demande de consommation finale		-0,3	1,4	-0,5	2,0	-0,8	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		20,3	10,1	3,9	11,3	7,4	
	Demande de consommation finale		1,7	2,3	1,6	6,7	2,3	
	Demande pour investissement							
	<i>Dont : entreprises</i>							
	<i>ménages</i>							

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

**AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations**  
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'euros

Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
<b>SZ hors assoc.</b>	<b>AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations</b>	<b>95, 96</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 644	7 792	7 326	7 357	7 640
	Demande de consommation finale		14 030	14 252	14 210	14 546	14 759
	Demande pour investissement		3 042	3 044	2 676	2 600	2 637
	<i>Dont : entreprises</i>		2 671	2 665	2 326	2 307	2 353
	<i>ménages</i>						
<b>GS95Z</b>	<b>Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques</b>	<b>95</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 980	2 955	2 681	2 677	2 773
	Demande de consommation finale		3 800	3 822	3 770	3 778	3 826
	Demande pour investissement		3 042	3 044	2 676	2 600	2 637
	<i>Dont : entreprises</i>		2 671	2 665	2 326	2 307	2 353
	<i>ménages</i>						
<b>GS96Z</b>	<b>Autres services personnels</b>	<b>96</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 664	4 837	4 645	4 680	4 867
	Demande de consommation finale		10 230	10 430	10 440	10 768	10 933
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HS96Z1</b>	<b>Blanchisserie-teinturerie</b>	<b>96.01</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 373	1 415	1 075	1 077	1 131
	Demande de consommation finale		1 125	1 146	1 138	1 174	1 214
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HS96Z2</b>	<b>Coiffure</b>	<b>96.02A</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		830	814	1 091	1 082	1 094
	Demande de consommation finale		5 365	5 380	5 296	5 381	5 388
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HS96Z3</b>	<b>Soins de beauté</b>	<b>96.02B</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		708	721	642	628	658
	Demande de consommation finale		942	970	988	1 034	1 072
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HS96Z4</b>	<b>Services funéraires</b>	<b>96.03</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 160	1 222	1 135	1 112	1 140
	Demande de consommation finale		1 231	1 298	1 327	1 368	1 389
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
<b>HS96Z5</b>	<b>Autres services personnels</b>	<b>96.04, 96.09</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		593	665	702	781	844
	Demande de consommation finale		1 567	1 636	1 691	1 811	1 870
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Nomenclature agrégée	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
SZ hors assoc.	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES hors associations	95, 96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-1,0	1,2	1,3	2,1
	Demande de consommation finale		2,3	2,6	2,5	1,6	1,8
	Demande pour investissement		2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2
	<i>ménages</i>						
GS95Z	Réparation d ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	-6,3	-0,3	1,4	2,7
	Demande de consommation finale		3,1	3,5	3,9	2,7	2,3
	Demande pour investissement		2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2
	<i>Dont : entreprises</i>		2,0	-1,0	-0,5	1,4	3,2
	<i>ménages</i>						
GS96Z	Autres services personnels	96					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,5	2,1	1,2	1,7
	Demande de consommation finale		2,0	2,2	1,9	1,2	1,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z1	Blanchisserie-teinturerie	96.01					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,9	2,3	2,1	1,6
	Demande de consommation finale		1,9	2,0	2,2	2,1	1,6
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z2	Coiffure	96.02A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,0	1,8	1,4	1,6
	Demande de consommation finale		1,7	2,0	1,7	1,4	1,5
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z3	Soins de beauté	96.02B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,1	1,9	1,3	2,2
	Demande de consommation finale		1,8	2,1	2,0	1,3	2,1
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z4	Services funéraires	96.03					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	4,0	2,8	1,1	2,3
	Demande de consommation finale		2,2	4,0	2,8	1,1	2,4
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						
HS96Z5	Autres services personnels	96.04, 96.09					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	1,8	1,6	0,0	0,6
	Demande de consommation finale		3,3	2,1	1,7	0,3	0,9
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises</i>						
	<i>ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

# Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

## La production

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								
Taux de croissance de la production en VOLUME								
en %								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	-1,3	2,7	0,1	1,1	-1,9	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'euros								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	6 345	6 714	6 897	7 065	7 127	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique								
Taux de croissance du PRIX de la production								
en %								
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*	
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	3,0	3,1	2,7	1,4	2,8	

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## La demande intérieure

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-6,6	1,8	1,5	3,7	4,2
	Demande de consommation finale		-0,5	2,8	-0,1	0,7	-2,7
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR							
en millions d'euros							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		774	810	860	910	963
	Demande de consommation finale		5 571	5 904	6 037	6 155	6 164
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
Niveau G	Branche	Code NAF 2008	2007	2008	2009	2010*	2011*
T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	2,8	4,6	2,0	1,6
	Demande de consommation finale		2,8	3,1	2,4	1,3	3,0
	Demande pour investissement						
	<i>Dont : entreprises ménages</i>						

Source : comptes des services, INSEE

\* : données provisoires

## ANNEXE

### Principales révisions intervenues sur les comptes des branches des Services en 2009 et 2010

Avec la campagne 2011-2012 des comptes nationaux, un compte 2009 définitif<sup>1</sup> s'est substitué au compte 2009 semi-définitif élaboré lors de la campagne 2010-2011, ainsi qu'un compte 2010 semi-définitif au compte 2010 provisoire. Cette note présente les principales révisions intervenues sur les comptes des branches des Services en 2009 et 2010.

#### 1. Production des branches des Services (champ de la Commission des Comptes des Services - CCS)

Dans le compte 2009 définitif, la production en volume de l'ensemble des branches du champ de la CCS baisse de 4,2 % (tableau 1), contre 2 % dans le compte 2009 semi-définitif, soit une révision à la baisse de 2 points, confirmant l'ampleur de la crise. La révision à la baisse touche essentiellement les activités immobilières et les activités de service principalement tournées vers les entreprises. Les indices de prix ont été très peu modifiés et l'indice d'ensemble reste inchangé.

**Tableau 1**  
**Production des branches des Services (champ CCS)**  
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux			
	2009		2010		2009		2010	
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Hébergement et restauration	0,3	-0,1	0,3	-0,3	257	192	430	195
Édition, audiovisuel et diffusion	-0,9	0,0	1,2	-0,3	-437	-444	149	-7
Télécommunications	3,5	0,3	0,2	-0,1	2 164	2 358	2 554	2 492
Activités informatiques et services d'information	-2,9	0,2	1,3	1,2	-1 832	-1 719	-1 000	-176
Activités immobilières	-1,7	0,0	-0,2	0,0	-4 559	-4 509	-5 090	-5 027
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	-3,9	-0,1	0,9	-0,2	-6 842	-7 057	-5 717	-6 059
Recherche-développement scientifique marchande	-3,1	-0,1	-0,8	-3,8	-833	-876	-1 119	-2 191
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-8,0	-0,5	1,8	-0,2	-2 477	-2 555	-2 102	-2 125
Activités de services administratifs et de soutien	-2,3	-0,3	-0,4	0,0	-4 067	-4 598	-5 436	-5 585
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-0,2	0,0	1,8	0,1	-36	-32	275	291
Autres activités de services (partiel)	-4,3	-0,1	-0,9	-0,1	-1 065	-1 111	-1 325	-1 361
<b>Ensemble</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-19 727</b>	<b>-20 351</b>	<b>-18 381</b>	<b>-19 553</b>

<b>Nouvelles séries (campagne 2011-2012)</b>	2008d	Ivol	2009d	Ipx	2009d	Ivol	2010sd	Ipx	2010sd
Ensemble	981 811	-4,2	940 745	1,3	952 685	2,5	976 834	0,8	984 924
<b>Anciennes séries (campagne 2010-2011)</b>	2008d	Ivol	2009sd	Ipx	2009sd	Ivol	2010p	Ipx	2010p
Ensemble	981 811	-2,2	960 472	1,3	973 036	2,3	995 215	0,9	1 004 477

Source : Insee, division services.

Pour le compte 2010 semi-définitif, les données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version semi-définitive ont été très partiellement utilisées. Dans le compte 2010 semi-définitif, la production en volume de l'ensemble des branches du champ de la CCS croît de 2,5 %, contre 2,3 % dans le compte 2010 provisoire, soit une révision à la hausse qui amplifie très légèrement la reprise.

<sup>1</sup> Du fait des délais de disponibilité des sources statistiques, l'estimation d'un compte pour une année donnée fait l'objet de trois estimations successives : provisoire, semi-définitive, définitive.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Le compte provisoire est en effet élaboré essentiellement à partir d'indicateurs conjoncturels.

La révision à la hausse résulte essentiellement des activités spécialisées, scientifiques et techniques, de l'informatique et de l'édition. Les indices de prix ont été peu modifiés - plutôt à la baisse, et l'indice d'ensemble augmente de 0,8 % dans le compte 2010 semi-définitif, contre 0,9 % dans le compte 2010 provisoire.

## 2. Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)

Les importations en volume se contractent un peu moins dans le compte 2009 définitif que dans le compte 2009 semi-définitif (- 1,7 % contre - 2,1 %) (tableau 2). La baisse du total des ressources est par suite révisée de -1,8 points.

Du côté des emplois, la révision à la baisse des activités immobilières et des activités essentiellement tournées vers les entreprises se traduit par le fait que la principale révision porte sur la FBCF. Dans le compte 2009 définitif, la formation brute de capital fixe (FBCF) baisse de 12,8 %, contre - 5,0 % dans le compte semi-définitif, soit une révision de -7,8 points. La révision à la baisse porte sur la FBCF des ménages (- 9,5 points), soit l'ensemble des frais liés à des acquisitions immobilières d'une part, et d'autre part sur la FBCF des sociétés non financières (- 8,4 points).

**Tableau 2**  
**Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)**  
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux			
	2009		2010		2009		2010	
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur
<b>PRODUCTION BRANCHE PRIX DE BASE</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-19 727</b>	<b>-20 351</b>	<b>-18 381</b>	<b>-19 553</b>
PRODUCTION PRODUIT PRIX DE BASE	-2,0	0,0	0,3	-0,1	-19 836	-20 458	-18 059	-19 282
IMPORTS TOTALES	0,4	0,2	0,4	-0,4	142	195	354	218
TOTAL DES RESSOURCES	-1,8	-0,1	0,3	-0,1	-19 035	-20 145	-17 473	-18 772
Consommation Intermédiaire TOTALE	-2,2	-0,1	0,2	-0,2	-12 344	-13 116	-12 644	-13 857
Consommation Finale des ménages	-0,3	0,0	0,1	-0,1	-938	-1 055	-652	-932
Consommation Finale TOTALE	-0,2	0,0	0,1	-0,1	-562	-670	-470	-746
FBCF des Sociétés Non Financières-EI	-8,4	0,2	3,4	0,8	-4 573	-4 475	-3 141	-2 692
FBCF des Sociétés financières	10,7	0,3	7,4	0,8	363	371	582	605
FBCF des Administrations Publiques	-6,6	0,2	-4,9	0,7	-332	-325	-564	-528
FBCF des Institutions Sans But Lucratif SM	0,6	-1,1	0,9	-0,5	2	-2	1	-1
FBCF des ménages	-9,5	-2,0	8,3	-1,3	-1 872	-2 150	-1 211	-1 512
Formation Brute de Capital Fixe TOTALE	-7,7	-0,3	3,8	0,3	-6 413	-6 581	-4 333	-4 128
Variations de Stock TOTALES					-80	-76	-493	-493
EXPORTS TOTALES	1,1	-0,2	0,5	-0,1	363	299	467	452
TOTAL DES EMPLOIS	-1,8	-0,1	0,3	-0,1	-19 035	-20 145	-17 473	-18 772
MARCHE INTERIEUR	-1,9	-0,1	0,3	-0,1	-19 402	-20 455	-17 905	-19 181

Source : Insee, division services.

Dans le compte 2010 semi-définitif, les ressources en services augmentent de 2,7 % en volume, contre 2,3 % dans le compte 2010 provisoire.

La FBCF est l'emploi qui fait l'objet de la plus forte révision : elle croît de 11 % en volume dans le compte 2010 semi-définitif, soit une révision de 3,8 points par rapport au compte provisoire.

## 3. Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie. Les révisions concernant la valeur ajoutée concentrent donc toutes les révisions opérées sur l'ensemble des branches de l'économie entre deux versions de comptes.

Dans le compte 2009 définitif, la valeur ajoutée des branches des services baisse de - 3,6 % (tableau 3) en volume, alors qu'elle diminuait de 2,2 % dans le compte 2009 semi-définitif, soit une révision de -1,3 point. Entre le compte 2010 semi-définitif et le compte 2010 provisoire, la révision de la croissance en volume de la valeur ajoutée de l'ensemble des services est de 0,2 point (+ 2,1 % au lieu de + 1,9 %).

**Tableau 3**  
**Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)**  
(Niveaux en milliers d'euros, évolutions en %)

	Révisions des évolutions (points)				Révisions des niveaux				
	2009		2010		2009		2010		
	Ivolume	Iprix	Ivolume	Iprix	Volume	Valeur	Volume	Valeur	
Hébergement et restauration	0,8	-7,9	0,8	-0,1	348	-2 969	-2 597	-2 694	
Édition, audiovisuel et diffusion	-3,0	-0,6	0,8	-0,3	-597	-742	-603	-668	
Télécommunications	0,8	1,1	-0,3	0,2	211	507	445	494	
Activités informatiques et services d'information	-3,2	0,5	0,9	2,1	-1 253	-1 042	-749	112	
Activités immobilières	0,3	-1,1	-0,4	-0,2	670	-1 975	-2 936	-3 400	
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	-3,2	0,4	1,7	-0,6	-2 663	-2 325	-981	-1 494	
Recherche-développement scientifique marchande	-3,6	-0,3	-0,9	-9,9	-334	-382	-480	-1 496	
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,4	-0,2	-1,2	0,2	351	305	159	181	
Activités de services administratifs et de soutien	-2,9	-0,2	-0,4	0,2	-3 023	-3 320	-3 818	-3 707	
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-8,7	-1,9	-0,3	0,9	-635	-792	-817	-767	
Autres activités de services (partiel)	-6,3	-0,4	0,7	-0,5	-1 127	-1 233	-1 077	-1 181	
<b>Ensemble</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-8 053</b>	<b>-13 967</b>	<b>-13 455</b>	<b>-14 620</b>	
<b>Nouvelles séries (campagne 2011-2012)</b>	2008d	Ivol	2009d	Ipx	2009d	Ivol	2010sd	Ipx	2010sd
Ensemble	603 906	-3,6	582 403	-1,1	575 877	2,1	587 827	-0,4	585 558
Source : Insee, division services.									
<b>Anciennes séries (campagne 2010-2011)</b>	2008d	Ivol	2009sd	Ipx	2009sd	Ivol	2010p	Ipx	2010p
Ensemble	603 906	-2,2	590 456	-0,1	589 844	1,9	601 282	-0,2	600 178

Source : Insee, division services.